

Université de Montréal

**Les scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique  
de l'Allemagne impériale (1871-1918)**

Par  
André Séguin

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)

Décembre 2005

© André Séguin, 2005



D

7

UEY

2006

V.032

## **AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## **NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Les scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique  
de l'Allemagne impériale (1871-1918)**

Présenté par :  
André Séguin

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau

---

président-rapporteur

Yakiv Rabkin

---

directeur de recherche

Othmar Keel

---

membre du jury

Mémoire accepté le : 25 mai 2006 .....

## Sommaire

Avec la fondation de l'Empire allemand (1871) et la croissance économique qui la suivit, les juifs d'Allemagne obtinrent le droit de poursuivre une carrière académique et disposèrent d'un support financier suffisant pour entreprendre des études universitaires. En ce qui concerne leur participation aux activités scientifiques du II<sup>e</sup> Reich, les scientifiques d'origine juive s'intégrèrent à des secteurs précis de la communauté scientifique allemande. On constate qu'ils se concentrèrent dans les bas échelons du corps professoral des universités allemandes, mais que certaines institutions comme le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem et le centre de Felix Klein à l'université de Göttingen leur permirent de se hisser jusqu'au sommet de la hiérarchie. En ce qui a trait aux disciplines scientifiques, ils ne participèrent pas à toutes les disciplines, mais se concentrèrent en chimie organique, en chimie physique et en physique théorique.

David-Lawrence Preston avança une explication du phénomène selon laquelle une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation aurait canalisé les scientifiques d'origine juive dans ces secteurs de la communauté scientifique de l'Allemagne impériale. Il reste cependant à mettre certains éléments de cette thèse en perspective afin de mieux en comprendre les fondements et la valeur explicative. À la lumière des faits et des conditions qui régissaient les activités de la communauté scientifique du II<sup>e</sup> Reich, il est impossible de soutenir l'explication de Preston pour la concentration disciplinaire. En ce qui a trait à la concentration institutionnelle, leur exclusion s'explique par l'exception allemande qui assura la persistance du paradigme socio-politique de l'ancien régime dans les universités qui en limite l'accès aux scientifiques d'origine juive dont la réputation sociale et politique s'avérait incompatible avec les critères de sélection de ce paradigme. D'autre part, l'acceptation des scientifiques d'origine juive dans certaines institutions s'explique aussi par l'exception allemande qui permit l'établissement d'institutions scientifiques pour qui la compétence scientifique primait sur l'identité sociale et politique dans la sélection du nouveau personnel

Mots-clés : Science, Allemagne, Juif, Discrimination

## Abstract

With the establishment of the German Empire (1871), and the economic growth which accompanied it, the Jews of Germany obtained the right to pursue academic careers and disposed of sufficient financial resources to undertake university studies. As regards their participation in the scientific activities of the Second Reich, Jewish scientists integrated very specific sectors of the German scientific community. As

university professors they remained at the lower echelons however, in certain institutions such as the Kaiser Wilhelm Institute of Berlin-Dahlem, and the Felix Klein Centre of Göttingen University, they reached the highest levels in the hierarchy. Inasmuch as the various scientific disciplines are concerned, they were not present in all of them. German Jews concentrated on organic chemistry, physical chemistry, and the new paradigm of theoretical physics.

David-Lawrence Preston has attempted to explain this phenomenon. He postulated that a socio-cultural dynamic of exclusion/acceptance would have channelled Jewish scientists to these specific disciplines in the scientific community of Imperial Germany. Some aspects of this theory have had to be reconsidered in order to reach a better understanding of its underpinnings and intellectual value. In light of the facts and prevailing conditions in the scientific community in the Second Reich, Preston's conclusions for concentration in specific scientific disciplines cannot be supported. Inasmuch as institutional concentration is concerned, their exclusion is a result of the "german exception" which ensured the perpetuation of the socio-political paradigm of the old regime in universities which limited access to Jewish scientists whose social and political reputations were incompatible with selection criteria for this paradigm. On the other hand, acceptance of Jewish scientists in certain universities is explainable by the same "german exception" which allowed the establishment of certain scientific institutions where academic competence prevailed over social and political identity.

Keywords : Science, Germany, Jew, Discrimination

## Table des matières

Sommaire .....	iii
Table des matières .....	v
Remerciements.....	vii

<b>Introduction :Les scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique du II<sup>e</sup> Reich (1871-1918) .....</b>	<b>1</b>
-Historiographie, problématique et hypothèse .....	2
-Divisions argumentaires .....	8

<b>Chapitre I : Les fondements sociaux, économiques et politiques du II<sup>e</sup> Reich .....</b>	<b>9</b>
-les antagonismes .....	10
-le compromis de 1871.....	16
-conclusion .....	19

<b>Chapitre II :L'universalisme vu à travers la modernisation de la science ....</b>	<b>21</b>
-l'apparition de nouvelles disciplines .....	22
-le cadre social de la pratique scientifique et ses effets sur l'universalisme.....	29
-conclusion .....	31

<b>Chapitre III :L'émancipation des juifs .....</b>	<b>32</b>
-l'émancipation oscillante des juifs d'Allemagne au XIX <sup>e</sup> siècle .....	33
-la signification historique de l'émancipation.....	39
-les juifs dans la société allemande moderne .....	44
-les juifs dans la politique allemande .....	49
-les activités économiques des juifs .....	51
-les juifs dans l'éducation séculaire supérieure et les sciences naturelles .....	54
-conclusion .....	64

<b>Chapitre IV :Les universitaires allemands au XIX<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>65</b>
-l'origine socio-économique des universitaires .....	65
-les universitaires devant l'industrialisation et l'unification.....	76
-conclusion .....	81

<b>Chapitre V : Perspectives sur l'exclusion et l'acceptation des juifs dans la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich</b> .....	83
-le rôle moteur de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation .....	84
-la cas des institutions scientifiques .....	85
-le cas des disciplines scientifiques.....	87
-les conditions de l'exclusion.....	89
-les fondements de l'hospitalité des institutions d'accueil .....	95
-conclusion .....	98
 <b>Conclusion : la modernité et la thèse de Preston</b> .....	100
<b>Bibliographie</b> .....	105



## Remerciements

Je voudrais tout d'abord remercier mes parents qui m'ont supporté et encouragé tout au long de ce travail. Je remercie également mon directeur de recherche, M. Yakov Rabkin, pour sa disponibilité constante et son aide précieuse. La réalisation de ce mémoire n'aurait jamais été possible sans les commentaires et les encouragements de mes amis Amélie-Shuka, Bébert, Dominique, Ghislain, Gilles, Hugues-Alexandre, Mathieu, Toupet et Yannick que je tiens à remercier profondément. Je remercie aussi Laurence pour son support moral et technique dans les derniers miles de ce travail. Avant de terminer, je remercie aussi M. A.-Hubert Brooks pour mon éducation parallèle et Thelonious Monk pour sa musique.

## Les scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique du II<sup>e</sup> Reich (1871-1918)

Le 30 janvier 1933, le président de la république de Weimar, le *Feldmarschal* Paul von Hindenburg (1847-1934), chargea Adolf Hitler (1889-1945) de former le prochain et le dernier gouvernement de la république de Weimar (1918-1933). Hitler et ses collaborateurs abattirent ensuite la constitution républicaine par une série de décrets, qui leur arrogèrent tous les pouvoirs. Ce nouveau régime adopta ensuite une politique de persécution à l'endroit de tous les groupes jugés indésirables pour la nation allemande; à savoir les homosexuels, les communistes, les Tsiganes, les malades mentaux et les juifs. En ce qui a trait à ces derniers, certains Allemands étaient conscients de leur importance sociale, économique, culturelle et politique pour l'Allemagne et tentèrent d'obtenir certains aménagements. Ce fut notamment le cas du physicien Max Planck (1858-1947) qui alla voir Hitler pour lui faire part de ses craintes concernant l'avenir de la science allemande qui pourrait lourdement pâtir des mesures antijuives, mises en place par les autorités nazies.

Bien que Hitler n'ait pas cru bon obtempérer aux suggestions de Planck, celui-ci avait raison lorsqu'il prévoyait l'impact négatif des mesures antisémites sur la science allemande. Les décrets antisémites qui évincèrent tous les juifs des postes universitaires firent en sorte que l'Allemagne perdit 30 % de ses scientifiques, 40 % de ses médecins et 50 % de ses mathématiciens<sup>1</sup>. Cette politique n'amputa pas uniquement l'Allemagne d'un grand nombre de scientifiques, mais aussi de scientifiques de haut calibre comme James Franck (1882-1964) qui travailla notamment au développement de l'arme nucléaire états-unienne.

En maintenant cette politique, les nazis interrompirent la participation des juifs à la science allemande. Celle-ci avait essentiellement débuté durant la décennie suivant l'unification, alors qu'ils commençaient à participer significativement aux activités de la communauté scientifique allemande<sup>2</sup>. La

<sup>1</sup> Shulamit Volkov, « Jewish Scientists in Imperial Germany », *Aleph*, numéro 1, 2000, p. 219.

<sup>2</sup> David-Lawrence Preston, *Science, Society, and the German Jews : 1870-1933*, Urbana, University of Illinois, 1971, p. 123.

participation des scientifiques d'origine juive à la science allemande s'échelonna donc sur deux régimes politiques, celui de l'Allemagne impériale (1871-1918) et celui de la république de Weimar (1918-1933). La présente recherche s'intéressera toutefois à la participation des scientifiques d'origine juive à la science allemande durant les années couvertes par le régime impérial instauré par Otto von Bismarck (1815-1898) en 1871.

### **Historiographie, problématique et hypothèse**

Avant l'avènement du nazisme, l'Allemagne n'était pas le théâtre de pogroms tel qu'on pouvait en voir du côté russe, mais cela ne voulait en rien dire que la descendance juive n'y était pas préjudiciable. Lorsque le roi de Bavière signa le document confirmant Richard Willstätter, un chimiste d'origine juive, dans ses nouvelles fonctions à l'université de Munich, le monarque aurait mentionné à ses conseillers que ce serait le dernier juif qu'il embaucherait à un aussi haut niveau<sup>3</sup>. De plus, les témoignages du chimiste lui-même nous indiquent qu'une fois employé par l'université de Munich, il y subit le poids de son origine juive<sup>4</sup>. Cette réalité attira l'attention des analystes qui se penchèrent sur ce thème de la discrimination des scientifiques d'origine juive et entreprirent de comprendre ses effets sur leur participation à la science allemande.

Dans un texte paru en 1979, David Nachmansohn tenta de déterminer l'apport que la collaboration entre juifs et chrétiens eut pour la science allemande<sup>5</sup>. La discrimination figure au panel des arguments qu'il déploie pour exposer la fructueuse collaboration entre des scientifiques chrétiens et juifs dans les grandes réalisations scientifiques qui se firent en Allemagne entre 1900 et 1933. Selon Nachmansohn, la science naturelle serait un territoire plus favorable à un tel concert

---

<sup>3</sup> Alan J. Rocke, *Pride and Prejudice in Chemistry : Kolbe, Hofman, and German Antisemitism*, dans Yakov Rabkin et Ira Robinson (dir.), *The Interaction of Scientific and Jewish Cultures in Modern Times*, The Edwin Mellen Press, Lewiston, Queenston & Lampeter, 1995, p. 128.

<sup>4</sup> David Nachmansohn, *German-Jewish Pioneers in Science, 1900-1933 : Highlights in Atomic Physics, Chemistry, and Biochemistry*, Berlin, Heidelberg & New York, Springer-Verlag, 1979, pp. 206-207.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 2.

que les sciences humaines où un esprit antisémite serait plus prononcé par rapport au libéralisme de la communauté scientifique<sup>6</sup>.

Bien que Nachmansohn mentionne le témoignage de Willstätter concernant l'antisémitisme dans la communauté scientifique, il la présente néanmoins comme un monolithe favorable à l'intégration des scientifiques d'origine juive. D'autres études ont toutefois démontré que la participation des juifs à la science d'Allemagne donne plutôt le portrait d'une communauté scientifique qui n'a pas agi uniformément à leur égard. L'existence parallèle de secteurs hospitaliers et inhospitaliers au sein même de la communauté scientifique allemande aurait engendré l'intégration des scientifiques d'origine juive dans des secteurs précis de la communauté scientifique de l'Allemagne impériale.

En 1987 et 1997, Shulamit Volkov publia deux articles qui admettaient ces thèses. Elle tentait d'y dégager une interprétation plus concrète du rôle de la discrimination afin d'en voir les conséquences, i.e. si ce fut un avantage ou non pour les juifs<sup>7</sup>. Selon elle, « *not only despite the system, but also because of it, Jews were able to shine there* ». Puisqu'une attitude antisémite du centre de la communauté scientifique les repoussa à ses marges, ils se retrouvèrent dans une position favorable pour avoir du succès. En effet, le contrôle intellectuel y serait plus faible par absence de structures rigides, ce qui y aurait favorisé la production de travaux majeurs pour la science moderne<sup>8</sup>.

La thèse de Volkov utilise donc la discrimination afin d'expliquer l'importante contribution des scientifiques d'origine juive aux sciences naturelles. Elle se fonde sur la thèse de doctorat déposée à l'université de l'Illinois en 1971 par le sociologue David-Lawrence Preston. Il y démontra le premier que la discrimination poussa les scientifiques d'origine juive aux marges de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich. *Science, Society, and the German Jews : 1870-1933* visait à démontrer le moment où les juifs commencèrent à participer significativement aux sciences naturelles et où ils se situaient au sein de la

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. p. 339.

<sup>7</sup> Shulamit Volkov, « Jewish Scientists in Imperial Germany (part I & II) », *Aleph*, volume I, numéro 1, 2000, p. 224.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 237.

communauté scientifique tant au niveau institutionnel que disciplinaire<sup>9</sup>. En réponse aux deux dernières questions, il arriva à la conclusion que les juifs occupèrent des positions institutionnelles et disciplinaires marginales au sein de la communauté scientifique d'Allemagne<sup>10</sup>. Selon lui, cette situation s'expliquerait par une dynamique socio-culturelle entre les chrétiens et les juifs où les premiers auraient discriminé les seconds<sup>11</sup>.

La différence fondamentale entre le point de vue de Nachmanson avec celui de Volkov et Preston est que ces derniers admettaient que la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich n'eut pas une attitude monolithique à l'égard des juifs. Volkov ayant seulement traité les effets de la discrimination sur la qualité des travaux scientifiques produits par les scientifiques d'origine juive, elle ne tenta pas d'expliquer les rouages de cette discrimination qui engendra leur position singulière au sein de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich. Pour sa part, Preston tenta d'expliquer la relation causale entre la discrimination et la place occupée par les scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique de l'Allemagne impériale. Il soutient qu'elle aurait provoqué une répartition unilatérale des scientifiques d'origine juive parce que ce sont des anciens secteurs plus conservateurs et plus rigides desquels les juifs auraient été exclus<sup>12</sup>. Parce que ces secteurs sont plus institutionnalisés, ils cherchent à préserver leurs acquis et ils se seraient protégés contre la concurrence des juifs qui affluaient alors dans les universités allemandes<sup>13</sup>. La discrimination a fermé des corridors, mais certains sont demeurés ouverts à la périphérie et les scientifiques d'origine juive purent s'y intégrer. C'est donc l'existence simultanée au sein de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich de milieux hostiles à l'intégration des scientifiques d'origine juive et de d'autres essentiellement plus favorables qui explique leur concentration dans des secteurs précis de ladite communauté.

---

<sup>9</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 99.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.p. 123-124.

<sup>11</sup> *Ibid.*, pp. 185-187.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 123.

Les faits historiques demeurent essentiellement immuables, mais la discipline historique qui tente de les rendre intelligibles est un processus continu qui ne se termine pas dès la première analyse desdits faits. La thèse socio-culturelle de Preston a certes été reprise dans des études subséquentes, mais elle n'a toutefois jamais été revisitée depuis sa parution. Afin d'en enrichir la valeur historiographique, la présente étude se penchera sur trois éléments inconsistants de cette théorie : le réel rôle conditionnant de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation dans la canalisation des scientifiques d'origine juive dans des secteurs spécifiques de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich, les fondements historiques de leur exclusion et de leur intégration.

Le rôle conditionnant de la discrimination au centre de l'explication de Preston a seulement été revisité par Volkov dans sa seconde étude. Dans cette nouvelle étude, elle tentait d'améliorer la méthodologie de son premier texte et elle y compare douze scientifiques d'origine juive à douze scientifiques chrétiens afin de mieux apprécier le poids de la discrimination. La comparaison maintient globalement les conclusions de son premier travail en y apportant certaines nuances. Elle démontre que de part et d'autre, il était difficile pour un scientifique d'accéder à une position au cœur de la communauté scientifique allemande qui se défendait contre la compétition grandissante provoquée, mais que les scientifiques d'origine juive faisaient néanmoins les frais d'un traitement distinct qui les en excluait alors que malgré toutes les difficultés rencontrées, les chrétiens pouvaient quand même s'y intégrer<sup>14</sup>.

Prestons soulève à la fois l'existence d'une concentration institutionnelle et d'une concentration disciplinaire qu'il impute tous deux à une dynamique d'exclusion/acceptation et cette nouvelle étude de Volkov ne remettait pas le rôle moteur de l'exclusion en question, mais tentait plutôt de déterminer s'il y avait ou non exclusion des scientifiques d'origine juive. En ce qui a trait à la concentration institutionnelle, nous serons en mesure de conclure à l'existence d'une volonté collective qui exclut les scientifiques d'origine juive et qui, combinée à la présence

---

<sup>14</sup> Shulamit Volkov, *loc. cit.*, pp. 266-269.

d'institutions hospitalières, les canaliser dans certaines institutions scientifiques. C'est au niveau de la concentration disciplinaire qu'il nous faudra réajuster la portée de l'explication avancée par Preston. Nous constaterons que la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation peut difficilement avoir conditionné la concentration des scientifiques d'origine juive dans des disciplines spécifiques parce que la situation juridique des juifs d'Allemagne et les règles régissant l'accès aux disciplines scientifiques dans les institutions intellectuelles allemandes relèguent le rôle moteur de l'exclusion à une réaction psychologique des scientifiques qu'on ne peut pas vérifier en raison d'un manque de preuve concluante.

Si on veut expliquer la position des scientifiques d'origine juive au sein de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich par une dynamique d'exclusion/acceptation, il est fondamental d'expliquer en quoi les structures d'accueil étaient propices à leur intégration. Preston ne traite aucunement des fondements qui expliquent l'acceptation des scientifiques d'origine juive autrement qu'en se référant à une souplesse présumée de la périphérie, idée également reprise par Volkov. Or, rien ne nous permet de présumer que la périphérie d'une quelconque institution sociale comme la communauté scientifique est par nature plus souple et que cette souplesse est d'office favorable à l'intégration des juifs. Preston ne parle ni des individus qui la contrôlent ni des règles qui y encadraient les comportements sociaux alors qu'ainsi, on pourrait comprendre comment la périphérie constituait une structure d'accueil où purent s'intégrer les scientifiques d'origine juive. Nous constaterons à cet effet que la situation des institutions où s'intégrèrent les scientifiques d'origine juive était telle que les traits socio-culturels et politiques qui les distinguaient n'y portaient pas préjudice à leur intégration.

Si Preston conclut à l'existence d'une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation pour expliquer la position singulière des scientifiques d'origine juive au sein de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich, il n'expose cependant pas les forces politiques, sociales, culturelles et économiques qui l'engendrèrent. Il mentionne certes que les intellectuels conservateurs n'appréciaient pas l'arrivée de juifs parce qu'on les associait avec l'avance de

l'industrialisation qui détruisait la culture allemande traditionnelle<sup>15</sup>, mais il n'infère pas ce sentiment à des conditions qui l'auraient produit. Il n'élabore pas sur les sources de ce conservatisme, sur ses caractéristiques ou sur ce que la culture allemande traditionnelle signifiait pour eux. La présente étude tentera notamment de combler ce vide historiographique en expliquant comment une mécanique d'exclusion put exister et maintenir les scientifiques d'origine juive à l'extérieur de certaines institutions scientifiques de l'Allemagne impériale en tentant de comprendre les forces qui la produisirent.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la modernité balaye l'Europe et l'Allemagne pour en changer profondément la réalité politique, culturelle, économique et sociale. Nous avançons l'hypothèse que la modernisation telle que vécue en l'Allemagne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale est à la source de la mécanique d'exclusion/acceptation avancée par Preston pour expliquer la place particulière des scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique de l'Allemagne impériale. Elle engendra les conditions qui expliquent le conservatisme du cœur de la communauté scientifique allemande de cette époque et qui expliquent aussi le fait que ce conservatisme se traduit par une exclusion des scientifiques d'origine juive.

La modernisation allemande ne fournit pas uniquement un cadre nous permettant de comprendre ce qui amena l'exclusion des scientifiques d'origine juive de certaines institutions scientifiques de l'Allemagne impériale. Elle donne également la trame de fond qui sous-tend leur intégration. La modernisation allemande affecta les institutions d'accueil de telle sorte que les traits particuliers des juifs y étaient marginalisés et qu'ils purent conséquemment s'y intégrer. De manière globale, nous pouvons dire que la modernisation telle que vécue en Allemagne nous indique les rouages qui animèrent la dynamique d'exclusion/acceptation avancée par Preston pour expliquer la position singulière des scientifiques d'origine juive au sein de la communauté scientifique de l'Allemagne impériale.

---

<sup>15</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 164.



## **Divisions argumentaires**

Au premier chapitre, nous présenterons les grandes lignes de la modernité allemande. On pourra ainsi avoir une idée générale de l'arrivée du pays à l'ère moderne et surtout, d'en saisir les subtilités afin de comprendre l'influence qu'elle put avoir sur la communauté scientifique de l'Allemagne impériale.

Le second chapitre abordera le contexte scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle. On le verra tout d'abord d'un angle général afin d'avoir une idée de la situation dans laquelle se trouvait les sciences à cette époque. Ce chapitre servira surtout à mettre en perspective la science comme structure d'accueil dans le contexte du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous partirons donc du concept d'universalisme scientifique élaboré par Robert K. Merton et nous verrons comment dans les circonstances entourant la pratique scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle, il permet à la science d'être ou non une structure hospitalière pour les scientifiques d'origine juive.

Au chapitre trois, il sera question de la transformation qui frappa la population juive d'Allemagne au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, i.e. l'émancipation. Après avoir discuté de l'émancipation en soi, il sera question de son principal effet, la participation des juifs à la société allemande. On y verra leur implication dans la culture allemande, la politique, l'économie et nous y développerons dans le détail leur position au sein de la communauté scientifique allemande.

Au quatrième chapitre, il sera question des intellectuels allemands en milieu universitaire. Nous y dresserons un portrait de leur situation devant la modernisation du pays. Nous y verrons leur avènement au sein de l'élite allemande et comment la modernisation particulière du pays vint reconfigurer les paramètres de leur situation socio-économique. Nous pourrions ensuite consacrer le cinquième chapitre à une mise en perspective de la thèse avancée par Preston.

## **Chapitre I : Les fondements sociaux, économiques et politiques du II<sup>e</sup> Reich**

En 1871, les armées allemandes sont triomphantes, la France est défaite et plus rien ne sépare la petite Allemagne<sup>16</sup> de l'unité politique. Une cérémonie réunissant toute l'élite politique allemande à la Galerie des Glaces de Versailles sanctionna cette ultime victoire par la fondation de l'Empire allemand, le II<sup>e</sup> Reich, et le couronnement de son premier empereur, le roi de Prusse, Guillaume I<sup>er</sup>. Le régime impérial resta en place jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale alors qu'un régime républicain lui succéda aux rênes de l'État. La paix de Versailles tint directement le régime impérial responsable d'avoir déclenché le conflit le plus sanglant qu'avait connu jusque-là l'Occident. On prétendit que le militarisme et l'autoritarisme de l'Allemagne impériale étaient responsables de la Grande Guerre parce qu'ils étaient inappropriés à une paix européenne durable. Cette perception d'une Allemagne suivant un *Sonderweg*<sup>17</sup> perdura jusqu'aux années soixante-dix où certains historiens admirèrent plutôt qu'il existe « un autre visage de l'Allemagne qui, certes, n'est pas la réplique parfaite du modèle occidental issu de la Révolution française, mais n'est pas non plus aux antipodes, son existence parallèle, et souvent concurrente, à côté d'une culture germanique plus autoritaire, constituant même un trait fondamental de l'exception allemande »<sup>18</sup>.

On retrouve la source de cet autoritarisme dans la résolution politique qui motiva la fondation du II<sup>e</sup> Reich et dans son organisation socio-politique. L'Allemagne impériale dont Otto von Bismarck (1815-1898) fut certes le principal artisan se voulait un régime hybride qui adaptait des visions antagonistes de ce qu'elle devrait être tout en préservant ce que Bismarck jugeait être l'essentiel : l'autorité monarchique, la famille royale de Prusse, les Hohenzollern, et plus particulièrement le monarque alors en place, Guillaume I<sup>er</sup>.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Occident se métamorphosait en profondeur comme suite à la révolution industrielle et à la diffusion de nouvelles conceptions sociales et

---

<sup>16</sup> La région germanophone d'Europe à l'exception de l'Autriche, de ses possessions, la Suisse allemande et du Luxembourg.

<sup>17</sup> « Un chemin à l'écart de la vie normale [et] le parcours de ceux qui l'empruntent » (Florence Gauzy, *L'exception allemande, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 5).

<sup>18</sup> Florence Gauzy, *op. cit.*, pp. 7-8.

politiques héritées des derniers siècles. Ces nouveautés prirent évidemment place parmi les anciens meubles et c'est à travers cette dialectique de l'histoire qui les opposa que le II<sup>e</sup> Reich vit le jour. De nouvelles forces militaient en faveur d'une réorganisation socio-politique de l'Allemagne alors que les anciennes s'y refusaient. La confrontation ne se solda toutefois pas par la victoire d'un camp ou de l'autre, mais plutôt par la création d'un régime hybride, le II<sup>e</sup> Reich. Le compromis ne se fit toutefois pas naturellement et des événements précis amenèrent ces antagonismes à se cristalliser et obligèrent les autorités politiques à réagir en créant l'empire allemand. Les événements dont il est ici question sont la révolution ratée de 1848, les concessions qui la suivirent ainsi que la crise des subsides militaires au *Landtag* de Prusse dans les années 1860 qui amenèrent Bismarck aux affaires et la révolution industrielle allemande.

Une fois que la nouvelle Allemagne était formée et que Bismarck avait pour le moment sauvé le jeu, il lui fallait encore maintenir l'ordre établi. Il serait inimaginable de croire qu'un régime puisse demeurer en place seulement parce que des dirigeants le décident, ces derniers doivent compter sur des collaborateurs – que ce soit des individus ou des personnes morales- qui soutiennent le régime d'une façon ou d'une autre. C'est d'autant plus vrai dans le cas d'un régime hybride comme celui qui vit le jour en Allemagne parce que le compromis à la base de l'ordre politique est par nature instable. Il ne règle pas le problème, car ses mesures ne font pas disparaître les groupes séditieux qui menacent toujours l'ordre établi. Bien que Bismarck ait simplement voulu sauver l'autorité monarchique, la famille royale et Guillaume I<sup>er</sup>, les soldats du régime formèrent une coterie qui profita directement du compromis de 1871. Le II<sup>e</sup> Reich avait un establishment politique dont l'objectif ultime était de travailler à la préservation de l'essentiel, mais qui en se faisant, s'aménageait une place au soleil.

### **Les antagonismes**

Les antagonismes auxquels se heurta la vie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle étaient ancrés dans la métamorphose qui marqua les structures sociales, politiques et économiques de l'Europe à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Tant la manière de penser la

politique et la société que la manière que les Hommes ont de répondre à leurs besoins prirent un nouveau tournant. D'un côté, on retrouvait la philosophie des Lumières qui défendait une organisation socio-politique fondée sur la raison, le droit, la morale et qui voulait se départir de la révélation et de l'arbitraire. De l'autre, il y avait une transformation de la nature des activités économiques suite aux découvertes techniques qui permettaient la substitution de la force motrice de l'homme par des procédés mécaniques. Avec la politique et le mode de vie qui changeaient de visage, les conceptions de ce que devrait être l'Allemagne de l'avenir se mirent alors à diverger.

La position des principaux protagonistes sur l'échiquier de cette lutte était cependant inégale, car seuls les défenseurs du statu quo détenaient alors le pouvoir politique. Ils prirent possession de cet avantage lors du Congrès de Vienne qui se chargea de réorganiser la politique allemande après les Guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Il en ressortit la Confédération germanique qui remplacera le défunt Saint Empire romain germanique. Elle se composait de 35 États dont la direction avait été restituée aux autorités traditionnelles qui restaurèrent les anciens systèmes socio-politiques. On mit en place une assemblée confédérale à Frankfurt-am-Main qui réunit les représentants de tous les États membres à raison d'un par participant. Cependant, cette assemblée ne jouissait pratiquement d'aucune initiative politique, car toute législation pangermanique devait y être approuvée à l'unanimité et l'assemblée ne disposait d'aucune structure exécutive autonome pouvant appliquer une quelconque décision<sup>19</sup>. Bref, le Congrès de Vienne restaura l'Allemagne traditionnelle en maintenant la division territoriale et les anciennes autorités politiques.

Malgré tout, il existait en Allemagne des conceptions politiques modernes qui prévoyaient une tout autre forme d'organisation politique pour le pays. Alors que l'Allemagne de Metternich était fragmentée en 35 États souverains et que la Confédération germanique n'était qu'une union lâche qui se résumait plutôt à un forum de discussion pour l'espace allemand, les libéraux réclamaient l'unification

---

<sup>19</sup> François Roth, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Paris, Armand Colin, 2000, pp. 11-13.

des États allemands. L'agenda politique des libéraux allemands prévoyait aussi la réforme du système politique de cette Allemagne unifiée. Avec le Congrès de Vienne, on avait remis la souveraineté politique entre les mains des princes qui la détenaient non pas par légitimité populaire, mais de droit divin, c'est-à-dire que Dieu les avait investi du pouvoir temporel absolu<sup>20</sup>. Sans désirer la disparition de la monarchie, les libéraux militaient en faveur d'un système constitutionnel où les pouvoirs étaient partagés entre la monarchie et les citoyens. Ils réclamaient également un parlement représentatif élu devant qui seraient responsables les ministres et qui aurait une initiative législative. Il ne faut pas confondre ce libéralisme avec la démocratie moderne, car les libéraux réfutaient la pertinence d'un suffrage universel masculin ou mixte parce qu'on jugeait la masse inapte à participer au gouvernement<sup>21</sup>.

On remarque qu'il existait deux conceptions de l'organisation socio-politique de l'espace allemand. La confrontation habita la vie politique allemande jusqu'à l'unification de 1871 et ce sont des circonstances particulières qui firent en sorte qu'un compromis scella l'issue du débat entre ces deux conceptions de l'Allemagne. Les libéraux obtinrent des concessions à partir desquelles ils furent en mesure d'exercer une certaine coercition sur les autorités traditionnelles, mais leurs accomplissements étaient toutefois limités par le contexte économique et leur capacité d'action.

Laissons momentanément les questions politiques de côté pour s'attarder sur la modernisation économique et en voir ensuite les conséquences politiques. En 1800, l'Allemagne figurait parmi les pays économiquement arriérés en raison de l'absence d'industries organisées sur son territoire tandis que la Grande-Bretagne était déjà avancée dans l'industrialisation avec la filature<sup>22</sup>. Cependant, la vapeur se renversa au fil du siècle, car à l'aube de la Première Guerre mondiale, son économie

---

<sup>20</sup> Simone Goyard-Fabre, *Philosophie politique : XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, P.U.F., 1987, p. 220.

<sup>21</sup> David Blackbourn, *The long Nineteenth Century : A History of Germany, 1780-1918*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 130-131.

<sup>22</sup> Modris Ekstein, *Le sacre du printemps : la Grande Guerre et la naissance de la modernité*, Paris, Plon, 1989, p. 84.

industrielle supplanta celle des grandes puissances européennes comme la France, l'Italie, la Russie et la Grande-Bretagne<sup>23</sup>.

Il y eut certes une phase préindustrielle qui s'échelonna sur plusieurs décennies, mais on remarque que durant les années 1840, l'industrie commençait à occuper une place de plus en plus importante sur l'échiquier allemand<sup>24</sup>. À titre d'indice, les historiens constatèrent qu'entre 1836 et 1847, la production du fer et de coton augmenta respectivement de 50 et 60 %. Durant la décennie 1840, le réseau de voies ferrées allemand passa de 1 130 à 5 500 kilomètres<sup>25</sup>. Le mode de vie agraire domina encore longtemps l'économie allemande- en 1887, 42 % des Allemands en tiraient leur subsistance et c'est seulement en 1910 que l'industrie la dépassa avec 41 % contre 33 % pour l'agriculture<sup>26</sup>- mais la transformation est néanmoins déjà en action depuis le milieu du XIXe siècle.

Avant d'aller plus en avant, notons une des conséquences de l'industrialisation, la prolétarianisation. L'industrialisation a eu pour effet que les ouvriers devaient vendre leur force de travail afin de subsister. Le capitalisme sauvage des premières heures de l'industrialisation cherchait le profit à tout prix et les ouvriers en pâtirent, car les salaires allaient en conséquence et leur qualité de vie en souffrait évidemment. La misère des premières villes industrielles que nous décrit Charles Dickens existèrent autant à Düsseldorf en Rhénanie prussienne qu'à Manchester ou Montréal. La masse prolétaire ne resta pas inerte, elle réagit à son sort. Rapidement, les ouvriers réalisèrent qu'ils n'étaient pas seuls et que l'union pouvait faire leur force. On vit alors se former des groupes de coordination, des syndicats et même des factions politiques<sup>27</sup>.

Revenons aux questions politiques et plus particulièrement à l'agenda des libéraux. La révolution de 1848, le Printemps des Peuples, donna aux Libéraux une belle occasion d'arriver à leurs fins, mais elle leur apprit plutôt qu'ils n'y

---

<sup>23</sup> Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989, p. 249.

<sup>24</sup> David Blackbourn, *ibid.*, p. 171.

<sup>25</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine, 1815-1990*, Paris, P.U.F., 1991, p. 13.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>27</sup> Hans-Ulrich Wehler, *The German Empire : 1871-1918*, New York, Berg Publishers, 1991, p. 17.

arriveraient pas seuls et que la gronde des masses populaires pouvait constituer une réelle menace à laquelle ils n'étaient de toute évidence pas capables de résister seuls.

Bien qu'en soi, il s'agisse d'une menace, le soulèvement populaire qui saisit les grandes villes avec des dizaines de milliers d'Allemands qui prenaient littéralement le contrôle des édifices gouvernementaux donna une occasion au mouvement libéral pour se saisir du pouvoir et faire avancer ses réformes<sup>28</sup>. La diète confédérale de Frankfurt se transforma en assemblée nationale allemande qui entretint l'espoir des libéraux et se réunit à l'Église Saint-Paul jusqu'à sa destitution en 1849<sup>29</sup>.

Le mouvement de la *Paulskirche* démontra plutôt aux libéraux qu'ils ne pouvaient pas compter sur eux-mêmes pour réaliser leurs ambitions. Le mouvement n'atteignit pas ses deux principaux buts, à savoir l'unification de l'Allemagne dans un régime politique libéral. Les gouvernements autoritaires terrassèrent le mouvement et le contraignirent à capituler sans qu'il ait eu gain de cause. Suite à ce coup de boutoir qui mit fin aux espoirs des libéraux, la collaboration avec la Prusse sembla être l'avenue la plus susceptible de remplir certaines de leurs attentes. Grâce à son armée et son État dont elle venait de démontrer l'efficacité en jugulant la révolution de 1848, la Prusse pouvait unifier l'Allemagne et endiguer la menace prolétarienne qui grondait de plus en plus contre les affres de l'industrialisation<sup>30</sup>. Compte tenu de l'impasse où se trouvait le projet des libéraux et des pressions prolétariennes qui les menaçaient, la collaboration avec la Prusse devenait la meilleure solution.

Les luttes de 1848 ne furent toutefois pas sans résultats, Guillaume I<sup>er</sup>, roi de Prusse, octroya un parlement élu en 1850. Le *Landtag* sera ensuite le théâtre d'un bras de fer avec les autorités royales et c'est de ce conflit qu'émergea un compromis entre les libéraux et la monarchie prussienne<sup>31</sup>. Le pouvoir de cette assemblée était

<sup>28</sup> David Blackbourn, *op. cit.*, p. 141.

<sup>29</sup> François Roth, *op. cit.*, p. 31.

<sup>30</sup> Henry M. Pachter, *Modern Germany : A Social, Cultural, and Political History*, Boulder, Westview Press, 1978, p. 5.

<sup>31</sup> Hagen Schulze, *The Course of German Nationalism: From Frederic the Great to Bismarck (1763-1867)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 2.

relativement inexistant, mais elle avait quand même un droit de regard sur le budget qu'elle devait approuver pour qu'il ait force de loi.

En 1862, le roi voulait procéder à une réforme de l'armée qui visait à l'intégrer davantage à la caste dirigeante via un service militaire prolongé à trois ans. Cette réforme n'allait évidemment pas sans une augmentation des frais que l'assemblée devait approuver pour que la réforme puisse être mise en branle. Celle-ci refusa de le faire sans qu'il y ait des ajustements constitutionnels majeurs<sup>32</sup>. C'est à ce moment de l'histoire que Bismarck intervint avec sa politique d'unité allemande par le fer et le sang<sup>33</sup>. Bismarck prononça ce célèbre discours au *Landtag* de Prusse où il suggérait aux députés de le supporter dans une politique d'unification de la petite Allemagne autour d'une Prusse conservatrice en évitant ainsi les erreurs de 1848 et 1849<sup>34</sup>. Il souhaitait utiliser les forces nationalistes à son propre avantage en unifiant l'Allemagne autour de la Prusse en y excluant l'Autriche pour ainsi se laisser toute la place et pouvoir asseoir confortablement la monarchie dans un empire allemand où la menace libérale et prolétaire serait contenue<sup>35</sup>.

Bismarck se lança ensuite dans une série de trois guerres qui menèrent à la proclamation de l'Empire d'Allemagne en 1871 à la Galerie des Glaces de Versailles. Il s'allia tout d'abord avec l'Autriche pour réintégrer à l'Allemagne le Schleswig et le Holstein qui étaient alors sous suzeraineté danoise. Il renversa ensuite la vapeur pour exclure l'Autriche en moussant l'antagonisme qui l'y opposait sur la question de la gestion des duchés suite au protocole de la Convention de Gastein et triompha des armées autrichiennes lors de la bataille de Sadowa en 1866. Une fois l'Autriche exclue et la Confédération de l'Allemagne du Nord mise en place, il ne lui restait qu'à unir les quatre États du Sud encore indépendants— le Bade, le Wurtemberg, la Bavière et le Hesse— pour que l'unité de la petite Allemagne autour de la Prusse soit. La France s'y objecterait logiquement alors une guerre

---

<sup>32</sup> Fritz Stern, *L'or et le fer : Bismarck, Bleichröder et la construction de l'empire allemand*, Paris, Fayard, 1977, pp. 53-54.

<sup>33</sup> « Ce n'est pas par les discours et les décisions majoritaires que les grandes décisions du temps seront réglées— ce fut l'erreur de 1848 et de 1849— mais par le fer et par le sang » (Fritz Stern, *op. cit.*, p. 9.).

<sup>34</sup> François Roth, *op. cit.*, pp. 46-47.

<sup>35</sup> Fritz Stern, *op. cit.*, p. 57.



contre celle-ci rapprocherait ces États de la Prusse et éliminerait du même coup l'opposition française levant ainsi toutes les entraves restantes à la concrétisation de ses ambitions. Les armées allemandes ont vaincu la France à Sedan et celle-ci écartée du chemin de Bismarck, rien n'empêchait plus ce dernier de réaliser son dessein. Les Wittelsbach de Bavière offrirent la couronne impériale au roi de Prusse qui devint le premier empereur du II<sup>e</sup> Reich nouvellement créé.

### **Le compromis de 1871**

La constitution impériale a des allures claires de compromis, car elle répond à certaines attentes des libéraux- unification de l'Allemagne et une assemblée élue- tout en préservant l'essentiel pour Bismarck, la monarchie et les Hohenzollern. Dans la constitution de la Confédération d'Allemagne du Nord qui est plus ou moins reproduite telle quelle dans celle du II<sup>e</sup> Reich, l'essentiel du pouvoir politique demeurait entre les mains de la monarchie. Elle conservait le contrôle des principaux leviers de l'État comme la bureaucratie et l'armée sans que les libéraux détiennent un outil institutionnel afin d'y intercéder d'une quelconque manière<sup>36</sup>. L'empereur détenait personnellement le monopole sur ces deux instances et n'était pas élu, mais simplement héritier du pouvoir de par les lois de la succession héréditaire. Il nommait son chancelier et ses conseillers qui étaient exclusivement responsables devant lui<sup>37</sup>. Bismarck concéda un parlement élu au suffrage universel masculin, mais sans lui donner un quelconque pouvoir législatif. Les décideurs politiques demeurèrent irresponsables devant le *Reichstag*, car la seule prérogative concrète du parlement était de contresigner le budget et les actes législatifs sans que cela ne soit plus qu'une politesse puisque les dirigeants n'étaient pas tenus d'obéir aux exigences ou remontrances de l'assemblée<sup>38</sup>.

En exposant brièvement les principales provisions politiques de la constitution impériale de 1871, on y remarque un système qui vise la sauvegarde des bases féodo-absolutistes à travers la satisfaction tronquée des ambitions libérales

<sup>36</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, pp. 54-55.

<sup>37</sup> Gordon Craig, *Germany : 1815-1945*, New York, Oxford University Press, 1978, pp. 42-50.

<sup>38</sup> Harold James, *A German Identity : 1770-1990*, New York, Routledge, 1989, pp. 88-89.

dont les défenseurs suivirent Bismarck malgré tout parce que c'était probablement le seul moyen de concrétiser le projet national et en dernière instance, le volet parlementaire bien qu'il ne soit pas exactement tel que voulu<sup>39</sup>.

Le simple fait que l'assemblée existe était en soi une entorse au pouvoir absolu du monarque de droit divin, car il était maintenant conceptuellement partagé avec le peuple assemblé bien que celui-ci n'ait disposé d'aucune prérogative réelle. De plus, une fois l'assemblée existante et son droit d'approbation consigné dans la constitution, il fallait composer avec l'assemblée et idéalement y dégager des majorités souhaitant supporter la législation du duumvirat impérial. Avec le foisonnement de la presse<sup>40</sup> et la croissance de la représentation des partis politiques hostiles au statu quo comme le S.P.D.<sup>41</sup>, on pouvait retrouver beaucoup d'hostilité au sein du parlement et les mouvements de contestation disposaient d'une presse écrite capable de véhiculer un message séditieux dans une population de plus en plus alphabétisée. Le compromis comportait donc quelques risques, alors on ne pouvait entièrement fonder le maintien de l'ordre féodo-absolutiste sur les provisions constitutionnelles même si celles-ci limitaient le pouvoir de l'assemblée. Il fallait trouver des succédanés extraparlimentaires afin d'assurer la survie de la monarchie.

En Allemagne, comme ailleurs en Europe, la modernité politique se présente aussi sous un autre visage. Il n'y a pas seulement eu la conception de la répartition du pouvoir qui évolua au cours des derniers siècles, mais aussi l'organisation de l'État. On reconnaît la modernité d'un État lorsque celui-ci règne « en tant qu'instance [...] suprême de gouvernement sur un peuple défini territorialement, ses agents atteignant peu à peu les plus humbles habitants du dernier des villages »<sup>42</sup>. Bien que leur conception de l'autorité ne soit pas moderne au sens libéral du terme, les États absolutistes travaillèrent à construire de tels États. Il vise à renforcer

<sup>39</sup> Gordon Craig, *op. cit.*, p. 14.

<sup>40</sup> David Blackbourn, *op. cit.*, pp. 276-277.

<sup>41</sup> À titre d'exemple, les *Statistik der Reichstagswahlen von 1893* montre que le S.P.D. passa de 1 427 000 (19,75%) à 1 787 000 votes (23,28%) et de 35 à 44 sièges en comparaison avec les élections de 1890 et ce, malgré les lois antisocialistes et le socialisme d'État de Bismarck et Guillaume II (Joseph Rovin, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, p. 96).

<sup>42</sup> Éric J. Hobsawm, *Nations et nationalisme nationalisme : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 2001, p. 154.

l'autorité du pouvoir royal au détriment de la noblesse qui fractionne ce dernier par des prérogatives locales qui privent le monarque de sa souveraineté absolue sur le territoire où il règne, d'où la construction d'une administration lui étant redevable et fidèle qui sert de courroie de liaison à son autorité<sup>43</sup>. L'édification de l'absolutisme et la modernisation d'un État vont de pair parce qu'un permet l'autre, car l'État absolutiste sert à la construction de l'État moderne. Il est donc possible d'avoir un gouvernement dont l'autorité politique ne correspond aucunement aux conceptions modernes, mais qui a développé un État moderne, c'est la différence entre une modernité de forme et une modernité de fond.

L'autorité impériale s'appuya alors sur l'armée et l'administration civile<sup>44</sup>, car ils n'avaient tous deux rien à voir avec le parlement puisqu'elles relevaient exclusivement de l'autorité royale centrale. Nonobstant les différences entre le régime de Bismarck et celui du Kaiser Guillaume II, les deux hommes politiques ménagèrent ces deux points d'assise en s'assurant leur fidélité tout au long du II<sup>e</sup> Reich. Ces collaborateurs extra-parlementaires faisaient donc partie de l'establishment politique de l'Allemagne impériale et le compromis de 1871 leur profita directement, car il assurait un avenir à leur fonction et donc, leur statut.

Notons toutefois que tout au long de l'histoire de l'Allemagne impériale, cette portion de l'establishment fit les frais d'une politique de contrôle qui visait à s'en assurer la fidélité et la loyauté. Bismarck nomma Robert von Puttkammer au poste de ministre de l'Intérieur afin qu'il fasse le ménage dans l'administration publique et assure la fidélité de l'administration civile. Puttkammer procéda donc à une épuration systématique de tous ses éléments libéraux<sup>45</sup>. Une fois que Bismarck aura quitté l'arène politique en 1890, Guillaume II maintint cette politique d'intégrité et de fidélité de l'administration civile. Il ne changea pas les critères de sélection et d'emploi des fonctionnaires. Ces derniers devaient de prime abord et durant toute leur carrière faire preuve d'une loyauté politique sans bornes afin de

---

<sup>43</sup> Thomas Nipperdey, *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Gallimard, 1992, p. 60.

<sup>44</sup> Gordon Craig, *op. cit.*, p. 157.

<sup>45</sup> Gordon Craig, *op. cit.*, p. 157.

d'assurer la survie du régime et de le prémunir contre les menaces qui pesaient sur lui<sup>46</sup>.

### Conclusion

L'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle était en plein chambardement au niveau politique et économique. Les conceptions politiques libérales circulaient en Allemagne et les activités économiques prenaient un nouveau tournant avec l'industrialisation. Le Congrès de Vienne avait toutefois laissé les anciennes autorités en place et la confrontation avec les libéraux devenait inévitable. L'industrialisation fit planer un autre spectre sur le pays, celui du prolétariat. Les événements de 1848 apprirent aux libéraux qu'ils ne pouvaient pas mener leur projet à terme sans l'assistance d'un État modernisé comme la Prusse et que dans le contexte de la menace prolétarienne, ils n'étaient guère plus en mesure de leur résister. Ainsi, l'Allemagne passa d'un pays divisé à un État unitaire et d'un régime autocratique à un système politique hybride qui alliait l'ancien régime au libéralisme parlementaire.

Si on prend le point de vue de Bismarck, il ne créa pas la situation, mais il manoeuvra le bateau une fois qu'il fut dans la tempête. Il composa avec les éléments qu'il avait devant lui pour résorber la menace qui pesait sur ce qu'il jugeait être l'essentiel, la monarchie, les Hohenzollern et Guillaume I<sup>er</sup>. Il unifia la petite Allemagne à travers le sang et le fer et non les diatribes parlementaires. Il concéda néanmoins un parlement élu au suffrage universel en ne lui laissant essentiellement qu'un pouvoir plébiscitaire. La concession était toutefois de taille parce que le roi, et l'empereur qui constitue l'autre face d'un même personnage, devait régner à travers une constitution où des individus élus pouvaient quand même lui faire des remontrances. Le *Reichstag* ne constituait peut-être qu'une menace idéologique et conceptuelle, mais on ne pouvait gouverner à travers lui en se fiant qu'aux dispositions constitutionnelles lui liant les mains, car l'autorité en place ne relevait pas de la même conception du pouvoir politique et le gouvernement autoritaire de

---

<sup>46</sup> John C. G. Röhl, *The Kaiser and his Court : Wilhelm II and the Government of Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 149.

l'empire devait inévitablement asseoir son autorité sur d'autres assises s'il envisageait en assurer la pérennité.

L'armée et l'administration civile jouèrent ce rôle de rempart contre les affres du libéralisme parlementaire. Cet aspect du régime hybride du II<sup>e</sup> Reich soulève un autre paradoxe de la modernité allemande, c'est-à-dire qu'une modernité de forme, l'État moderne, qui défend le régime féodo-absolutiste contre la modernité de fond, le libéralisme et le socialisme. Notons aussi, qu'afin de s'assurer que les fonctionnaires demeureraient fidèles au régime, le Reich mit en place une politique d'assainissement de l'administration civile. Ainsi, le régime hybride du II<sup>e</sup> Reich pouvait disposer d'une base stable et fiable même s'il avait des failles inendiguables comme le démontreront les soulèvements populaires d'octobre et novembre 1918.

## **Chapitre II : L'universalisme vu à travers la modernisation des sciences**

De nombreuses facettes de l'entreprise de l'homme pour mieux comprendre son environnement se transformèrent à partir des premières années du XIX<sup>e</sup> siècle et ce, jusqu'au début du siècle suivant. Cette évolution se déroula simultanément sur deux tableaux : la manière avec laquelle les scientifiques divisaient les champs d'expertise et le cadre dans lequel se faisait le travail. D'une part, de nouvelles disciplines scientifiques virent le jour et d'autres furent littéralement redessinées. D'autre part, l'institutionnalisation de la pratique scientifique qui avait déjà cours depuis plus d'un siècle prit aussi une nouvelle importance avec la professionnalisation de la science.

Le sociologue des sciences Robert K. Merton étudia, entre autres, les critères normatifs de l'activité scientifique et les contraintes institutionnelles qui guident le travail des scientifiques<sup>47</sup>. À cet effet, il élaborait une thèse selon laquelle il existerait une culture propre aux scientifiques eux-mêmes. Au sein de cette culture, on retrouverait une éthique scientifique dont un des points d'orgue serait l'universalisme. Pour Merton, l'universalisme scientifique consiste en ce que les travaux et un scientifique donnés doivent seulement être évalués par la communauté scientifique en fonction de leur validité par rapport au corpus, aux méthodes employées et à l'argumentation et non en fonction de la nationalité, de la race, de la religion, de l'appartenance sociale ou d'une quelconque qualité personnelle du producteur de ladite recherche<sup>48</sup>.

La thèse de Merton s'appuie sur l'objectivité absolue des scientifiques et prend pour acquis que la culture scientifique est plus importante dans le conditionnement des comportements sociaux des scientifiques que le serait tout autre facteur non scientifique. Toutefois, l'histoire nous a démontré que les scientifiques agissent aussi en fonction de considérations extra-scientifiques. Par exemple, la discrimination des juifs par certains scientifiques allemands durant le II<sup>e</sup> Reich ou encore le licenciement de tous les scientifiques d'origine juive après

---

<sup>47</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *Servants of Nature : A History of Scientific Institutions, Enterprises, and Sensibilities*, New York & Londres, W.W. Norton & Company, 1999, p. 10.

<sup>48</sup> Robert K. Merton, *The Institutional Imperative of Science*, dans Barry Barnes (dir.), *Sociology of Science*, Harmondsworth, Penguin Books, 1972, pp. 68-69.

l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. La question est donc de savoir dans quelle mesure l'universalisme pouvait être effectif dans le nouveau contexte des sciences au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. En fait, si l'universalisme de Merton regarde les critères intra-scientifiques comme étant les seules bases qui justifient l'acceptation ou le refus d'un scientifique et de son travail, le contexte social dans lequel doivent se retrouver les disciplines et dans lequel la science s'inscrit au cours du XIX<sup>e</sup> siècle fait en sorte que l'universalisme devient tributaire du cadre organisationnel de la science.

### **L'apparition de nouvelles disciplines scientifiques**

En français et en anglais, le vocable science, tel qu'il nous est aujourd'hui connu, signifie littéralement un ensemble de connaissances acquises et validées par une méthode de travail précise et déterminée<sup>49</sup>. La définition d'une discipline intellectuelle est la même sauf qu'elle se limite à l'étude d'un secteur plus restreint. Les sciences naturelles étudient l'ensemble de la nature alors que la chimie se contente d'étudier la constitution ainsi que la transformation de la matière et la physique, pour sa part, se penche sur ses propriétés ainsi que ses interactions. La chimie comme discipline scientifique vit le jour avec les travaux d'Antoine de Lavoisier au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>50</sup>, mais, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, elle se subdivisa en différentes spécialités comme la chimie organique et la chimie physique. La physique, pour sa part, s'était constituée en discipline au XVII<sup>e</sup> siècle avec les travaux d'Isaac Newton, mais le début du XX<sup>e</sup> siècle fut très mouvementé et il émergea de la physique théorique alors naissante une nouvelle physique se démarquant de la physique newtonienne.

Aujourd'hui, la chimie organique se spécialise dans l'étude des structures carboniques, mais à ses premiers pas, elle rattachait beaucoup plus large. « Le terme

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>50</sup> L'expérience de Lavoisier consistait à faire passer de la vapeur au-dessus d'une pièce de fer chauffée à blanc et comme il l'avait sciemment prévu, il obtint de l'air inflammable et le poids de la pièce de fer avait augmenté ce qui prouvait que le fer chaud décomposa l'eau en se combinant à son oxygène et relâchait l'hydrogène expliquant l'inflammabilité de l'air (Karl Hufbauer, *The Formation of the German Chemical Community (1720-1795)*, Berkeley, Los Angeles & London, University of California Press, 1982, p. 9.)

« organique » fut utilisé [pour délimiter une sous-division de la chimie] parce que les substances qu'elle traitait étaient celles que l'on trouvait dans les créatures vivantes »<sup>51</sup>. Cependant, pendant plusieurs décennies, un important écueil conceptuel entrava l'application du paradigme de la chimie moderne au monde des vivants, les scientifiques étaient intimement persuadés qu'une force vitale (*vis vitalis*) habitait toutes les créatures vivantes qu'elles soient animales ou végétales<sup>52</sup>. En conséquence, il existerait une frontière imperméable entre les deux univers- vivant et non-vivant- qui ne permettrait pas l'application des concepts de la chimie moderne à l'univers organique. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les scientifiques abattirent cette frontière et la chimie organique vit finalement le jour.

Jöns Jacob Berzelius croyait à l'instar de nombreux scientifiques et philosophes que « *in exploring the unknown, our only safe plan is to support ourselves upon the known* »<sup>53</sup>. Ce que Berzelius voulait clairement dire par là était que l'univers inorganique nous étant de plus en plus connu grâce aux différents travaux de recherche effectués en chimie depuis Lavoisier et Dalton, on pourrait se baser sur leur vision de la nature pour explorer le monde des vivants<sup>54</sup>. Ce fut toutefois l'Allemand Friedrich Wöhler (1800-1882) qui réalisa la jonction des mondes avec son travail de 1828 sur la synthèse de l'urée.

Lors d'une expérience en 1828, Wöhler réussit à synthétiser de l'urée à partir de cyanite d'ammonium. L'intérêt scientifique de cette expérience était qu'il synthétisa un composite organique- l'urée provient des déchets azotés d'un organisme vivant- à partir d'un composite inorganique, le cyanite d'ammonium. Il démontrait ainsi que les deux univers répondaient aux mêmes règles parce qu'on pouvait travailler avec les conceptions de Lavoisier et Dalton<sup>55</sup> pour explorer le

<sup>51</sup> Colin Ronan, *Histoire mondiale des sciences*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, p. 581.

<sup>52</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 152.

<sup>53</sup> Trevor H. Levere, « Affinity or Structure : An early Problem in Organic Chemistry », *Ambix*. 17. Cambridge, 1970, p. 111. Dans Trevor H. Levere, *Chemists and Chemistry in Nature and Society, 1770-1878*, Aldershot, Variorum, 1994.

<sup>54</sup> *Ibid.*, pp. 111-112.

<sup>55</sup> Il est ici important de bien situer la place occupée par la théorie atomique de Dalton dans la chimie organique afin d'éviter toute confusion avec la physique atomique et la chimie physique qui verront le jour plus tard. Même si la chimie organique se fonde sur la théorie atomique de Dalton, ses spécialistes utilisèrent essentiellement les données stœchiométriques que celle-ci pouvait leur fournir, c'est-à-dire qu'ils ne cherchèrent jamais à élucider la structure subatomique et à en utiliser



monde des vivants comme celui des non-vivants. Malgré la résistance que plusieurs chimistes, parmi lesquels on peut même nommer Berzelius lui-même, opposeront à ce nouveau pont dressé par Wöhler, son travail représente l'acte de naissance de la chimie organique<sup>56</sup>.

À l'ère moderne, les physiciens dégagèrent une conception unifiée du mouvement avec les travaux d'Isaac Newton (1642-1727) et de Joseph Louis de Lagrange (1736-1813) qui offrit une systématisation mathématique des travaux de Newton. Elle servait de base conceptuelle à l'étude de l'ensemble des phénomènes physique qu'ils soient électriques ou thermiques et on la reconnaît sous le nom de physique classique<sup>57</sup>. Le paradigme newtonien sur lequel se fondait la physique classique sera toutefois renversé au tournant du vingtième siècle par les recherches de Max Planck (1858-1947) et de Albert Einstein (1879-1955). La rupture à laquelle correspond ces travaux représente seulement le point culminant d'une longue gestation où les scientifiques tentaient de réconcilier les faits à l'ancien paradigme. Le cheminement qui mena à la révision fondamentale des préceptes de la physique naquit au sein d'une nouvelle branche de la physique, la physique théorique<sup>58</sup>.

Dans son œuvre principale, *Philosophiae Naturalis Principia Mathematica* (1687), Isaac Newton explique les concepts d'accélération, de force et de masse ainsi que les lois de l'inertie, de force, d'action et de réaction<sup>59</sup>. La qualité explicative et les promesses de recherches du paradigme newtonien regroupèrent le travail des physiciens autour de lui<sup>60</sup> jusqu'à son renversement progressif au début du XX<sup>e</sup> siècle. Si on regarde de plus près le paradigme newtonien, il peignait un univers physique similaire à une machine qui fonctionnait continuellement et sans

---

les connaissances pour étudier les substances organique (Mi Gyung Kim, « The Layers of Chemical Language, I : Constitution of Bodies v. Structure of Matter », *History of Science*, numéro 87, volume 30, Mars 1992, p. 79.).

<sup>56</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 152

<sup>57</sup> Emilio Segrè, *Les physiciens modernes et leurs découvertes : des rayons X au quarks*, Paris, Fayard, 1984, p. 89.

<sup>58</sup> Éric J. Hobsbawm, *L'ère des empires : 1875-1914*, Paris, Fayard, 1989 (1987), p. 321.

<sup>59</sup> Samuel Sambursky, *Physical thought from the Presocratics to the quantum physicists : an anthology*, New York, Pica Press, 1975, p. 16.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 271.

manquements, à l'image d'une horloge réglée par Dieu<sup>61</sup>. Deux principes se dégagent de cette conception de l'univers physique, le caractère absolu et continu des phénomènes matériels. Dans les *Principia*, Newton qualifie le temps d'absolu, c'est-à-dire que « *[a]bsolute, true and mathematical time, of itself, and from its own nature, flows equably without relation to anything external, and by another name is called duration* ». Il présente une vision similaire de l'espace où « *[a]bsolute space, in its own nature, without relation to anything external, remains always similar and immovable[;] [r]elative space is some movable dimension or measure of the absolute spaces* »<sup>62</sup>. Depuis Aristote, on croyait que la nature ne faisait pas de sauts (*Natura non facit saltus*) et même s'il fut tenté d'y déroger, Newton maintint toutefois cette conception de la nature physique<sup>63</sup>.

À partir d'une étude effectuée par les physiciens américains Albert Michelson (1852-1931) et Edward Morley (1838-1923)<sup>64</sup>, Einstein établit que la lumière allait à une vitesse constante et que sa vitesse était la plus rapide que l'on puisse retrouver dans la nature<sup>65</sup>. À partir de ce postulat, Einstein déduisit que le reste du mouvement des phénomènes matériels pouvait seulement se rapprocher de la vitesse de la lumière et que conséquemment, leur vitesse ne pouvait qu'être relative à la position et la situation cinétique du point d'observation. Le concept du temps et de l'espace absolus élaboré par Newton ne pouvait désormais plus expliquer les phénomènes matériels parce que tout devenait relatif à la situation physique et de l'état cinétique du point d'observation<sup>66</sup>. Il remplaçait ainsi l'absolutisme du temps et de l'espace newtonien par celui de la vitesse supérieure et constante de la lumière qui sous-tendait l'idée de la relativité du temps et de l'espace.

<sup>61</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 65.

<sup>62</sup> Samuel Sambursky, *op. cit.*, p. 300.

<sup>63</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 28.

<sup>64</sup> Albert Michelson et Edward Morley firent une expérience où ils comparèrent la vitesse de la lumière prise dans le sens de la révolution terrestre avec sa vitesse prise en angle droit avec la terre ce qui selon eux devrait fournir deux mesures différentes. Cependant, le résultat de l'expérience n'alla pas en ce sens, car ils arrivèrent à une mesure identique dans les deux cas (Stephen F. Mason, *A history of the sciences*, New York, Collier Books, 1962, p. 542-543).

<sup>65</sup> K. Mendelssohn, *The world of Walther Nernst: the rise and fall of German Science*, Londres, MacMillan, 1973, p. 97.

<sup>66</sup> Samuel Sambursky, *op. cit.*, p. 472.

Suite aux progrès que connut la thermodynamique du XIX<sup>e</sup> siècle, Max Planck (1858-1947) entreprit de résoudre un épineux problème, la radiation des corps noirs. Il voulait appliquer le principe d'entropie<sup>67</sup> à la distribution de radiation énergétique comme on le ferait pour évaluer un gaz chaud. Il associa la radiation de chaleur à la composition moléculaire de plus en plus acceptée en chimie depuis Dalton pour exprimer que l'énergie se compose en particules finies et identiques comme les gaz. Il deviendrait alors possible d'expliquer le phénomène observé chez les corps noirs<sup>68</sup>. Planck formula une hypothèse selon laquelle la matière émet de l'énergie en quantité finie et proportionnelle à la fréquence de la radiation. Ainsi, plus l'onde est courte, plus grande sera sa fréquence, le quantum d'énergie augmente donc lorsque la longueur d'onde diminue<sup>69</sup>.

Cependant, Planck ne valida pas sa théorie lui-même. Einstein le fera avec un article publié en 1905 dans les *Annalen der Physik*. Il y « analysa l'effet « photoélectrique » par lequel le rayonnement ultraviolet à ondes courtes qui tombe sur une surface en métal provoque une émission d'électrons. Le problème qu'Einstein dut affronter était que l'énergie des électrons était indépendante de l'intensité de lumière ultraviolette, mais dépendait de leur longueur d'onde, et il découvrit que, [...], c'était exactement le résultat auquel on devait s'attendre si la lumière se présentait en quantum, en quantités discontinues d'énergie »<sup>70</sup>. Le constat final qui se dégagait des théories de Planck et de leur vérification empirique par le travail d'Einstein sur les effets photoélectriques était que les radiations étaient émises et absorbées en paquets discrets et non dans un flot continu<sup>71</sup>, invalidant ainsi le caractère continu des phénomènes matériels prévu par le paradigme newtonien. Faisant écho aux percées de la relativité, la physique quantique était essentiellement théorique et mathématique comme l'évoque le caractère quantitatif qu'elle prit dès le départ avec la constante de Planck.

---

<sup>67</sup> Il s'agit de la seconde loi de la thermodynamique qui dit que la quantité de chaleur divisée par la température tendrait à augmenter dans un processus naturel et spontané et ne demeurerait pas constante (Stephen F. Mason, *op. cit.*, p. 495).

<sup>68</sup> Alex Keller, *The infancy of atomic physics : Hercules in his cradle*, Oxford, Clarendon Press, 1983, pp. 118-119.

<sup>69</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 27.

<sup>70</sup> Colin Ronan, *op. cit.*, p. 648.

<sup>71</sup> Alex Keller, *op. cit.*, p. 119.

Dans l'Allemagne impériale des années 1880, une nouvelle discipline naquit à cheval entre la chimie et la physique, la chimie physique. Sa paternité revient à un trio de chimistes européens qui travaillèrent à l'Université de Leipzig. Il se composait d'un Allemand des provinces baltes de la Russie tsariste, Wilhelm Ostwald (1853-1932), d'un Néerlandais de Rotterdam, Jacobus Henricus Van't Hoff (1852-1911) et d'un Suédois d'Uppsala, Svante Arrhenius (1859-1927). De leur collaboration naquit le premier département de chimie physique, le premier périodique et leur conception de la chimie proliférera ensuite à travers l'Occident.

Cette discipline est essentiellement née du désir de réformer la chimie qui animait Ostwald à son arrivée en Allemagne impériale. Il voulait que les chimistes se penchent plutôt sur les réactions chimiques que sur les éléments ou molécules prenant part aux dites réactions<sup>72</sup>. Pour soutenir ses ambitions, il lui fallait inévitablement une base conceptuelle et la thèse doctorale d'Arrhenius rencontra cette exigence. Arrhenius y rejetait l'hypothèse que les ions étaient des atomes chargés à la suite du passage d'un courant électrique. Il croyait plutôt que le sel dissous dans l'eau ne se retrouve dans aucun cas sous forme d'atome ou de molécule, mais qu'il se désintègre automatiquement en des ions positifs et négatifs, c'est-à-dire que le NaCl ne se retrouve pas en atome ou en molécule unis ou en atome ou molécule de Na et de Cl séparés, mais qu'il s'y trouve plutôt sous forme d'ion de Na chargé positivement ( $\text{Na}^+$ ) et de Cl chargé négativement ( $\text{Cl}^-$ ). Si son hypothèse s'avérait être vraie, les liaisons chimiques seraient en fait électriques<sup>73</sup> et on pourrait ainsi étudier les réactions chimiques telles que proposées par Ostwald.

Comme en fait foi la méthode instiguée par les travaux d'Arrhenius, la chimie physique se voulait essentiellement théorique, car à l'instar de la physique, elle ne dispose encore d'aucun instrument capable de sonder les profondeurs de la matière. Conséquemment à ce primat de la théorie, la chimie physique envisageait l'utilisation accrue des mathématiques afin de théoriser les réactions chimiques<sup>74</sup>.

<sup>72</sup> John W. Servos, *Physical Chemistry from Ostwald to Pauling : The Making of a Science in America*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 3.

<sup>73</sup> K. Mendelssohn, *op. cit.*, p. 37.

<sup>74</sup> Jeffrey Allan Johnson, *The Kaiser's Chemists : Science and Modernization in Imperial Germany*, Chapel Hill & London, The University of North Carolina Press, 1990, p. 29.

Flanqué de ses deux collaborateurs, Ostwald créa en 1886 un organe de communication pour la nouvelle discipline qui prit le nom de *Zeitschrift für physikalische Chemie*<sup>75</sup>. Même si on y retrouvait déjà une chaire consacrée à la chimie, l'Université de Leipzig (Saxe) ouvrit, en 1887, une nouvelle chaire de chimie qu'elle confia à Ostwald qui en fit la base de la chimie physique<sup>76</sup>. Ensuite, on vit la base institutionnelle de la discipline s'élargir avec la prolifération de périodiques, de chaires universitaires et de sociétés spécialisées en chimie physique dans une demi-douzaine de pays<sup>77</sup>. Ainsi, la chimie physique s'identifie en quelque sorte par opposition à la chimie moderne générale et la chimie organique quant à son point focal, ses méthodes et ses adhérents, ce qui la circonscrit historiquement comme discipline scientifique.

Lorsque nous posons nos yeux sur la nature en faisant entièrement fi des connaissances scientifiques, celle-ci peut seulement nous apparaître une et indivisible. Les divisions disciplinaires ne sont que des inventions heuristiques de l'Homme. Ce qui prévaut donc par dessous tout dans la naissance ou l'existence en soi d'une discipline scientifique est la présence d'une communauté d'intellectuels qui défendent à la fois le corpus et les méthodes employées. Dans son travail sur les révolutions scientifiques, Thomas S. Kuhn abonde dans le même sens en exposant que la science normale se veut « la recherche solidement fondée sur un ou plusieurs accomplissements scientifiques passés, accomplissements que tel groupe scientifique considère comme suffisants pour fournir le point de départ d'autres travaux »<sup>78</sup>. Ainsi, pour qu'il y ait une discipline scientifique, un travail donné doit permettre de dégager un consensus parmi plusieurs scientifiques qui nonobstant leurs travaux ou hypothèses précédentes alignent leur pratique sur le nouveau paradigme. La condition essentielle à l'existence d'une discipline est donc le consensus social qui s'installe parmi un groupe donné de scientifiques; en conséquence, l'historien doit regarder les composantes organisationnelles qui encadrent le travail des scientifiques afin de voir où s'installe cette communauté

---

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>76</sup> John W. Servos, *op. cit.*, p. 23.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 5

<sup>78</sup> Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983 (1962), p. 29.

disciplinaire. Cette analyse nous permettra de comprendre que l'universalisme qui se fonde principalement sur le corpus et la méthode est beaucoup plus tributaire du cadre où la communauté qui engendre la discipline est installée que sur la discipline elle-même.

### **Le cadre social de la pratique scientifique et ses effets sur l'universalisme**

Lewis Pyenson et Susan Sheets-Pyenson comparent l'évolution de la pratique scientifique à un enfant dans les différents stades de développement. Il vient un moment dans sa vie où il doit apprendre le partage, ne pas garder ses jouets pour lui seulement et en faire profiter autrui. Les sciences connurent le même cheminement en ce sens que les scientifiques médiévaux avaient tendance à travailler en solitaire et à ne pas partager les fruits de leur labeur. L'ère moderne révolutionna cette façon de faire avec les académies scientifiques qui institutionnalisèrent la pratique scientifique<sup>79</sup> et firent des scientifiques des êtres sociaux partageant leurs jouets pour le meilleur profit de tous.

Francis Bacon avait déjà préconisé l'institutionnalisation de la science pour en favoriser l'avancement, mais il faudra attendre jusqu'en 1603 pour qu'on fonde la première institution orientée sur l'entretien des connaissances déjà acquises et l'expansion du corpus avec la fondation de l'*Accademia dei Lincei* à Rome. L'innovation italienne sera ensuite imitée ailleurs en Europe au cours du siècle, les Britanniques et les Français fonderont respectivement la *Royal Society* de Londres et l'Académie des Sciences de Paris<sup>80</sup>. Ces académies auront des sœurs un peu partout à travers l'Europe, car les autres gouvernements européens ne voudront pas être laissés pour contre, Berlin, Stockholm et Saint Petersburg ouvriront alors des académies scientifiques au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'institutionnalisation de la pratique scientifique n'était toutefois pas le seul apanage des académies scientifiques, les universités et les instituts abritèrent aussi la pratique scientifique par la suite<sup>81</sup>.

<sup>79</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *op. cit.*, p. 74.

<sup>80</sup> Jean-Jacques Salomon, *Science et politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, pp. 42-43.

<sup>81</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *op. cit.*, pp. 53-77.

L'encadrement institutionnel de la pratique scientifique fut le terreau de la professionnalisation qui caractérisa le travail des scientifiques au XIX<sup>e</sup> siècle. Selon Maurice Crosland, on peut parler de scientifiques professionnels lorsque ceux-ci « avaient reçu une formation spécialisée, où ils acceptaient des normes de compétence valables pour l'ensemble de leur collectivité et où ils étaient rémunérés pour effectuer un travail scientifique »<sup>82</sup>.

Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les universités européennes avaient pour mission de transmettre les connaissances et d'en produire de nouvelles<sup>83</sup>, elles rencontraient déjà un préalable normatif à la professionnalisation de la science. Les universités françaises ne finançaient cependant pas la recherche, mais rémunéraient le professeur qui pouvait défrayer les coûts pour ses recherches à partir de ce salaire<sup>84</sup>. Joseph Ben-David entretint une polémique sur ce point en soulignant que les universités allemandes auraient plutôt institué la professionnalisation avec la symbiose y existant entre la recherche et l'enseignement dans un contexte où les professeurs étaient rémunérés et que leurs recherches étaient financées par l'établissement<sup>85</sup>. Il n'en demeure pas moins que dans les deux cas, le scientifique peut vivre de son travail intellectuel, car il en est rémunéré ce qui fait de lui un professionnel selon les critères prescrits par la définition de Crosland.

Ce qui est important de saisir dans ce phénomène de la professionnalisation c'est que la pratique scientifique devient le mode de subsistance même si dans certains cas, les revenus peuvent être certes supérieurs à la simple survie, mais peu importe l'excédent que comporte le salaire du scientifique, celui-ci contient aussi la portion essentielle à la survie du scientifique et des gens à sa charge. Comme son salaire provient de l'institution qui le paye, une sorte de relation de dépendance s'établit entre l'institution et le chercheur qui affecte profondément l'universalisme scientifique. Comme le soulignait Merton, Kuhn et Derek Price, contrairement aux disciplines qui ne constituent en fait qu'un corps de règles et de principes auxquels

---

<sup>82</sup> Maurice Crosland, *Gay-Lussac : une étape dans la professionnalisation de la science*, dans Michel Biezunski, Paris, Éditions du Seuil, 1983, p. 195.

<sup>83</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *op. cit.*, p. 54.

<sup>84</sup> Maurice Crosland, *op. cit.*, p. 213.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 215.

n'importe qui peut adhérer, une institution est cependant une entité corporative qui soumet ses membres à sa ligne de conduite, à sa chaîne de commandement<sup>86</sup>. Comme les disciplines prennent place dans ces institutions, elles subissent le poids de cette chaîne de commandement et l'universalisme peut être affecté par le milieu institutionnel où s'installe la discipline plus que par la discipline elle-même. La professionnalisation a besoin d'institutions pour prodiguer la formation, pour financer les recherches et rémunérer le scientifique. Les institutions et la profession donnent les éléments qui constituent une discipline, à savoir un corpus, une méthode et un siège où s'installent les membres de la communauté disciplinaire.

### Conclusion

Merton ne croyait pas que l'universalisme était justement universel, il savait que celui-ci devait se trouver dans un milieu favorable sinon il ne pouvait être effectif. Quand la culture ambiante d'une institution donnée où se pratique la science est hostile à l'universalisme pour une raison ou une autre, l'éthique universaliste ne peut s'implanter et subit de fortes tensions qui remettent sa préséance en question<sup>87</sup>. Dans le contexte d'institutionnalisation et de professionnalisation qui caractérise la science des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, l'éthique universaliste était justement conditionnelle au cadre social de la pratique scientifique. Ainsi, bien que les communautés disciplinaires disposaient en soi des conditions d'implantation de l'éthique universaliste, elles demeuraient tributaires des institutions scientifiques.

---

<sup>86</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *op. cit.*, p. 20.

<sup>87</sup> Robert K. Merton, *op. cit.*, p. 69.



### **Chapitre III : L'émancipation des juifs**

En ayant commencé comme de simples pourparlers au sein de l'intelligentsia européenne du XVIII<sup>e</sup> siècle, un long processus s'étalant sur un siècle transforma drastiquement la vie des juifs tout en leur donnant une nouvelle place parmi leurs compatriotes chrétiens. L'histoire retint cette redéfinition majeure de la vie des juifs et de leur rapport avec les chrétiens sous le terme d'émancipation. Les juifs vivant jadis dans des ghettos où leur liberté maritale, démographique, occupationnelle et migratoire était systématiquement limitée virent progressivement disparaître ces barrières légales. Ils pouvaient désormais se tenir aux côtés des chrétiens dans une situation juridique paritaire.

Les premiers analystes de la question étudièrent principalement la chronologie politique et culturelle de l'obtention de l'égalité juridique. La tragédie que vécut ensuite la communauté juive d'Europe amena une nouvelle perspective sur l'émancipation. Les historiens présentaient désormais un récit parallèle à ce tableau chronologique dont l'objectif était de relever le développement des sentiments antijuifs qui avaient mené à la Shoah. Un nouveau courant historiographique émergea par la suite et proposa une approche du problème qui, plutôt que de focaliser sur la position causale des événements étudiés par rapport à l'Holocauste, tenait davantage compte de la réalité contextuelle. On y privilégie l'observation de la dynamique du processus d'intégration des juifs à la société chrétienne, les conditions qui configurèrent cette intégration et l'interaction des protagonistes impliqués dans le changement<sup>88</sup>.

Dans l'œuvre de Jacob Katz, on retrouve une réponse aux questions soulevées par une telle approche de la transformation apportée par l'émancipation. Selon lui, l'émancipation correspond à un transfert de la question juive de la sphère politique vers la sphère sociale<sup>89</sup>. Autrement dit, l'émancipation représente une décision politique aux conséquences sociales. Conséquemment, il suffit d'étudier la décision en tant que telle et d'en recenser les conséquences sociales afin d'arriver à

---

<sup>88</sup> Stephen M. Poppel, « New Views on Jewish Integration in Germany », *Central European History*, volume IX, numéro un, mars 1976, p. 87.

<sup>89</sup> Jacob Katz, *Emancipation and Assimilation : studies in modern Jewish history*, Farnborough, Gregg, 1972, p. 6.

une compréhension de la dynamique de l'émancipation. Bien qu'il existe des racines culturelles et philosophiques à l'émancipation, celle-ci demeure essentiellement politique, car ce sont les gouvernements qui abolirent progressivement les entraves légales qui régulaient la vie des juifs d'Europe. En Allemagne, cette décision ne fut pas seulement politique, mais aussi étrangère, car c'est la France qui y émancipa les juifs en premier. Au bout du compte, il s'agit d'une décision allemande avec l'émancipation finale de 1867 et 1871. En ce qui a trait aux conséquences sociales, la levée des embargos régissant la vie des juifs signifia l'avènement d'une discrimination informelle qui vint remplacer les anciens aménagements légaux. Elle amena aussi la participation active des juifs aux activités politiques, économiques, culturelles et scientifiques de la société allemande.

En première instance, il nous faut relever la sinueuse rupture des murs du ghetto en suivant ses étapes successives tout en relevant la provenance du geste, par le haut et initialement par l'étranger. Cette tâche accomplie, il sera important de relever les fondements idéologiques de l'émancipation qui prennent racine dans la philosophie des Lumières tout en étant applicable à la fois à un système politique libérale et à un régime absolutiste. Il sera ensuite question des conséquences sociales de la décision politique que la comparaison entre la situation du ghetto avec celle du juif émancipé nous permettra d'apprécier.

### **L'émancipation oscillante des juifs d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle**

L'émancipation des juifs d'Allemagne s'étala sur la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle en débutant avec l'abrogation des provisions légales d'ancien régime par les autorités françaises et se soldant avec l'émancipation finale de tous les juifs de la petite Allemagne par la constitution impériale de 1871. Le progrès légal enregistré par les juifs ne fut point rectiligne, l'émancipation avança et recula alternativement pour finalement et complètement se concrétiser en 1871 avec la fondation de l'empire allemand.

Notre questionnement se situe certes dans l'espace de la petite Allemagne, mais c'est l'Autriche qui fut le premier État continental à reconfigurer les provisions

légales qui régissaient la vie des juifs. L'Édit de Tolérance promulgué par l'empereur Joseph II en 1781 levait certaines entraves légales, mais ne touchait que les juifs de Basse-Autriche, n'affectant ainsi pas l'ensemble de la population juive de l'espace germanique<sup>90</sup>. Le vrai coup de départ de ce processus se produisit tout d'abord en France où à partir de l'été 1789, l'ordre en place s'effondra avec la Révolution française.

Bien que l'égalité légale de tous les Français et bien que celle-ci concerne aussi la fois religieuse, dont la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen assure la liberté, l'abolition des privilèges et la proclamation de la Déclaration n'amenèrent pas l'égalité juridique des juifs. Il fallut attendre 1791 avant que l'Assemblée nationale n'octroie la citoyenneté française<sup>91</sup> et les droits qui l'accompagnaient aux juifs de France.

La France révolutionnaire entra ensuite en guerre avec les armées des têtes couronnées d'Europe. Le conflit perdura jusqu'en 1815 à la date où les armées napoléoniennes, ayant succédé aux troupes révolutionnaires, capitulèrent finalement. Durant ces deux décennies de guerre, la France établit un empire sur le continent européen qui alla jusqu'à la Prusse et dont la Russie fut la marche ultime. C'est à travers cet empire napoléonien que les juifs de la petite Allemagne furent émancipés pour la première fois.

Suite à ses conquêtes en Allemagne, Napoléon y reconfigura la géopolitique et y installa des gouvernements amis desquels on peut dénombrer, à titre d'exemple, le nouveau royaume de Westphalie dont la direction politique échoua à son frère Jérôme Bonaparte. En 1807, l'électorat de Hesse-Cassel fut rattaché au nouveau royaume de Jérôme qui, le 27 janvier 1808, leva toutes les entraves juridiques d'ancien régime qui affectaient les juifs de son royaume, faisant ainsi d'eux, des citoyens à part entière<sup>92</sup>.

---

<sup>90</sup> Jacob Katz, *Hors du ghetto : l'émancipation des Juifs en Europe, 1770-1870*, Paris, Fayard, 1984, pp. 177-178.

<sup>91</sup> Patrick Girard, *Les Juifs de France de 1789 à 1860 : de l'émancipation à l'égalité*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, p. 58.

<sup>92</sup> David Feuerwerker, *L'émancipation des Juifs en France de l'ancien régime à la fin du Second Empire*, Paris, Albin Michel, 1976, pp. 475-476.

Il conférait aux habitants « voués à la religion mosaïque » les mêmes droits et libertés que les autres sujets. « Toutes les charges et contributions qui n'avaient que les juifs pour objet, en quelque occasion qu'elles aient été créées, et quelle que soit leur dénomination », furent totalement supprimées. La législation ordonnait nommément aux « gentilshommes, suzerains et autres possédants » de supprimer toutes les taxes spéciales imputées aux juifs et fondées sur la seigneurie. Le décret d'émancipation déclarait ensuite nulles et non avenues toutes les limitations du droit au mariage, à l'éducation et à l'héritage. On permettait enfin explicitement aux citoyens juifs « de s'installer dans n'importe quelle ville ou n'importe quel autre lieu de leur choix, et d'y établir leur commerce ».<sup>93</sup>

Sans que la France n'intervienne directement en Prusse, l'avance des armées françaises mit le gouvernement de Potsdam sur les dents. Le roi de Prusse Frédéric Guillaume III (1770-1840) et son chancelier, Karl Auguste von Hardenberg (1750-1822) mirent en place un vaste plan de réformes de l'État prussien et ce programme y affecta directement la communauté juive. En 1812, ils promulguèrent souverainement l'émancipation des juifs de Prusse par un édit. Il conférait le droit de propriété et un libre accès aux professions pour les juifs qui remplissaient leurs devoirs de citoyen prussien sans toutefois les autoriser à accéder aux offices d'État avant que les autorités ne l'aient jugé propice<sup>94</sup>. Malgré cette provision limitant leur liberté, l'édit d'Hardenberg donnait la citoyenneté et la pléiade de droits et devoirs qui l'accompagnent aux juifs de Prusse<sup>95</sup>. Sous l'influence napoléonienne et par la présence d'autorités politiques éclairées, le Grand Duché de Bade fit par l'édit d'émancipation de 1809, de ses habitants juifs, des citoyens. Il est toutefois important de noter que l'influence française s'arrêta là, car le Hanovre, la Bavière et la Saxe n'émancipèrent pas les juifs<sup>96</sup>.

---

<sup>93</sup> Helmut Berding, *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 24.

<sup>94</sup> Paul-Lawrence Rose, *Revolutionary Antisemitism in Germany from Kant to Wagner*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 85.

<sup>95</sup> Helmut Berding, *op. cit.*, p. 25.

<sup>96</sup> Judith Eisenberg Vichniac, *Religious Toleration and Jewish Emancipation in France and Germany*, dans Theda Skocpol (dir.), *Democracy, Revolution, and History*, Ithaca & Londres, Cornell University Press, 1998, p. 184.

Les restrictions juridiques qui séparaient les juifs d'Allemagne d'une citoyenneté normale avaient ainsi été partiellement supprimées. La singularité de l'action juridique en question est qu'elle fut tout d'abord initiée par la France en ce qui concerne le Royaume de Westphalie, mais que dans tous les cas (Westphalie, Prusse et Bade), le geste était venu des hautes sphères politiques sans qu'une quelconque assemblée représentante du peuple puisse nous indiquer qu'il s'agisse de l'expression d'une volonté populaire. Cela ne veut évidemment en rien dire que l'émancipation ne disposait d'aucun appui populaire, mais seulement que le geste était essentiellement politique et qu'il était l'œuvre de gouvernements. Ce fait eut une première conséquence avec le Congrès de Vienne qui s'ouvrit en 1814 pour se terminer en 1815 après la défaite définitive de Napoléon à Waterloo et dont la tâche consistait à réorganiser l'Europe d'après-guerre.

Cette réorganisation de l'Europe présentait de nombreux problèmes et l'espace germanique était un litige parmi tant d'autres. On chargea un comité spécial de régler la question allemande dont les traits hérités de la paix de Westphalie (1648) avaient été éradiqués (tant au niveau territorial qu'étatique). La question des juifs d'Allemagne y fut traitée et l'article 16 de l'acte fédéral donnant naissance à la Confédération germanique (1815-1871) scella leur sort.

*Die Bundesversammlung wird in Berathung ziehen, wie, auf eine möglich übereinstimmende Weise, die bürgerliche Verbesserung des jüdischen Glaubens in Teutschland zu bewirken sey, und wie insbesondere denselben der Genuss der bürgerlichen Rechte, gegen die Uebernahme aller Bürgerpflichten, in den Bundesstaaten verschafft und gesichert werden könne. Jedoch werden Bekenner dieses Glaubens, bis dahin, die denselben von den einzelnen Bundesstaaten bereits eingeräumten Rechte erhalten.*<sup>97</sup>

La dernière phrase de l'article lui donne tout son sens, car la terminologie „von den einzelnen Bundesstaaten ... Reste erhalten“ exclut d'office tous les territoires où la France émancipa les juifs, car ce ne sont pas les États en question qui le firent, mais un État moribond et de plus, non reconnu par le Congrès. Cet article donne donc une porte de sortie aux États de l'ancien royaume de Westphalie

<sup>97</sup> Edward Timms, « The Pernicious Rift : Metternich and the Debate about Jewish Emancipation at the Congress of Vienna », *Leo Baeck Institute Yearbook*, XL,VI, 2001, p. 3.

pour se rétracter, ce qu'ils firent d'ailleurs<sup>98</sup>. Également, même si la Prusse avait elle-même émancipé les juifs, elle put aussi se réclamer de l'article 16 pour abroger l'édit de 1812. Puisque Napoléon avait amputé la Prusse de certaines de ses provinces comme la Silésie (où se retrouve une forte concentration de juifs) et que le Congrès de Vienne lui restitua ces territoires tout en lui annexant la Rhénanie, le royaume de Prusse avait certes émancipé ses juifs, mais pas les juifs qui se rajoutaient à son royaume par les mesures du Congrès et donc, ces derniers n'y jouirent pas des bienfaits de l'édit de 1812<sup>99</sup>.

Ce repli perdura jusqu'au Printemps des Peuples de 1848 où la question juive refit surface et où ces derniers se retrouvèrent à nouveau émancipés. L'épisode du *Vormärz* diffère toutefois des édits promulgués au début du XIX<sup>e</sup> siècle, car ce sera l'assemblée nationale allemande de la *Paulskirche* qui proclama l'égalité juridique des juifs de toute l'Allemagne. Il y avait un mouvement libéral et nationaliste qui voulait unifier l'Allemagne sous l'auspice des principes politiques du libéralisme et le parlement de Frankfurt-am-Main émit une déclaration des droits fondamentaux du peuple allemand où il était spécifié que tous les habitants d'Allemagne jouissent de l'égalité des droits civiques et politiques et ce, sans aucune considération pour leurs croyances religieuses<sup>100</sup>. Il va de soi que les juifs étaient directement affectés par cet article de la déclaration et que si le mouvement de la *Paulskirche* avait établi le nouvel ordre socio-politique d'Allemagne, l'émancipation juridique des juifs aurait été accomplie. Cependant, le mouvement fut écrasé par les armées réactionnaires et la Confédération germanique reprit place comme cadre socio-politique de l'espace germanique réitérant ainsi la plénitude de l'article 16 de l'acte fédéral de 1815.

Le paradoxe de cet article est que s'il permit la rétractation après 1815, son libellé laissait toute la marge de manœuvre aux États pour décider du cadre juridique régissant la communauté juive habitant le territoire sous leur souveraineté. Même si la diète confédérale de Frankfurt abolit la déclaration des droits fondamentaux du

---

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>99</sup> Helmut Berding, *op. cit.*, p. 26.

<sup>100</sup> Judith Eisenberg Vichniac, *op. cit.*, p. 185.

peuple allemand, la nouvelle constitution prussienne de 1850 réitéra l'émancipation de 1812, dans ses limites exactes, l'étendant ainsi à l'ensemble du territoire prussien.

Article 12 : La jouissance des droits civils est indépendante de la confession religieuse. Aucune atteinte ne peut être portée aux devoirs civils et civiques par l'exercice de la liberté religieuse.

Article 14 : « La religion chrétienne sera le fondement des institutions de l'État liées à l'exercice de la religion, sans préjudice de la liberté religieuse garantie par l'article 12. »<sup>101</sup>

Dans le même esprit, d'autres États membres de la Confédération emboîtèrent le pas derrière la Prusse : Hambourg (1860), Bade (1862), Francfort (1864), le Wurtemberg (1864) et la Saxe (1868)<sup>102</sup>. Ce fut toutefois la politique allemande de Bismarck qui franchit la dernière étape de cette évolution socio-politique qui marqua la communauté juive d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle en les émancipant sur l'ensemble du territoire et en retirant toutes les résidus du ghetto comme le faisaient les provisions de l'article 14 de la nouvelle constitution prussienne de 1850. La Confédération d'Allemagne du Nord en faisait la sanction officielle et la constitution impériale termina le travail en étendant l'émancipation pleine et entière au Hesse, à la Bavière, au Bade ainsi qu'au Wurtemberg<sup>103</sup>.

Les juifs finirent par obtenir l'émancipation finale et entière sous et par le II<sup>e</sup> Reich, il n'en demeure pas moins que leur émancipation vint d'en haut, car la constitution impériale est certes le fait d'un arrangement entre les Nationaux Libéraux, favorables à l'émancipation, et le chancelier de fer, mais il s'agit encore d'une décision politique venue de la chancellerie et non d'une réalité sociale quelconque. Ce qui est important de mentionner ici, c'est que comme le soulignait Katz lui-même, bien que la fondation du II<sup>e</sup> Reich achève le parcours du processus d'émancipation, l'histoire des juifs ne s'arrêta pas là, elle prenait seulement une

<sup>101</sup> Helmut Berding, *op. cit.*, p. 27.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>103</sup> Peter Gay, *Freud, Jews, and other Germans : Masters and Victims in Modernist Culture*, New York, Oxford University Press, 1978, p. 96.

nouvelle forme, car la société juive ne disparut pas après l'émancipation, car elle ne subit qu'une transformation, pas une dissolution<sup>104</sup>.

### **La signification historique de l'émancipation**

La signification historique de l'émancipation des juifs d'Allemagne se décrit par un décalage partiel entre la rhétorique et le régime qui amena cette nouvelle législation. Si d'un côté, l'émancipation s'appuie sur les principes philosophiques des Lumières, c'est un gouvernement absolutiste d'ancien régime qui la proclama. Ce paradoxe n'est toutefois pas si étrange, car l'émancipation s'inscrit directement dans la lignée de la construction d'un État absolutiste et ce, peu importe la rhétorique utilisée pour la justifier.

Bien que l'émancipation constitue un geste politique qui vint tout d'abord en Allemagne par l'entremise de l'étranger, i. e. la France, et que fondamentalement, il s'agisse d'un décret venu par en haut, il s'appuyait néanmoins sur des arguments philosophiques éclairés. La philosophie des Lumières fournit les principes sur lesquels s'appuya l'émancipation des juifs. On utilisa principalement les concepts de la rationalité universelle de l'Homme et de sa perfectibilité pour asseoir l'émancipation. Bien que les Lumières françaises aient été assez hostiles à l'intégration des juifs à la société chrétienne<sup>105</sup> et que le cheminement philosophique favorable à l'émancipation vint de l'*Aufklärung* allemand plutôt que de l'Hexagone<sup>106</sup>, ces deux préceptes appartenaient néanmoins à l'ensemble de la philosophie éclairée d'Europe.

Si on prend seulement comme point de départ l'émancipation des juifs en France, celle-ci représente « une rupture par rapport à un comportement séculaire puisqu'au nom de la tolérance qu'inspire la *Déclaration des droits de l'homme* on tente d'édifier une nouvelle pratique sociale fondée sur l'égalité des êtres »<sup>107</sup>. Ce point d'orgue de l'émancipation vue dans l'ensemble des mesures socio-politiques de la Révolution française s'appuie sur le principe éclairé de l'universalisme des

<sup>104</sup> Stephen M. Poppel, *loc. cit.*, p. 90.

<sup>105</sup> Patrick Girard, *op. cit.*, p. 30.

<sup>106</sup> Helmut Berding, *op. cit.*, p. 17.

<sup>107</sup> Yves Chevalier, *L'antisémitisme*, Paris, Cerf, 1988, p. 277.



Hommes. Pour tous les tenants de la philosophie des Lumières- autant les Français, les Allemands que les Anglais- l'entendement humain basé sur la rationalité reconnue à tous les hommes soutient la conception des Hommes comme étant naturellement égaux devant la loi<sup>108</sup>. En vertu de ce principe, il serait illégitime de maintenir un pan entier de la population dans un statut légal inférieur si on considère ces individus comme humain, donc dotés de la raison universelle.

Si on se penche sur les propos des principaux défenseurs de l'émancipation des juifs en Allemagne, on reconnaîtra cette conception de l'égalité juridique des Hommes. En 1781, Christian Wilhelm von Dohm publia un texte sur la question juive qui s'intitulait *Über die bürgerliche Verbesserung der Juden* (*Sur l'amélioration civique des juifs*). Il y exposait les conditions selon lesquelles on devrait conférer aux juifs les mêmes droits civiques qu'aux chrétiens. Dohm raccroche littéralement l'émancipation des juifs à leur universalité des Hommes en mentionnant d'emblée qu'ils sont davantage des Hommes que des juifs<sup>109</sup>. Dohm ne fait certes pas appel à la raison, mais son allusion à l'humanité des juifs range clairement son affirmation dans cet axe de la pensée éclairée du XVIII<sup>e</sup> siècle. La raison universelle justifie implicitement son affirmation et étant en plein dans le courant des Lumières, les préceptes sont bien ancrés dans la pensée européenne.

De cette raison universelle, les philosophes des Lumières déduisirent que tous les hommes sont ontologiquement identiques à la naissance, que leur caractère est essentiellement acquis et qu'en conséquence, il est possible à l'Homme de se perfectionner. Rousseau, par exemple, décrivait ce trait de l'homme qui le distinguait des animaux comme étant « sa faculté de se perfectionner; faculté qui, à l'aide des circonstances, développe successivement toutes les autres, et réside parmi nous tant dans l'espèce que dans l'individu, au lieu qu'un animal est, au bout de quelques mois, ce qu'il sera toute sa vie, et son espèce, au bout de mille ans, ce

---

<sup>108</sup> Sanford Ragun, *Jewish Responses to Anti-Semitism in Germany, 1870-1914 : A Study in the History of Ideas*, Cincinnati, Hebrew Union College Press, 1980, pp. 2-3.

<sup>109</sup> Eoin Bourke, *Christian Wilhelm Dohm's Conception of the Civic Improvement of the Jews*, dans Edward Timms & Andrea Hammel (dir.), *The German-Jewish Dilemma : From the Enlightenment to the Shoah*, Lewiston, Queenston & Lampeter, The Edwin Mellen Press, 1999, p. 43.

qu'elle était la première année de ces mille ans »<sup>110</sup>. Les caractéristiques d'un homme ou de plusieurs hommes ne sont donc pas immuables selon cette position philosophique, l'Homme peut changer, en bien ou en mal, car il est perfectible.

Dohm défend un peu la même idée que Rousseau en ce sens qu'il s'oppose à tout « *racial stereotyping by arguing that the behaviour patterns of a given ethnic group (« Nation ») were neither all-inclusive nor permanent, but rather subject to exogenous and alterable factors such as geographical environment and diet, but above all to political status* »<sup>111</sup>. Il pose ici le principe de base de sa proposition à l'effet que si les juifs véhiculent des valeurs ou des attitudes sociales jugées déviantes et inappropriées par la société allemande, ce n'est en rien immuable de par la perfectibilité des Hommes. Il acquiesce à la perfectibilité des juifs parce qu'en vertu de l'universalisme de l'homme et de l'humanité des juifs, ceux-ci peuvent se perfectionner et devenir des éléments sains de la société.

Selon le raisonnement de Dohm, la principale cause des vices attribués aux juifs serait justement les restrictions que les chrétiens leur imposèrent depuis la destruction du Temple.

*The Jews have been corrupt as human beings and as citizens because they have been denied the rights of both... It is up to us to instill in the Jews human feeling by giving them proof of your own. We have to rid ourselves of our own prejudices to cure the Jews of their prejudice against us. If these today still deter the Jew from being a good citizen, a sociable human being, if he feels dislike and hatred towards Christianity, if he believes not bound towards Christians by the same laws of honesty, then this is all our work.*

[...]

*The Jews have been given by nature the same capability to become better, more useful members of society; only oppression, unworthy of our age, has corrupted them. It is in accordance with humanity, and enlightened politics for us to banish that oppression and improve the lot of the Jews to their benefit and of the state*<sup>112</sup>.

<sup>110</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements des inégalités parmi les hommes*, Paris, Hachette, 19976 (1755), p. 48.

<sup>111</sup> Eoin Bourke, *op. cit.*, p. 43.

<sup>112</sup> Paul-Lawrence Rose, *op. cit.*, p. 76.

Dohm ne fut pas le seul défenseur de l'émancipation à asseoir son point sur la perfectibilité de l'Homme. Le principal artisan de l'édit d'émancipation prussien de 1812, Hardenberg, abondait dans le même sens. Il en fit l'exposition dans une lettre destinée au roi de Prusse, Frédéric Guillaume II : « *politics and love for humanity strongly demand relief of that unfortunate group of people... The lowering of their civil status has worsened their moral character... With the political ennoblement of their civil status must begin again their moral improvement. Only a raising of their civil status can alter their character for the better* »<sup>113</sup>. Il est ici intéressant d'observer le lien direct entre la perfectibilité de l'homme et l'amélioration du statut des juifs qui devrait en être une condition préalable. Donc, la perfectibilité vient non pas seulement justifier l'émancipation en tant que principe philosophique, c'est aussi un objectif de l'opération. Globalement, on remarque qu'autant chez les défenseurs de l'émancipation que chez ceux qui la promulguèrent, la philosophie des Lumières et plus particulièrement la raison universelle des hommes et la situation légale qui devrait théoriquement en découler ainsi que la perfectibilité inhérente à cette raison de l'Homme justifient la levée des entraves légales qui encadrent et limitent la vie des juifs allemands.

L'émancipation signifie la disparition des ghettos et en dernière instance, cette dissolution amena les juifs de la périphérie de la société à son centre<sup>114</sup>. L'émancipation correspond ainsi à un déplacement géosocial dont nous pouvons étudier les paramètres en comparant les deux phases de ce transfert. La phase préalable à l'émancipation est donc l'existence des juifs dans des ghettos où ils étaient, selon Ragun, à la périphérie de la société. Toutefois, si on regarde de plus près, ils n'étaient pas réellement aux pourtours de la société, mais dans une cellule institutionnelle équivalente à tous les vestiges corporatistes du Moyen Âge. Autrement dit, le ghetto faisait partie de la constellation des ordres de l'ancien régime au même type que la gilde des bouchers parisiens. Cela dit, il demeure vrai d'affirmer qu'ils étaient dans une situation marginale si on évalue la situation du ghetto, mais il faut néanmoins préciser que le ghetto en soi se classe parmi

---

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>114</sup> Sanford Ragun, *op. cit.*, p. 1.

l'ensemble des corporations et états qui formaient l'agrégat social de l'ancien régime.

Si on réduit le ghetto à sa plus simple expression, il représente l'institution particulière des juifs à travers laquelle étaient gérés les privilèges qu'on leur accordait, car il ne conférait pas des droits et des devoirs à une communauté juive donnée, mais bel et bien des devoirs et des privilèges<sup>115</sup>. L'établissement d'un ghetto se faisait par une entente entre le suzerain du territoire où s'établissaient les juifs ou sur lequel on les autorisait à s'installer. Ce contrat déterminait les privilèges et devoirs des juifs vis-à-vis l'État hôte. Ils établissaient un contrôle numérique de la communauté en déterminant le quota démographique, il limitait leur privilège géographique en établissant le lieu où les juifs soumis à l'entente avaient le droit d'élire résidence, i. e. le ghetto, ils déterminaient également les occupations auxquelles les juifs pouvaient s'adonner, les taxes auxquelles la communauté et ses individus seraient soumis et prévoyaient également que la communauté du ghetto était responsable de la gestion de celle-ci et du respect de l'entente<sup>116</sup>.

Ce dernier élément montre bien la réalité du ghetto en ce qui a trait à la position que celui-ci conférait à ses résidents au sein de la société en général. Il apparaît évident que la position des juifs est périphérique, mais tout l'aspect de l'autonomie de gestion inhérent au ghetto montre aussi qu'il s'agit en fait d'une corporation d'ancien régime. Elle gère peut-être sa communauté en fonction des minces privilèges octroyés, mais il n'en demeure pas moins que, par exemple, la justice y était rabbinique<sup>117</sup>. Ce statut légal qui permet une autogestion en fonction des lois propres à la communauté formant le ghetto et la gestion financière assurée par les autorités du ghetto en confirme le statut corporatif. Il faisait certes en sorte que la communauté juive était dans une situation marginale et précaire dans la société, mais cette situation s'inscrit néanmoins dans la logique corporatiste de la société d'ancien régime.

---

<sup>115</sup> Paul Girard, *op. cit.*, p. 25.

<sup>116</sup> Jacob Katz, *Hors du ghetto*, *op. cit.*, pp. 21-25.

<sup>117</sup> Paul Girard, *op. cit.*, p. 25.

Le paragraphe 30 de l'édit prussien de 1812 s'attaque directement à ces prérogatives du ghetto en les retirant par l'émancipation. Cet article spécifie que « *in no case may rabbis and Jewish elder's arrogate to themselves either a jurisdiction or a tutelary institution and direction* » limitant ainsi le pouvoir particulier de la communauté juive à la seule sphère religieuse<sup>118</sup>. Cet article montre que l'objectif ultime de l'émancipation pour le pouvoir absolutiste était d'étendre le pouvoir central de l'État en éliminant les états et les forces particularistes<sup>119</sup>.

L'émancipation qui s'appuie sur des préceptes de la philosophie des Lumières répond aussi aux besoins de l'édification de l'État absolutiste. S'il existe un paradoxe à l'émancipation des juifs en Allemagne parce que les principes auxquels on se réfère ne concordent pas avec la nature de l'État qui les émancipa, il y avait une logique qui l'explique. Nonobstant le sens historique du geste posé par l'État impérial en 1871, il changea drastiquement la vie des juifs qui purent dorénavant investir la société au même titre que les non-juifs. Cette dernière affirmation était toutefois théorique, car si l'émancipation leva les entraves du ghetto, leur disparition engendra simplement la discrimination informelle qui vint les remplacer. Les juifs émancipés purent néanmoins s'activer dans divers domaines de la société allemande tant au niveau culturel, économique, politique que scientifique.

### **Les juifs dans la société allemande moderne**

« En prenant les chemins de l'émancipation, [les juifs] voient [...] disparaître les anciennes structures de solidarité car le degré d'implication dans la vie communautaire relève désormais de leur choix. Le problème est donc double : il leur faut à la fois investir l'ensemble des dimensions de la société qu'ils sont invités à intégrer tout en sachant assumer leur judéité. [...] L'expression « chemins de l'émancipation » souligne, par l'emploi du pluriel, le fait qu'existent des voies

<sup>118</sup> Alan Mittleman, « Continuity and Change in the Constitutional Experience of the German Jews », *Publius : The Journal of Federalism*, volume 30, numéro 4, automne 2000, p. 56.

<sup>119</sup> Michael Graetz, « From The Corporate Community to Ethnic-Religious Minority, 1750-1830 », *Leo Baeck Institute Yearbooks*, XXXVII, 1992, p. 71.

multiples »<sup>120</sup>. Cette citation de Pierre Birnbaum et Ira Kaznelson souligne l'essence du problème de la culture séculaire des juifs en Allemagne, ils doivent vivre dans un univers culturel différent du leur et ils sont libres de prendre la voie de leur choix compte tenu de la dislocation des anciennes structures de solidarité. Faire l'histoire d'un tel phénomène rend la tâche de la généralisation très difficile, car l'expérience des sujets historiques fut individuelle. Nonobstant cet écueil méthodologique et les variantes qui en découlent, les historiens constatèrent que de manière générale, les juifs s'assimilèrent à la culture allemande ambiante tout en conservant un réseau culturel juif qu'ils n'abandonnèrent pas entièrement durant le processus d'assimilation<sup>121</sup>. Il se développa au cours du XIX<sup>e</sup> siècle une sous culture germano-juive où s'alliaient une assimilation à la culture allemande et le maintien d'une culture juive.

Durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, on vit apparaître un courant intellectuel juif correspondant aux Lumières chrétiennes, la *Haskalah*. Ce courant de pensée prévoyait une réforme du Judaïsme qui comprenait l'apprentissage de l'hébreu, de l'allemand, de la Bible et l'acquisition de connaissances séculaires, i.e. laïques<sup>122</sup>. Moses Mendelssohn (1729-1786) fut certainement une des plus grandes figures emblématiques de la *Haskalah*. Il s'identifia personnellement à la culture allemande, à ses intérêts et à sa langue tout au long de sa carrière intellectuelle et influença fortement l'attitude des juifs à l'égard de leur environnement culturel chrétien<sup>123</sup>. L'assimilation du corpus culturel allemand et occidental qui caractérise son entreprise intellectuelle fit ensuite boule de neige chez bon nombre de juifs d'Allemagne.

Il est possible de retracer certains faits qui permettent de visualiser cette assimilation des juifs à la culture allemande, car il y eut des juifs pour affirmer leur identification personnelle à la culture allemande. À cet effet, nous pouvons

<sup>120</sup> Pierre Birnbaum, *Sur la corde raide : Parcours juifs entre exil et citoyenneté*, Paris, Flammarion, 2002, pp. 49-50.

<sup>121</sup> Sanford Ragun, *op. cit.*, p. 6.

<sup>122</sup> David Sorkin, « The Genesis of the Ideology of Emancipation : 1806-1840 », *Leo Baeck Institute Yearbook*, XXXII, 1987, p. 13.

<sup>123</sup> Alexandre Altmann, *Moses Mendelssohn as the Archetypical German Jew*, dans Jehuda Reinharz & Walter Scharzberg (dir.), *The Jewish Response to German Culture from the Enlightenment to the Second World War*, Boston, University Press of New England, 1986, pp. 17-19.

mentionner que beaucoup de juifs articulèrent leur identité autour des fleurons de la culture allemande comme Johann Wolfgang von Goethe, Friedrich von Schiller et Gotthold Ephraïm Lessing, ils étaient Allemands par la grâce de Goethe (*Deutsche von Goethes Gnaden*)<sup>124</sup>. En 1881, lorsque vint le temps de commémorer le centenaire du décès de Lessing, ce sont principalement les juifs d'Allemagne qui financèrent la construction et la mise en place du monument érigé à son honneur<sup>125</sup>.

On retrouve aussi ce sentiment d'appartenance chez les juifs qui militaient en faveur de leur intégration à la société allemande. Parmi eux, Moritz Lazarus dont le principal objectif était de promouvoir la transcendance de la langue, du territoire et de l'ancestralité pour que les juifs puissent aussi réclamer l'identité allemande en affirmant littéralement l'appartenance des juifs à un corpus identitaire allemand par la culture et les faits.

*Gentlemen, what are we then? Germans! We are, wish to be, and can be nothing else. Language alone does not make us Germans. The land we inhabit, the state we serve, the law we obey, the scholarship which informs us, the art which inspires us- they are all German. Mother tongue and fatherlands are Germans, both creators of our innermost being. Here stand our cradles; here are the graves of those from whom we descend over many generations. Thus the beginning and the end of our lives is here*<sup>126</sup>.

Les juifs ne s'assimilèrent pas uniquement à la culture allemande en s'y identifiant, mais aussi en y participant de manière active. Lorsque les nazis prirent le pouvoir en 1933 et que les persécutions à l'égard des juifs commencèrent, le directeur de la maison d'éditions *Jüdischer Verlag* de Berlin Siegmund Kaznelson et une série de co-auteurs rédigèrent un long compte rendu de la contribution des juifs à la culture, la société, la science et la politique allemande depuis l'émancipation : *Juden im deutschen Kulturbereich*<sup>127</sup>. Ce recensement dont l'objectif était de démontrer la fausseté des affirmations nazies à l'effet que les juifs

<sup>124</sup> Paul Mendes-Flohr, *German-Jews : A Dual Identity*, New Haven & Londres, Yale University Press, 1999, p. 5.

<sup>125</sup> Paul Mendes-Flohr, *op. cit.*, p. 30.

<sup>126</sup> Ismar Schorsch, *Jewish Reactions to Anti-Semitism : 1870-1914*, New York, Yale University Press, 1999, p. 61.

<sup>127</sup> Shulamit Volkov, *loc. cit.*, p. 218.

représentaient une gangrène pour la culture allemande montre que les juifs y participèrent activement et consciemment.

D'une part, les juifs s'identifiaient de plus en plus à la culture allemande et que par le fait même, ils eurent tendance à se voir de plus en plus comme des Allemands eux-mêmes. D'autre part, leur assimilation à la culture allemande n'est pas que symbolique, ils s'y impliquèrent aussi en contribuant directement à la production culturelle allemande.

On entend par persistance d'une sous-culture juive que les juifs, en s'assimilant à la culture allemande, ne perdirent pas leur identité juive, ils la conservèrent à des degrés certes divers, mais elle subsista néanmoins à l'assimilation. Le rabbin libéral Benno Jacob releva les limites de l'assimilation en mentionnant que les juifs « *were but assimilated in the accusative- that is, they assimilated the cultural values of Germany- and not assimilated in the dative, that is, they were not assimilated into German society* ». Bien que cette exégèse de l'assimilation faite par le rabbin Jacob reflète principalement l'exclusion qui continua d'accabler les juifs d'Allemagne, elle nous amène aussi à comprendre que la relation culturelle entre les Allemands et les juifs laissa une place à la culture juive alors que si l'assimilation avait été complète, la survivance d'une sous-culture particulière aurait tout simplement été impossible<sup>128</sup>. Peu importe à qui ou à quoi incombe la faute, ce que le rabbin Jacob souligne en termes linguistiques est que nonobstant l'assimilation à la culture allemande, les juifs d'Allemagne conservèrent un espace leur étant propre, car la société allemande n'intégra pas entièrement le groupe. En conséquence, les juifs maintinrent une identité et une culture juives et un réseau social juif survécut à l'effondrement des murs protecteurs du ghetto.

En ce qui a trait au volet purement identitaire, les sources sont difficiles à trouver. Seules des statistiques sur le baptême ne peuvent nous être utiles, car elles nous donneraient seulement une vision qui ne tiendrait pas compte du degré de fidélité à cette conversion ou encore du maintien d'une certaine judéité. Nous devons plutôt nous appuyer sur des données qualitatives qui permettent de percevoir

---

<sup>128</sup> Paul Mendes-Flohr, *op. cit.*, p. 3.



la double identité des juifs. À cet égard, les propos du libéral Johann Jacoby en donnent une indication lorsque celui-ci affirmait en 1837 que « *as I myself am a Jew and a German at the same time, so the Jew in me cannot become free without the German, and not the German without the Jew. Just as I cannot divide myself, so I cannot separate within myself the freedom of the one from the other* »<sup>129</sup>. Jacoby présente son identité comme étant bicéphale et surtout, que ces deux sphères sont indissociables et ne se contredisent pas. Sans affirmer que la cause de cette affirmation était le propos tenu par le rabbin Jacob, Jacoby en reflète l'essence, c'est-à-dire que les juifs d'Allemagne s'identifiaient à la fois comme juif et comme Allemand. Il s'agit là que d'une question d'identité que l'on peut seulement retrouver chez ceux qui l'auront ouvertement manifestée comme Jacoby, mais des phénomènes sociaux nous permettent d'observer cette double identité dans les faits et de déterminer l'existence d'une double identité juive.

Si on observe maintenant les activités sociales des juifs, on remarque que même « [s] i l'évolution sur le plan éducatif, professionnel et résidentiel a mené les juifs à se déplacer géographiquement et à entretenir des rapports plus nombreux et plus soutenus avec des non-Juifs [et leur société], ils continuent essentiellement à fréquenter d'autres juifs. Ils concentrent leurs activités dans de nouveaux domaines et créent de nouvelles institutions communautaires. L'émancipation a ainsi engendré de nouvelles formes de sociabilité juive, à mesure qu'elle en détruisait d'autres [...]. Le sentiment d'appartenance ethnique reste vif »<sup>130</sup>. Par exemple, les juifs qui étudiaient à l'université de Berlin s'unirent en 1900 dans le *Verein jüdischer Studenten an der Universität Berlin*<sup>131</sup>. On peut aussi mentionner le mouvement sioniste qui défendait la particularité de l'identité juive et qui réclamait la création d'un État pour les accueillir. Bien qu'il n'ait pas suscité l'unanimité chez la communauté juive d'Allemagne, ce regroupement politique nous indique l'existence d'une identité proprement juive.

<sup>129</sup> Sanford Ragun, *op. cit.*, p. 4.

<sup>130</sup> Pierre Birnbaum, *op. cit.*, p. 59.

<sup>131</sup> Konrad H. Jarausch, *Students, Society, and Politics in Imperial Germany : The Rise of Academic Illiberalism*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 273.

Avec l'émancipation, les juifs s'assimilèrent à la culture allemande, mais on ne peut pas affirmer que cette assimilation fût absolue notamment parce que ce ne sont pas tous les juifs qui prirent cette voie. Par exemple, les Sionistes s'identifiaient uniquement comme juifs et rejetèrent toute autre forme d'identité. De plus, les juifs, face aux circonstances ou par croyance profonde, conservèrent les traits d'une sous-culture différente en maintenant une identité bicéphale et par le maintien de réseaux sociaux juifs imitant sous une nouvelle forme la communauté du ghetto. Comme le disait si bien le rabbin Jacob, les juifs étaient assimilés à l'accusatif, mais ne l'étaient pas au datif.

### **Les juifs dans la politique allemande**

Avec une possibilité d'expression politique aux coudées plus franches, le spectre des factions politiques s'élargit considérablement au XIX<sup>e</sup> siècle. L'Allemagne ne fut évidemment pas en reste et on recensa plusieurs partis aux allégeances politiques très diverses et ce, surtout après l'unification de 1871 où un parlement élu au suffrage universel masculin favorisait la création d'organisations politiques. Les juifs ne demeureront pas de simples spectateurs, ils engendreront eux-mêmes la formation de regroupements politiques. Autant par la haine qu'ils suscitèrent, le parti antisémite d'Adolf Stöcker à Berlin par exemple, que par les initiatives qu'ils prirent, l'organisation sioniste. Ils militèrent aussi au sein de nombreux partis et organisations politiques, mais la forte implication des juifs dans le mouvement socialiste marqua les Allemands à un tel point, que la confusion entre les deux eut une crédibilité respectable jusqu'à la période nazie. Plusieurs faits tendent à démontrer non pas un complot comme le prêchait souvent Hitler, mais plutôt une forte participation : le fait que les principaux fondateurs, qu'un grand nombre de militants et de leaders célèbres soient d'origine juive.

Même s'il est venu au monde dans une famille dont les ancêtres avaient déjà passé par le baptême pour transcender leur judéité et ainsi se faciliter la vie parmi les chrétiens, Karl Marx était de descendance juive. Il fut de tous les protagonistes du mouvement socialiste, jusqu'à la chute de l'Union soviétique, le phare de tous les militants; autant ceux qui s'en réclamaient que ceux qui le dénigraient se référaient à

lui dans leurs écrits et leurs paroles. Marx n'est pas la seule vedette du jeune mouvement socialiste à être d'origine juive, il faut aussi compter Ferdinand LaSalle qui fonda une des premières organisations ouvrières d'importance en Allemagne, le A.D.A.V. (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverband* ou l'Association générale des travailleurs allemands)<sup>132</sup>.

Une fois le socialisme organisé et lancé dans le combat politique, il traversa des époques tumultueuses où des débats de fond le déchiraient. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le socialisme allemand vécut une telle période alors qu'un double contentieux concernant la marche à suivre pour atteindre quel idéal socialiste régnait au sein du parti. Le débat gravitait autour de la théorie de Marx à l'effet que la révolution naîtra d'une crise inhérente au capitalisme qui s'effondrera inévitablement de par ses contradictions internes. Un courant révisionniste émergea en contrepartie à cette théorie. Ce point de vue s'appuyait sur un rejet des propositions de Marx, car les révisionnistes croyaient que ses prédictions n'étaient pas valables et qu'en conséquence, il fallait développer de nouvelles stratégies mieux adaptées à la réalité. Cette variance préférait jouer avec les règles politiques en cours et réformer la société de l'intérieur afin d'arriver aux objectifs socio-économiques du socialisme. Comme les révisionnistes ne convertirent pas tous les militants et leaders socialistes, un virulent débat eut cours jusqu'à la scission finale du mouvement en deux ailes durant la Première Guerre mondiale. Parmi les têtes d'affiche de ce débat, on retrouva deux juifs qui s'affrontèrent sur le terrain idéologique : Eduard Bernstein était le principal défenseur du révisionnisme et Rosa Luxembourg qui milita pour le maintien des théories marxistes<sup>133</sup>. Bien que le contenu du débat soit sans intérêt direct pour l'association des juifs au mouvement socialiste, que les principaux protagonistes de ce débat soient juifs souligne leur importance dans le mouvement.

En se détournant des grandes figures dirigeantes, il appert également que beaucoup de juifs étaient actifs au sein du mouvement. Parmi les principaux activistes dont l'histoire put retenir la trace, on y recense presque une vingtaine de juifs : Paul Singer, Carl Hirsch, Max Cohen-Reuss, Berthold Heymann, Ernst

---

<sup>132</sup> Joseph Rovin, *op. cit.*, p. 11.

<sup>133</sup> *Ibid.*, pp. 100-105.

Heilmann, Joseph Bloch, Georges Weill, Georg Gradnauer, Samuel Kokosky, Max Mayser, Gabriel Lowenstein, Rudolf Hilferding<sup>134</sup>, Karl Kautsky, Ludwig Franck, Hugo Haase, Eduard David, Otto Landsberg et Kurt Eisner<sup>135</sup>. D'autre part, un rapport de police sur le parti socialiste affirme que de nombreux juifs militaient au sein du S.P.D. et qu'ils en représentaient une source importante de financement<sup>136</sup>.

### **Les activités économiques des juifs**

L'industrialisation se fonde sur une machinerie qui reproduit les forces de la nature afin de faciliter et accélérer la capacité de production de différents biens. Une telle machinerie n'existe pas de manière naturelle alors, il faut l'imaginer, la produire et l'entretenir. L'organisation de la production par cette méthode requiert évidemment beaucoup de capitaux et c'est principalement à cette étape de l'industrialisation que les juifs agirent en tant qu'instigateurs de la révolution industrielle.

Au début du XIXe siècle, ils étaient dans une position favorable pour tenir ce rôle prépondérant. La combinaison de certains facteurs conjoncturels et structurels du Moyen Âge amena les juifs à se spécialiser dans la gestion de capitaux et plus particulièrement dans leur prêt. La croissance économique qui suivit les Croisades, leur exclusion de plusieurs occupations, le combat ecclésiastique contre le prêt usuraire et le fait que les juifs possédaient alors beaucoup de capitaux dans une Europe continuellement aux prises avec des pénuries de numéraires offrirent une occupation aux juifs de telle sorte qu'ils y ont acquis expertise et importance<sup>137</sup>.

Cette situation préalable se renforça au cours de l'époque moderne où la position financière de quelques juifs se consolida. La Guerre de Trente Ans se termina pour l'Allemagne en 1648 avec le Traité de Westphalie, mais trente années de guerres la marquèrent profondément. Elle était dévastée à tous les niveaux et les dirigeants utilisèrent les moyens financiers des juifs pour organiser la reconstruction.

---

<sup>134</sup> William I. Brustein, *Roots of Hate : Anti-Semitism in Europe before the Holocaust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 289.

<sup>135</sup> Joseph Rovin, *op. cit.*, p. 120.

<sup>136</sup> William I. Brustein, *op. cit.*, p. 269.

<sup>137</sup> Freddy Raphaël, *Judaïsme et Capitalisme : essai sur la controverse entre Max Weber et Werner Sombart*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, pp. 141-142.

Outre les pertes matérielles et humaines très considérables, les États allemands, et plus particulièrement leurs princes, y perdirent tous les outils de domination locale au niveau économique et social. Durant les décennies qui suivirent la paix de 1648, on reconstruisit ces États dévastés<sup>138</sup>. Les juifs étaient tout désignés pour assister financièrement les différents princes dans la reconstruction de leur État respectif et ce, sans constituer une quelconque menace à leur autorité de par leur statut de paria. C'est à cette époque qu'apparut le juif de cour, le *Hoffjude*, qui entre dans l'environnement d'un prince assurant sa protection en échange de ses services et conseils financiers<sup>139</sup>.

Bien que l'émancipation ait mis fin aux jours des *Hoffjuden*, l'industrialisation permit à certains juifs de conserver un rôle d'assistant financier en tant que banquier. Même si les capitaux français provenant des paiements de réparation de la paix de Francfort fournirent une bonne partie du capital nécessaire à l'explosion industrielle de l'Allemagne des *Grundjahre*, l'argent des juifs permit aussi la levée des fonds nécessaires au développement de l'industrie, des compagnies à action et de l'investissement international qui accompagna la modernisation économique du pays au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>140</sup>. Pour citer que ce cas de figure, la famille Rothschild de Frankfurt-am-Main participa directement au financement des chemins de fer allemands<sup>141</sup>. Certains juifs étaient donc historiquement dans une position pour mettre l'épaule à la roue de l'industrialisation et ils le firent en participant au financement nécessaire à une telle entreprise. Il est toutefois bien important de noter que ces juifs ne faisaient pas légion, car la majorité de ceux-ci n'étaient pas aussi riches et vivaient même dans la pauvreté.

Après avoir contribué à lancer l'industrialisation allemande au XIX<sup>e</sup> siècle, les juifs participèrent directement aux activités économiques liées à l'industrie. Si les juifs représentent seulement 1 % de la population allemande, ils correspondaient à 20 % des Prussiens ayant une fortune personnelle de 5 000 000 de Marks (Mk)

<sup>138</sup> David Sorkin, *The Transformation of the German Jewry, 1740-1840*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1987, p. 42.

<sup>139</sup> *Ibid.*, pp. 43-44.

<sup>140</sup> William I. Brustein, *op. cit.*, p. 207.

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 182.

(i.e. 62 sur un total de 147 millionnaires qu'a répertorié R. Martin)<sup>142</sup>. Une autre étude démontre qu'une large proportion de la fortune de ces juifs provenait d'activités bancaires et financières<sup>143</sup>. En sachant que le capitalisme allemand se caractérisait par une symbiose entre le système bancaire et l'industrie que les banques alimentèrent en capitaux et qu'elles réinvestirent l'argent déposé dans leur établissement<sup>144</sup>, on comprend que l'enrichissement de ces juifs est probablement imputable à l'industrialisation.

Une fois le capitalisme industriel implanté, celui-ci évolua et les conditions de la richesse inhérente à sa domination de la vie socioéconomique se diversifièrent. Les grandes fortunes ne demeurèrent pas éternellement la seule base d'une position socio-économique intéressante. Les « capitaines de l'industrie » que devinrent les *Direktoren* et les *Generaldirektoren* n'étaient pas aussi fortunés que les banquiers ou les industriels eux-mêmes, mais ils disposaient d'une position privilégiée dans le système capitaliste et en devenaient des figures très importantes compte tenu de leur position dans la hiérarchie. On peut donc les classer parmi l'élite socio-économique de l'ère industrielle. Le philosophe et industriel juif Walter Rathenau estimait que 300 de ces hommes tenaient la destinée économique de l'Europe entre leurs mains. Il ne spécifiait cependant pas le nombre d'Allemands et de juifs qu'on pouvait y compter, mais Werner Eugen Mosse les évalue à environ 125 (sur 300 pour l'Europe entière)<sup>145</sup>.

Ce portrait de l'implication de juifs dans l'industrialisation de l'Allemagne pourrait laisser l'impression qu'ils en devinrent tous les riches maîtres et ce serait reproduire l'image que les antisémites diffusèrent à leur sujet. Il est important de mentionner que les juifs du début du XIX<sup>e</sup> siècle étaient essentiellement pauvres et que l'enrichissement de l'industrialisation fit certes de certains d'entre eux des hommes fortunés et/ou influents, mais il demeure que l'enrichissement fut plutôt général et qu'il ne profita pas également à tous. En 1861, 58 % des juifs travaillent

<sup>142</sup> Werner Eugen Mosse, *Jews in the German Economic Elite, 1820-1935*, Oxford, Clarendon Press, 1987, p. 6.

<sup>143</sup> William I. Brustein, *op. cit.*, p. 181.

<sup>144</sup> François Roth, *op. cit.*, pp. 111-112.

<sup>145</sup> Werner Eugen Mosse, *op. cit.*, pp. 7-8.

dans le monde des affaires, mais cela ne signifie pas qu'ils étaient tous banquiers ou encore directeur d'usine, ils occupaient les divers échelons du monde des affaires en tant que commerçants de détail, de gros et aussi comme financier. Le résultat global de cette distribution est que de manière générale, la proportion de juifs vivant dans la pauvreté se réduisit considérablement de telle sorte que la moyenne des juifs d'Allemagne était assez riche pour envoyer leurs enfants à l'université<sup>146</sup> et ainsi diversifier les activités économiques de la communauté.

### **Les juifs dans l'éducation séculaire supérieure et les sciences naturelles**

Quand les murs du ghetto s'abattirent définitivement avec l'émancipation complète de 1871, les juifs avaient théoriquement la possibilité de prendre part à l'entreprise intellectuelle d'Allemagne, car les portes de ses institutions leur étaient désormais légalement ouvertes. Parallèlement à cette ouverture légale, les conditions économiques des juifs s'étaient améliorées de telle sorte qu'ils pouvaient désormais supporter les pressions financières inhérentes à des études supérieures<sup>147</sup>. La combinaison de ces deux facteurs fit en sorte que les juifs purent dorénavant étudier dans les institutions supérieures d'études séculaires<sup>148</sup>. Durant le II<sup>e</sup> Reich, on pourra en effet dénombrer de plus en plus d'étudiants juifs sur les bancs des universités allemandes. De plus, parmi ces étudiants, certains entreprirent une carrière universitaire, car les nouvelles dispositions légales à leur égard le permettaient techniquement, et devinrent professeurs dans les institutions d'étude supérieure du Reich. Parmi les disciplines qu'ils investirent à titre de chercheur et de professeur, on retrouve les sciences naturelles. De cette participation se dégagèrent certaines constantes comme la disproportion du nombre d'étudiants juifs en fonction de leur part de la population allemande globale, la concentration des professeurs

---

<sup>146</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, pp. 135-137.

<sup>147</sup> Si on considère que l'étudiant ne contribue plus au revenu familial et qu'il en coûte, selon l'évaluation de Fritz Ringer, de 4 000 à 8 000 Reichsmark pour compléter des études supérieures en Allemagne (incluant les frais d'inscription, de cours extracurriculaires et des besoins courants de l'étudiant), la famille d'un tel étudiant doit être relativement aisée afin de supporter un tel cheminement académique (Gordon Craig, *op. cit.*, p. 189.).

<sup>148</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 148

dans certaines institutions et positions hiérarchiques dans le corps professoral et dans certaines disciplines scientifiques.

Afin de connaître le nombre d'étudiants juifs dans les universités allemandes et leur proportion par rapport aux non-Juifs, les historiens peuvent notamment se servir des statistiques officielles du gouvernement prussien. Friedrich Althoff<sup>149</sup> demanda la production de statistiques solides sur l'enrôlement universitaire afin d'aiguiller les décisions gouvernementales en matière d'éducation. Il suggéra donc la création d'un périodique qui prit le nom de *Preussische Statistik : Statistik der Preussischen Landesuniversitäten* et qui était chargé du recensement de la population universitaire, le premier numéro parut en 1886<sup>150</sup>.

David-Lawrence Preston se servit de ces statistiques afin de déterminer la participation des juifs à l'éducation séculaire d'Allemagne. Il rapporte que ces statistiques dénombrent 1 024 étudiants juifs dans les universités prussiennes en 1891-1892. Toujours selon les chiffres fournis par ce périodique prussien, le nombre d'étudiants juifs grimpa à 1 174 en 1902-1903 et à 1 436 en 1911-1912<sup>151</sup>. Durant le *Vormärz* (1815-1848), où la situation légale des juifs étaient encore ambivalente ainsi que plus ou moins soumises aux carcans du ghetto dans l'ensemble de l'espace allemand et que leur situation économique générale était encore précaire, on recensait, au maximum, 232 étudiants juifs enregistrés dans les universités de Heidelberg, Breslau, Bonn et Tübingen<sup>152</sup>.

On remarque premièrement que durant le II<sup>e</sup> Reich, le nombre d'étudiants juifs augmenta de manière constante et que malgré le fait que l'augmentation en chiffres absolus demeure basse, il s'agit néanmoins d'une augmentation de 14,6 % entre les deux premières dates et de 22,3 % entre la deuxième et la troisième. On constate aussi qu'entre les données du *Vormärz* et celles du II<sup>e</sup> Reich, le nombre d'étudiants juifs dans les universités allemandes explose. Certes, ces statistiques ne

<sup>149</sup> Friedrich Althoff (1839-1908) : ministre prussien du culte, ministre en charge de l'éducation, en exercice de 1882 à 1907 (David E. Rowe, « Jewish Mathematics at Göttingen in the Era of Felix Klein », *Isis*, 1986, 77, 435).

<sup>150</sup> Konrad H. Jarausch, *op. cit.*, p. 33.

<sup>151</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 104.

<sup>152</sup> Keith H. Pickus, *Constructing Modern Identities : Jewish Students in Germany : 1815-1914*, Détroit, Wayne University Press, 1999, pp. 37-38.



sont pas exhaustives et ne traitent pas des mêmes universités, mais les écarts sont si grandes qu'il nous est permis d'assumer leur universalité en ce qui a trait à l'augmentation systématique du nombre de juifs sur les bancs universitaires d'Allemagne durant le XIX<sup>e</sup> siècle.

Il ne faut cependant pas commettre l'impair de croire que cette situation démographique des juifs était unique dans les universités allemandes de l'époque. Si le nombre d'étudiants juifs augmenta considérablement, il en alla de même pour leurs compatriotes chrétiens. De 1830 à 1860, on recense annuellement de 12 000 à 13 000 inscriptions dans les universités allemandes et en 1871, on observe une augmentation à 14 000 enregistrements au premier semestre. Il y eut une certaine baisse durant la crise économique des années 1870, mais aux semestres de 1889-1890, il y eut pas moins de 18 220 inscriptions et à l'aube de la Première Guerre mondiale, 60 000 étudiants s'inscrivirent au semestre d'été<sup>153</sup>. Nonobstant le recul durant la crise des années 1870, on constate une augmentation continue du nombre d'Allemands non-juifs inscrits dans les universités du pays.

Même si la représentation des juifs dans les universités allemandes semble simplement concorder avec la situation générale, la mise en perspective des données nous permet de distinguer les deux cas. Si on prend l'exemple des universités prussiennes, les statistiques du *Preussische Statistik : Statistik der Preussischen Landesuniversitäten* nous indiquent que, entre 1886 et 1911, les étudiants juifs représentaient en moyenne 9 % du corps estudiantin<sup>154</sup>. Afin de bien saisir le sens de cette statistique, il faut la prendre en fonction de la proportion de juifs dans l'ensemble de la population du Reich qui se chiffre à environ 1 %. Bien qu'on constate la similarité entre les deux groupes dans l'augmentation globale du nombre d'étudiants dans les universités allemandes, force nous est donc de constater que la proportion d'étudiants juifs excédait leur part de la population allemande. La

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>154</sup> Norbert Kampe, « Jews and Antisemites at Universities in Imperial Germany (I) : Jewish Students : Social History and Social Conflict », *Leo Baeck Institute Yearbook*, 30, 1985, p. 389. Notons que si on observe le cas de la province du Bade, les juifs représentaient en moyenne entre 1869 et 1893, 6,2 % du corps estudiantin (Norbert Kampe, *loc. cit.*, p. 360). Bien que le pourcentage soit quelque peu plus faible que le cas prussien, il demeure néanmoins dans le même ordre d'idée et rend également compte d'une sur-représentation des juifs chez les étudiants par rapport à leur part de la population générale du II<sup>e</sup> Reich.

surreprésentation des juifs en milieu universitaire est toutefois moins importante si on analyse ces statistiques en fonction de la population urbaine qui fréquente davantage l'université, car ils avaient tendance à vivre dans les grandes villes plutôt qu'à la campagne. De manière générale, les juifs participèrent à une vaste ruée vers les bancs universitaires dans une proportion qui dépassait leur part de la population allemande générale, mais qui s'accordait avec leur concentration en milieu urbain.

Les sources pour déterminer la place des juifs dans le corps professoral d'Allemagne ne font pas légion. En fait, il existe seulement le travail que le *Verband der deutschen Juden* (Association des Juifs allemands) commanda à Bernhardt Breslauer et qui fut publié en 1911 sous le titre de *Die Zurücksetzung der Juden an den Universitäten Deutschlands*<sup>155</sup>. Les données de Breslauer furent largement utilisées dans l'historiographie et elles permettent de cerner le rang que les juifs occupaient dans la hiérarchie professorale.

Avant de déterminer l'échelon où se concentrèrent les professeurs d'origine juive, il faut préalablement décrire la hiérarchie professorale. Le *cursus honorum* de la hiérarchie professorale allemande se décomposait alors en trois étapes où le professeur devenait premièrement *Privatdozent*, ensuite *Extraordinarius* et finalement *Ordinarius*<sup>156</sup>. Le *Privatdozent* doit avoir soumis une *Habilitationsschrift* ou une thèse post-doctorale équivalente pour laquelle la faculté confère au rédacteur la *venia legendi* (ou *veniat docendi*) qui l'autorise à enseigner la matière couverte par les bornes de ladite thèse<sup>157</sup>. Notons que ce poste se caractérise par une situation financière instable, car le *Privatdozent* n'a pour seule rémunération les frais payés par les étudiants assistant aux cours<sup>158</sup>. L'*Extraordinarius* est un poste intermédiaire qui ne jouit pas du prestige de l'*Ordinarius*, mais à qui on donne néanmoins une chaire dans un sujet qui n'est pas encore reconnu par les universités comme étant encore digne de faire partie du curriculum officiel. L'*Ordinariat* est, pour sa part, un fonctionnaire de l'État avec

<sup>155</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 109.

<sup>156</sup> Konrad H. Jarausch, *op. cit.*, p. 169.

<sup>157</sup> Awraham Zloczower, *Career Opportunities and the Growth of Scientific Discovery in 19<sup>th</sup> Century Germany*, New York, Arno Press, 1981, p. 18.

<sup>158</sup> Lewis Pyenson & Susan Sheets-Pyenson, *op. cit.*, p. 62.

un poste officiel dans la faculté et jouit d'une double rémunération avec son salaire du gouvernement et le *Kolleggeld* payé par les étudiants qui assistent à ses cours extracurriculaires<sup>159</sup>.

Les données de Breslauer démontrent que de manière générale, tout au long de la période allant de 1874 à 1910, les juifs *Ordinariats* représentaient seulement 14,5 % des professeurs juifs et que pour les non-juifs, la situation est presque inversée, car on en retrouve 58 %<sup>160</sup>. On peut incidemment conclure que les juifs se concentrèrent principalement dans les bas échelons de la hiérarchie professorale<sup>161</sup> et que contrairement aux Allemands non-juifs, ils arrivèrent en proportion beaucoup plus petite au sommet de son *cursus honorum*.

Les statistiques recueillies par Breslauer tendent aussi à démontrer une concentration géographique des professeurs juifs. On retrouverait 70 % des professeurs juifs d'Allemagne en Prusse et les universités de Berlin, Königsberg et Breslau constitueraient à elles seules, 80 % de cette proportion, autrement dit, 56 % de l'ensemble des professeurs juifs d'Allemagne. Également, 82 % des professeurs juifs hors Prusse se concentraient dans les universités badoises de Fribourg-en-Brisgau et Heidelberg pour une proportion totale de 24,6 %<sup>162</sup>. Il est toutefois possible de consulter d'autres sources comme les biographies de scientifiques ou le compte rendu de certains historiens s'étant intéressés au sujet afin de donner un meilleur portrait de la distribution nationale des professeurs juifs. Ce qu'on pourra déterminer à partir de ces sources, c'est qu'il existait des institutions scientifiques où les juifs purent occuper les hautes sphères de certaines institutions. Deux institutions d'étude supérieure permirent une telle intégration de scientifiques d'origine juive, l'institut de mathématiques et de physique mis en place par Félix Klein à Göttingen et le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem.

De 1882 à 1907, le ministre prussien du culte, à qui incombe la charge de l'éducation, Friedrich Althoff, marqua le paysage des institutions d'étude supérieure d'Allemagne avec un grand projet de créer deux centres scientifiques de

<sup>159</sup> Awraham Zloczower, *op. cit.*, pp. 18-20.

<sup>160</sup> Shulamit Volkov, *loc. cit.*, p. 234.

<sup>161</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 111.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 110.

reconnaissance mondiale, l'un à Göttingen et l'autre à Berlin<sup>163</sup>. Lorsqu'il quitta son poste quelques temps avant de mourir, Friedrich Schmidt-Ott le remplaça et Guillaume II lui donna la consigne de poursuivre l'entreprise de Althoff<sup>164</sup>. Le mathématicien Félix Klein (1849-1925) participa de près à l'échafaudage du centre international que Althoff souhait établir à Göttingen. En effet, il fut le principal architecte de la portion mathématique et physique de cet établissement. Klein entendait fonder un institut qui exploiterait le lien de plus en plus indissociable entre la nouvelle physique fondamentale et les mathématiques pures. Klein utilise cette approche dans son mémorandum où il propose la construction d'un institut servant à l'étude de la physique pure et de la physique appliquée aux processus industriels<sup>165</sup>.

En 1902, Hermann Minkowski<sup>166</sup>, juif d'origine russe, obtint une nouvelle chaire de mathématiques pures que Klein créa *ex nihilo* pour lui et ce, sous l'approbation tacite du ministre Althoff<sup>167</sup>. Il s'agit là d'un seul cas de figure, mais nous disposons aussi du témoignage de Max Born qui nous permet de dresser un portrait plus global de la présence de scientifiques d'origine juive dans l'institut de Klein à Göttingen. Tout en soulignant que l'institut de Klein à Göttingen était le chef de file de la physique théorique qui utilisait l'outil mathématique et de la physique du nouveau paradigme, Born mentionne, dans cette entrevue donnée en 1962, la présence de nombreux scientifiques d'origine juive au sein de l'institut de Klein<sup>168</sup>. Cette situation a ceci de particulier qu'on peut y observer qu'il y avait beaucoup de scientifiques d'origine juive dans l'institut de Klein et que de plus, ils pouvaient y progresser et y atteindre les sommets du *cursus honorum*. Certains pourraient être tentés de souligner l'unicité du cas de Minkowski, mais il ne fut pas le seul scientifique d'origine juive à y retrouver un sentier favorable pour

<sup>163</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 25.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>165</sup> Lewis Pyenson, *Neohumanism and the Persistence of Pure Mathematics in Wilhelmian Germany*, Philadelphie, American Philosophical Society, 1983, p. 62.

<sup>166</sup> Bien que Minkowski fut un mathématicien de formation, il représente ce lien étroit qui se construisait au tournant du XXe siècle entre la physique théorique et les mathématiques en démontrant mathématiquement la théorie de la relativité de Albert Einstein (Lewis S. Feueur, *Einstein et le conflit des générations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, pp. 131-132.).

<sup>167</sup> David E. Rowe, *loc. cit.*, p. 436.

<sup>168</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, pp. 202-203.

l'avancement hiérarchique, car lorsque Minkowski décéda prématurément en 1909, on le remplaça par Adolf Hurwitz, Otto Blumenthal et Edmund Landau; tous trois d'origine juive<sup>169</sup>.

On se transporte maintenant à l'autre bout de la Prusse, à Berlin-Dahlem, où le deuxième pan du projet d'Althoff vit le jour avec l'ouverture du *Kaiser Wilhelm Institut*. Deux subdivisions de l'institut ouvrirent leurs portes en 1912, l'institut de chimie où on retrouvait des sous-sections répondant chacune de spécialités de la chimie comme la chimie organique, la chimie inorganique, la chimie des composés radioactifs et la physique atomique de ces composés. L'autre département se spécialisa en chimie physique et on avait également prévu l'ouverture d'un autre institut pour la physique, mais le déclenchement de la guerre à l'été 1914 détourna les priorités budgétaires de l'État et on abandonna le projet<sup>170</sup>.

La direction de deux des trois premières sections du *Kaiser Wilhelm Institut*, soit celui de chimie organique et celui de chimie physique, échoua à des scientifiques d'origine juive, respectivement Richard Willstätter et Fritz Haber<sup>171</sup>. Notons également que l'institut de physique qu'on avait prévu devait être dirigé par Albert Einstein qui avait accepté l'offre d'y établir sa pratique<sup>172</sup>. À l'instar de la situation observée à Göttingen, la présence de juifs ne se confina pas aux hauts échelons, mais également parmi les membres des équipes de chercheurs du *Kaiser Wilhelm Institut*. Si on prend l'exemple de l'aile de chimie-physique dirigée par Haber, les mémoires de Willstätter nous rapportent que son équipe s'y composait d'un grand nombre de juifs<sup>173</sup> et il faut aussi noter que l'aile vouée à la chimie de la radioactivité comptait parmi ses travailleurs deux juifs, Otto Hahn et Lise Meitner<sup>174</sup>.

Les carrières scientifiques des juifs d'Allemagne eurent donc certaines tendances que l'historiographie impute à la discrimination dont ils faisaient les frais. La grande majorité d'entre eux s'entassèrent dans les bas échelons de la hiérarchie

<sup>169</sup> David E. Rowe, *loc. cit.*, p. 437.

<sup>170</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, pp. 167-168.

<sup>171</sup> Jeffrey Allan Johnson, *op. cit.*, p. 166.

<sup>172</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, pp. 167-168.

<sup>173</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 195.

<sup>174</sup> Jeffrey Allan Johnson, *op. cit.*, p. 128.

professorale et une petite minorité atteignit les hautes sphères du *cursus honorum*. De plus, ceux qui devinrent professeurs se massèrent dans certaines universités, à savoir les universités prussiennes et plus particulièrement le trio de Berlin, Breslau et Königsberg ainsi que les deux universités badoises de Heidelberg et Freiburg-im-Brigau. Les deux volets du projet du ministre Althoff, i.e. l'Institut de Félix Klein et le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin, permirent d'une part aux scientifiques juifs d'obtenir un poste rémunéré et surtout, leur offrirent une porte pour des postes de haut niveau.

Lorsque les nazis se saisirent du pouvoir en 1933, ils entreprirent d'éliminer la présence des juifs dans les institutions scientifiques du pays. Edward Y. Hartshorne étudia l'effet des purges national-socialistes sur la communauté intellectuelle allemande et publia, en 1937, *The German Universities and National Socialism* où il recensa le nombre de licenciements par disciplines et desquelles il nous est alors possible de déterminer avec plus de précision la répartition disciplinaire des scientifiques d'origine juive. En incluant les mathématiques aux sciences naturelles, la très grande majorité, i.e. 86 %, des scientifiques démis de leur fonction étaient des chimistes ou des physiciens. Au contraire, il y eut une faible proportion des départs qui affectèrent la météorologie, la géologie et la biologie ce qui tend à démontrer la forte concentration de scientifiques d'origine juive en chimie et en physique<sup>175</sup>.

Avec la spécialisation croissante qui caractérise les sciences du XIX<sup>e</sup> siècle et la révolution scientifique qui toucha la physique au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, il ne serait pas rigoureux de traiter la chimie et la physique en un seul bloc sans distinguer les différentes ramifications pour évaluer la place qu'y occupèrent les scientifiques d'origine juive. Pour connaître l'affiliation particulière des scientifiques juifs, l'historien doit se rabattre sur des sources qualitatives qui rapportent certains indices à cet effet et tenter d'en déterminer des constantes.

Il y a premièrement les statistiques de Hartshorne qui dénombre 52 physico-chimistes dont l'embauche ne survécut pas aux purges de 1933 et qui dénote une

---

<sup>175</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 122.

forte participation des juifs dans ce domaine de la physique<sup>176</sup>. Avec toute la querelle sur la *deutsche Physik* qui se déploya durant le régime nazi, on peut relever dans les écrits de certains de ses principaux protagonistes comme Johannes Stark et Werner Müller des indices sur la place que les juifs occupaient dans la physique en Allemagne. On y constate que les physiciens juifs travaillèrent surtout en physique théorique, donc quantitative, et que lorsque le nouveau paradigme vit le jour, ils s'y concentrèrent presque exclusivement. Cette source comporte évidemment certains biais liés au contexte de sa production, mais nous pouvons quand même assurer qu'elles sont le reflet d'une certaine réalité empirique, car rien ne contredit le fait que les juifs se massaient dans ces secteurs précis de la physique<sup>177</sup>. De plus, d'autres données viennent le corroborer; la forte présence de physiciens juifs à Göttingen et à Berlin qui faisaient tous les deux office de figure de proue en matière de physique théorique et quantitative ainsi que pour la physique du nouveau paradigme<sup>178</sup>.

En ce qui a trait à la chimie, l'étude de Shulamit Volkov fournit d'autres indications intéressantes. La méthodologie de son premier article se fonde sur les données biographiques de grands scientifiques répertoriés dans *Juden im deutschen Kulturbereich* de Siegmund Kaznelson et desquels le *Dictionnary of Scientific Biographies* contient une entrée. Volkov en apprend que sur les treize chimistes nés avant 1875 dont elle fait l'étude, neuf travaillèrent en chimie organique<sup>179</sup>. Il s'agit certes d'une tendance observée chez une poignée de scientifiques de renom et dont l'étude ne fait pas état de la position de cet échantillon par rapport à la population de

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, pp. 122-123.

<sup>177</sup> *Ibid.*, pp. 123-124.

<sup>178</sup> Nous avons déjà mentionné la prépondérance de l'institut de Felix Klein en ce domaine, mais l'université de Berlin représentait un autre phare des physiques quantitatives, théoriques et alignées sur le nouveau paradigme. On retrouve à Berlin une chaire de physique théorique que Hermann von Helmholtz fait créer pour Gustav Robert Kirchhoff en 1874 qui disposait déjà d'une chaire similaire à Heidelberg (notons que l'Allemagne comptera au maximum sept chaires de physique théorique durant l'ère impériale; David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 199.). Ludwig Boltzmann, physicien viennois qui introduisit le concept d'entropie et développa l'utilisation des mathématiques statistiques en physique, travaillera auprès d'Helmholtz à Berlin. Le successeur de Kirchhoff à sa chaire théorique sera nul autre que Max Planck qui en plus de représenter la physique théorique et quantitative fut l'un des principaux protagonistes dans l'avènement d'un nouveau paradigme en physique avec sa théorie quantique (David nachmansohn, *op. cit.*, pp. 22-28.).

<sup>179</sup> Shulamit Volkov, *loc. cit.*, pp. 240-241.

laquelle on l'a tiré, mais nous disposons d'une autre source qui peut nous permettre d'extrapoler cette réalité isolée à l'ensemble des chimistes juifs. Dans sa monographie parue en 1956, *Die Entwicklung des Lehrkörpers der deutschen Universitäten und Hochschulen, 1864-1954* Christian von Ferber mentionne que la croissance de la discrimination en industrie, principal débouché professionnel en dehors des institutions d'étude supérieure, motiva l'exode des juifs hors de la chimie organique au tournant des années 1920<sup>180</sup>. Si on combine cette information aux statistiques retenues par Allan J. Rocke à l'effet qu'e de nombreux juifs se spécialisèrent dans une branche de la chimie qui servait principalement à l'industrie de la teinture<sup>181</sup>, on peut soutenir la forte participation des juifs à la chimie organique<sup>182</sup>. Selon les indications qui sont à notre disposition, nous pouvons soutenir qu'il y aurait en effet une certaine concentration des scientifiques juifs en chimie organique. Il s'agit certes de présomptions pour lesquelles nous ne sommes pas en mesure de présenter de meilleures preuves, mais notons néanmoins qu'aucun élément ne vient contredire ces observations et que certaines tendent à le démontrer.

Globalement, les scientifiques juifs se concentrèrent en chimie, en physique et en mathématique. À la lumière de sources secondes et de sources qualitatives, certaines tendances se dessinent quant à leur travail dans ces disciplines. On y remarque avec une certitude relative liée aux sources à notre disposition que nous pouvons présumer qu'ils se concentrèrent principalement en chimie organique, en chimie-physique, en physique théorique ainsi que dans le nouveau paradigme émergeant au tournant du siècle en physique.

---

<sup>180</sup> David-Lawrence Preston, *op. cit.*, p. 193.

<sup>181</sup> Alan J. Rocke, *op. cit.*, pp. 128-129.

<sup>182</sup> Avec sa capacité de synthétiser des produits naturels à partir de composites n'ayant à prime à bord aucun lien avec le produit désiré, la chimie organique était tout indiquée pour l'industrie de la teinture, car elle permettait de fabriquer des colorants sans disposer de la plante qui traditionnellement donnait une telle couleur.



## Conclusion

L'émancipation des juifs correspond à une modernisation formelle de la place des juifs dans la société chrétienne. Bien que le gouvernement allemand n'ait pas emprunté la voie de la modernité politique de fond, il a pris celle de la modernité de forme et les juifs en ont bénéficié en voyant les anciennes structures qui les isolaient du reste de la société disparaître progressivement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que l'émancipation des juifs se soit fondée sur des principes philosophiques modernes, c'est un gouvernement absolutiste qui les a émancipés afin d'éliminer une autorité politique concurrente sur son territoire. L'émancipation a permis aux juifs de participer aux activités séculaires de la société chrétienne parce que les entraves légales qui les en empêchaient jadis venaient de disparaître avec l'émancipation. Ceux qui prirent ce virage et ne demeurèrent pas dans les communautés orthodoxes imitant le ghetto développèrent une identité moderne qui alliait à la fois une identité allemande et juive. Ils participèrent activement à l'économie allemande qui se développait et s'industrialisait au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils furent également actifs en politique comme le montre leur forte implication dans le mouvement socialiste. On les vit aussi devenir des scientifiques de renom et on remarqua qu'ils eurent tendance à s'installer dans certains secteurs de la communauté scientifique du II<sup>e</sup> Reich, i.e dans les bas échelons de la hiérarchie professorale, dans les universités de Berlin, Breslau, Königsberg, Freiburg-im-Brigau et Heidelberg, à se concentrer dans la nouvelle physique théorique, la chimie organique et la chimie physique ainsi qu'à percer les barrières de la discrimination dans les hautes sphères du centre de Klein à l'université de Göttingen et dans les différentes ailes du *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem.

#### **Chapitre IV : Les universitaires allemands au XIX<sup>e</sup> siècle**

La discrimination constitue une relation bilatérale entre une victime et celui qui la discrimine. En rechercher les causes, c'est aussi admettre que cette dernière n'était pas gratuite parce qu'il existe des facteurs la motivant. Le présent chapitre tente d'élucider cette question, c'est-à-dire qu'on va y examiner la situation des intellectuels conservateurs que Fritz Ringer nomma mandarins.

L'ascension des intellectuels allemands au rang des privilégiés de la société s'effectua principalement au courant des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. De par les circonstances sociales, économiques et politiques entourant cette promotion, les intellectuels devinrent une élite d'ancien régime attaché à ce système socio-politique. Avec le type de modernisation économique et politique que connut ensuite l'Allemagne et la place qu'elle laissa aux différentes élites d'ancien régime, les intellectuels ne se virent pas dans l'obligation de s'adapter à la modernité. Bien qu'un tel choix n'ait jamais été obligatoire, il ne fut pas pour autant sans conséquence, car il fournit un cadre aux comportements sociaux des intellectuels qui l'auront pris.

Pour réaliser une telle analyse, il faut évidemment se rendre compte de la situation préalable et ensuite voir les implications qu'elle recèle dans les nouvelles conditions présentées par l'industrialisation et l'unification. Une fois que la situation de base des intellectuels sera claire, nous pourrons observer comment ils vécurent la modernisation politique et économique de l'Allemagne, à savoir l'unification et l'industrialisation.

#### **L'origine de la position socio-économique des universitaires**

Lorsqu'il est question d'étudier l'origine des intellectuels allemands, il ne s'agit pas d'observer l'apparition d'individus dont la réflexion est la principale activité, mais plutôt d'observer l'émergence d'une nouvelle caste de privilégiés dans la constellation sociale allemande. Il est important de mentionner d'emblée que les universitaires font partie du corps élargi de la *Bildungsbürgertum* qui se compose aussi de docteurs, d'avocats, d'instituteurs d'écoles primaires et secondaires ainsi que de fonctionnaires gouvernementaux que Fritz Ringer nomma mandarins en

référence au terme choisi par Max Weber pour parler des intellectuels chinois<sup>183</sup>. Le contexte de leur élévation se situe au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle alors que la Révolution française faisait rage en France et qu'elle est exportée bon gré mal gré au-delà des frontières de l'Hexagone avec les guerres révolutionnaires et napoléoniennes.

Afin de comprendre la situation qui sous-tend l'émergence des mandarins, il faut tout d'abord noter que l'Allemagne du début du XIX<sup>e</sup> siècle était sous le joug français. Les autorités politiques traditionnelles n'étaient plus en place à l'Ouest et les pays de l'Est étaient soumis à des réductions territoriales et à une ingérence française qui réduisit considérablement leur souveraineté politique devenue pratiquement moribonde. Il se présente alors deux options aux hommes politiques allemands, agir ou périr. Les autorités allemandes et plus particulièrement la Prusse, dont le modèle fut imité par les autres États allemands<sup>184</sup>, entreprirent une série de réformes qui redonnèrent la vitalité nécessaire à l'Allemagne pour recouvrir sa pleine souveraineté.

Le calcul était assez simple à faire pour les autorités allemandes, la France avait notamment vaincu et assujéti l'Allemagne parce qu'elle disposait d'une motivation collective depuis les événements de 1789, le nationalisme, et qu'elle disposait d'un État aux structures administratives pouvant servir de cheville ouvrière afin de canaliser efficacement cette énergie nationale. Les réformes entreprises en Allemagne visèrent donc, de manière générale, à améliorer l'intégration sociale, à faciliter et à optimiser l'exploitation des ressources tout en renforçant l'État en tant que gardien de l'intérêt collectif<sup>185</sup>.

Les universités figurèrent au tableau des institutions qu'on réforma pour atteindre ces objectifs généraux. Sans qu'un contrat soit signé en bonne et due forme, l'État prussien s'engagea à donner un support à l'entreprise intellectuelle par le biais des universités qui lui fourniraient ensuite des fonctionnaires capables de mobiliser les ressources humaines et matérielles. De plus, l'État légitimait son

---

<sup>183</sup> Fritz K. Ringer, *The Decline of the German Mandarins : The German Academic Community, 1890-1933*, Cambridge, Harvard University Press, 1969, p. 5.

<sup>184</sup> *Ibid.*, p. p. 26.

<sup>185</sup> David Blackbourn, *op. cit.*, p. 77.

autorité absolue en se faisant le mécène de l'entreprise intellectuelle et devenait ainsi une *Kulturstaat*<sup>186</sup>.

L'invasion française provoqua donc un mouvement de réformes qui permit aux mandarins de naître en tant que groupe privilégié, mais il demeure néanmoins important d'observer les conjonctures économiques, politiques et culturelles que cette promotion engloba afin d'établir précisément dans quelle réalité historique ce fait a-t-il d'emblée mis les intellectuels. Si on prend premièrement la situation économique des mandarins, elle a ceci de particulier que les intellectuels ne disposaient préalablement pas de ressources financières indépendantes capables de supporter leurs activités intellectuelles comme c'était le cas en France<sup>187</sup>. De plus, si le soutien financier sur lequel ils pouvaient asseoir leur carrière était mince, les perspectives d'avenir l'étaient tout autant. La philosophie des Lumières, de l'*Aufklärung*, et la doctrine politique qui en ressortit promettaient une ouverture politique et sociale aux individus méritants en fonction de leurs réalisations individuelles et non selon l'hérédité, les privilèges ou les attributions<sup>188</sup>. L'*Aufklärung* et sa popularité firent donc en sorte que beaucoup de jeunes allèrent s'instruire dans l'optique d'en faire carrière et d'améliorer leur statut socio-économique. Puisque les structures socio-politiques de l'Allemagne<sup>189</sup> ne répondirent qu'en surface à l'idéalisme de l'*Aufklärung*<sup>190</sup>, leurs ambitions ne se

---

<sup>186</sup> Fritz Ringer, *op. cit.*, p. 116.

<sup>187</sup> Joseph Ben-David, *The Scientist's Role in Society : A Comparative study*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1971, p. 111.

<sup>188</sup> Thomas Nipperdey, *op. cit.* p. 60.

<sup>189</sup> L'ordre socio-politique de l'Allemagne du XVIII<sup>e</sup> siècle était encore très féodal. On fonctionnait par droits, devoirs et privilèges qui ne dépendaient pas du mérite de l'individu, mais plutôt du rang social qu'il avait hérité à la naissance. Cette division de la société se retrouve dans le Code général de Prusse paru en 1794 où on divise la société en trois ordres, la noblesse, les bourgeois (i.e. qui ont le droit de résidence dans un bourg et non un bourgeois au sens marxiste) ainsi que les paysans et où on y définit les droits, devoirs et privilèges de chacun en des termes classiques, c'est-à-dire qu'on ne rompt pas avec l'essence de la tradition féodale et que chacun demeure dans les appartements socio-économiques lui étant traditionnellement réservés (Hagen Schulze, *op. cit.*, pp. 43-44).

<sup>190</sup> Bien qu'on se targue d'être un despote éclairé depuis Frédéric le Grand, la monarchie prussienne continua de nommer des aristocrates de naissances pour le corps des officiers et des fonctionnaires de l'État (Gerhard Ritter, *The German Problem : Basic Question of German Political Life, Past and Present*, Columbus, Ohio State University, 1965, p. 30.).

concrétiseront pas et il y eut, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une horde d'intellectuels sans revenus et dont les perspectives d'emploi étaient pratiquement nulles<sup>191</sup>.

La situation économique des intellectuels allemands du XVIII<sup>e</sup> siècle se définit par une précarité dont la source se retrouve à la fois dans le passé et dans le futur, c'est-à-dire que leur support financier est faible et que les perspectives d'avenir l'étaient tout autant. La réforme des universités renversa cependant la vapeur en leur offrant des débouchés. Ils pouvaient désormais devenir professeurs d'université ou fonctionnaire de l'État et ainsi sécuriser leur situation socio-économique. En conséquence, il faut comprendre qu'ils n'avaient pas d'assises économiques, mais que les universités et les réformes les touchant vinrent leur en donner une.

La promotion socio-économique des intellectuels se fit aussi dans un contexte politique indépendant des enjeux liés à l'invasion française. Les réformes entreprises en Allemagne visaient certes à moderniser l'Allemagne afin de recouvrir la souveraineté allemande, mais cela ne devait pas se faire au détriment de l'establishment politique instigateur desdites réformes, car bien qu'on voulût libérer l'Allemagne du joug français, l'élite politique traditionnelle n'entendait évidemment pas provoquer sa propre perte par la même occasion. Autrement dit, les réformes ne modifièrent pas l'ordre politique et social prémoderne qui prévalait en Allemagne avant la Révolution et l'Empire<sup>192</sup>. Les réformes avaient donc des limites et l'amélioration de la situation socio-économique des intellectuels doit être comprise à travers cette réalité d'un establishment politique traditionnel qui entreprend une série de réformes sans réellement diminuer son autorité. Le maintien de cet ordre affecta directement les mandarins, car leur admission au rang de privilégiés fut octroyée et non méritée par le truchement d'une révolution ou d'un enrichissement préalable, ils le reçurent de ces gouvernements d'ancien régime. Le point n'est pas ici d'affirmer que les mandarins durent s'assimiler à la vision du monde ou à la culture propre à l'ancien régime ou encore qu'ils tentèrent de le faire, mais

---

<sup>191</sup> Liah Greenfeld, *Nationalism : five roads to modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, p. 298.

<sup>192</sup> Thomas Nipperdey, *op. cit.*, p. 69.

simplement qu'ils obtinrent une meilleure situation socio-économique par la grâce des autorités traditionnelles qui sont derrière le financement des universités et dont ils devenaient des serviteurs.

Parallèlement à ces questions économiques et politiques, les intellectuels allemands avaient suivi un cheminement culturel dont les aboutissements se fixeront avec leur venue parmi les grands de la société allemande. L'essence de cette question culturelle gravite principalement autour de l'identité des intellectuels. Il y exista une confusion entre celle du groupe lui-même et celle de la nation allemande. Prenons chaque problème séparément pour débiter et voyons ensuite l'enchevêtrement qui y régna.

Pour bien comprendre la question de l'identité des intellectuels allemands, il est important de le mettre dans une perspective socio-économique. Afin de comprendre la hiérarchie d'une société, il est essentiel de connaître la façon selon laquelle les membres de celle-ci se distinguent sur l'échelle sociale<sup>193</sup>. Les distinctions varient selon le type d'économie, la place qu'un groupe y occupe et des moyens utilisés pour se positionner sur l'échiquier socio-économique en question. Dans le cas de l'économie agricole de l'ère pré-industrielle, les moyens de production affranchirent peu les hommes de la nature et en conséquence, la population excédait souvent la capacité qu'on avait de répondre à ses besoins alimentaires. Ainsi, plus on avait une position élevée dans la hiérarchie sociale, plus on avait la possibilité de se nourrir et de survivre. Contre la faim des uns, les autres qui se nourrissaient grâce à une position plus favorable dans l'échelle sociale devaient se distinguer afin de justifier leurs privilèges. Dans le cas de l'ancien régime européen, les groupes sociaux se distinguaient les uns des autres par l'hérédité et par la culture partagée par l'ensemble des membres de la caste<sup>194</sup>.

Laissons tomber l'hérédité, car elle ne concerne pas les intellectuels qui ne pouvaient en aucun cas s'en réclamer de par l'absence de tout statut préalable. Cependant, l'identification collective d'un groupe d'individus de par une culture

---

<sup>193</sup> Norbert Elias, *The Germans : Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 1989, p. 44.

<sup>194</sup> Ernest Gellner, *Nationalism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, pp. 18-20.

commune leur était accessible. Les officiers de l'armée jouissaient certes des privilèges de la naissance, mais ils appuyaient aussi leur rang sur un code d'honneur propre à la caste dont chaque membre se faisait le porteur<sup>195</sup> et on retrouva une éthique similaire chez les mandarins qui se composaient de trois éléments essentiels : la *Kultur*, la *Bildung* et le néo-humanisme.

Au centre de l'identité mandarine se retrouve le concept de *Kultur* qu'on pourrait littéralement traduire par le vocable français civilisation. Une telle traduction ne rend toutefois pas compte avec acuité de la réelle signification du terme, car il existe deux mots en allemand pour se référer au concept de civilisation : *Zivilisation* et *Kultur*. Au-delà de la simple nomenclature, ces deux mots ne signifient pas tout à fait la même chose. Le premier est une traduction littérale du français et signifie l'ensemble des arrangements et créations sociaux et politiques de l'Homme tandis que le second se rapporte plutôt à l'individu et sa culture personnelle qui grandit à travers une mise en valeur de la pensée et de l'esprit que l'on infère aux accomplissements de l'Homme dans la société<sup>196</sup>. Ce concept de la *Kultur* est central pour les deux facettes de l'identité mandarine, le groupe et la nation.

En ce qui concerne le groupe à proprement parler, on retrouve l'essence de la *Kultur* dans la conception allemande de la formation intellectuelle et académique, la *Bildung*. La *Bildung* naquit au sein du mouvement piétiste du XVIII<sup>e</sup> siècle et fut récupérée par les intellectuels au cours du siècle. Les penseurs piétistes croyaient que l'individu prenait sa forme à travers le prototype du Christ dont il atteindrait l'idéal par un processus de construction<sup>197</sup>. L'essence du mot était à l'origine théologique, mais son sens va s'élargir à l'acquisition d'une forme en général. Il en viendra à signifier un processus de formation voué à élever l'intellect de l'individu s'y adonnant tout en développant sa personne en entier pour lui permettre de devenir esthétiquement et moralement formée (*gebildet*)<sup>198</sup>.

<sup>195</sup> Gerhard Ritter, *op. cit.*, p. 32.

<sup>196</sup> Fritz Ringer, *op. cit.*, pp. 87-88.

<sup>197</sup> David Sorkin, *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>198</sup> Jonathan Harwood, *Styles of Thought : The German Genetics Community, 1900-1933*, Chicago & London, The University of Chicago Press, 1993, p. 276.

Une telle vision de l'éducation demeure toutefois incomplète, car elle ne prévoit aucune stratégie éducative ou de fondements sur lesquels appuyer la *Bildung* dans un curriculum secondaire et/ou universitaire. Il y eut en Allemagne un courant philosophique qui revisita l'humanisme hérité de la Renaissance, le néo-humanisme, et ce dernier fournit les bases pédagogiques sur lesquelles s'appuyait la *Bildung*.

*Scholarly search for the proportions and qualities of human existence which are suggested in ancient Greek texts. In principle, the single, all-consuming goal of neo-humanism was to elaborate the perfect, absolute, and true image of humanity in Greek literature and culture.*<sup>199</sup>

On remarque dans cette exposition des objectifs généraux d'une éducation néo-humaniste l'intérêt qu'on portait aux proportions et à l'absolu. En fait, le néo-humanisme préconisait l'acquisition de connaissances générales (*allgemein*) plutôt que la spécialisation des intellectuels en différents secteurs du savoir<sup>200</sup>. Une éducation généraliste assurait ainsi la préservation et l'épanouissement des proportions et de l'absolu que visait l'esprit néo-humaniste. Parallèlement à la non spécialisation, le néo-humanisme privilégiait également une activité intellectuelle pratiquée pour son intérêt intrinsèque, c'est-à-dire pour ce qu'elle apporte en soi à celui qui s'y adonne. Autrement dit, il entretient une vision antiutilitariste du savoir, car celui-ci ne doit pas servir à des utilisations concrètes hors des limites de l'intellect même et du profit que cela peut apporter à celui qui entreprend de se former<sup>201</sup>.

Avec la *Bildung* qui s'assoit sur la philosophie néo-humaniste, les intellectuels peuvent s'identifier collectivement par une appartenance à ceux qui sont *gebildet* via un cursus néo-humaniste et ainsi se distinguer de la noblesse et des « classes inférieures » et s'insérer comme groupe à part entière dans la constellation sociale de l'Allemagne au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>202</sup>. La reconnaissance commune des

<sup>199</sup> Lewis Pyenson, « Mathematics, Education, and the Göttingen Approach to Physical Reality, 1890-1914 », *Europa, A Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. 2, no. 2, automne 1979, p. 101.

<sup>200</sup> Lewis Pyenson, *op. cit.*, 1983, p. 29.

<sup>201</sup> Fritz Ringer, *op. cit.*, p. 19.

<sup>202</sup> Jonathan Harwood, *op. cit.*, p. 277.



intellectuels entre eux se reproduit dans leur identification à la nation et ces deux éléments identitaires se combinent dans leur culture d'état.

Avant de se lancer dans une digression sur l'identité nationale allemande, il est important de différencier la notion de nation et celle d'ethnie. Cette dernière représente un groupe qui partage une même identité culturelle et une même langue tandis que l'idée de nation se réfère plutôt à une communauté similaire, mais dont les membres ont conscience de faire partie<sup>203</sup>. L'ethnie sert donc davantage les chercheurs alors que la nation est davantage une réalité vécue sur le terrain par les acteurs historiques. Déterminer l'identité nationale des mandarins revient donc à identifier comment eux se percevaient en tant qu'Allemands et de voir comment ce volet identitaire se retrouve dans celui du groupe lui-même.

Les différents individus membres d'une collectivité ethnique ne se reconnaissent pas nécessairement de la même façon, car il existe certains facteurs historiques qui modifient les bases sur lesquelles on passe d'une identité ethnique à une identité nationale. Prenons par exemple le cas de la France où il existait des institutions politiques oeuvrant sur l'ensemble de l'espace culturel français et où l'État ayant précédé la nation, il la produisit<sup>204</sup>. On a conscience d'être français parce qu'on vit sous l'égide du gouvernement de France et qu'on en est citoyen. Le gouvernement est légitime de par la souveraineté populaire et la nation découle de cette correspondance entre l'autorité et sa source morale, la nation<sup>205</sup>. Il s'agit donc d'une identité nationale politique parce que le point d'attache qui permet à tous les Français de s'identifier les uns aux autres est leur appartenance à un gouvernement qui tire son autorité de la population française souveraine.

En raison des conditions politiques y prévalant, l'Allemagne n'emprunta pas ce chemin identitaire. Au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, elle est encore divisée en plus de trois cents États lâchement regroupés sous l'égide du Saint-Empire-Romain-Germanique. Les princes qui régnaient sur ces petits États agissaient seulement en fonction de leurs intérêts propres. Avec une telle structure politique, la nation

---

<sup>203</sup> Adrian Hastings, *The construction of nationhood : ethnicity, religion, and nationalism*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 1997, pp. 2-3.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>205</sup> Thomas Nipperdey, *op. cit.*, p. 156.

allemande se retrouvait littéralement sans État<sup>206</sup> et donc, sans fondements politiques pour asseoir une identité nationale.

En absence d'assises politiques, les Allemands purent développer une conscience d'eux-mêmes en se rabattant sur des traits culturels. Cependant, il est aussi difficile de retrouver les traces historiques d'une culture proprement allemande. D'une part, il existe une division confessionnelle entre catholiques et protestants ainsi qu'une myriade de dialectes locaux plus ou moins compréhensibles les uns pour les autres. Il existait toutefois une langue littéraire commune qui put servir de plate-forme culturelle pour une identité nationale allemande, le *Hochdeutsch*. Il est bien connu que les Allemands devancèrent l'ensemble de l'Occident en matière d'éducation publique et d'alphabétisation de la population en général, mais il est toutefois important de noter que la seule connaissance du *Hochdeutsch* ne suffit pas à disséminer une culture spécifiquement nationale, car il faut des institutions collectives assurant le rapprochement des individus surtout dans un contexte où aucun organe politique n'assure une telle cohésion. Ce sera donc plus particulièrement chez les intellectuels actifs que pourra fleurir une identité nationale allemande, car ceux-ci disposaient d'instruments de liaisons assurant leur connexion. Avec le foisonnement de l'*Aufklärung* au XVIII<sup>e</sup> siècle, on observe une floraison des lettres allemandes où la littérature en allemand circule abondamment et où il y a des journaux, des clubs de lectures et des sociétés philosophiques<sup>207</sup> qui permettent à une culture allemande de s'installer parmi les intellectuels.

Étant donné que l'identité allemande reposait essentiellement sur des composantes culturelles, toute variation de celles-ci affectait directement les contours qu'elles prendraient éventuellement. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le contexte culturel allemand se caractérisait notamment par une volte-face contre la rationalité des Lumières. Combinée aux espoirs bafoués, la déchéance du rationalisme français que démontrèrent les excès de la Révolution tant en Allemagne<sup>208</sup> qu'en France<sup>209</sup>

<sup>206</sup> Golo Mann, *The History of Germany since 1789*, Londres, Pimlico, 1968, p. 133.

<sup>207</sup> Greenfeld, *op. cit.*, pp. 310-311.

<sup>208</sup> Les exemples ne manquent pas, mais l'épisode du libraire de Nuremberg marqua l'imaginaire plus que n'importe quel autre cas. Les Français massacrèrent Johann Philipp Palm parce que celui-ci

freina l'élan d'enthousiasme qu'avaient connu les Allemands pour l'*Aufklärung*<sup>210</sup>. Cette réaction engendra la naissance du romantisme qui, pour sa part, valorisait le relativisme culturel (par opposition à l'universalisme des Lumières), la totalité, l'individualité et l'exaltation des émotions<sup>211</sup>. La conception de la culture allemande se fit à travers ce romantisme qui fournit les termes cadre avec lesquels les intellectuels définirent l'identité nationale allemande.

Les historiens s'entendent pour affirmer que l'invasion française lança une quête identitaire où les Allemands tentèrent de se définir comme nation. Cette entreprise s'effectua sur le sentier que l'histoire et ses acteurs ont établi comme balises pour construire l'identité allemande, la culture et le romantisme. Dans une telle vision de la communauté nationale, l'identité se définit par l'esprit, l'âme ou le caractère du peuple<sup>212</sup> et non par son appartenance à un contrat social donné comme c'est le cas en France. C'est justement à ce niveau que le concept de *Kultur* tint un rôle prépondérant dans la quête identitaire des intellectuels allemands et, par ricochet, des Allemands. Les intellectuels virent de plus en plus le concept de *Zivilisation* comme étant propre à l'identité française et la *Kultur* représentait pour sa part l'identité allemande, car on y voyait un reflet du caractère national allemand<sup>213</sup>.

Toutes ces pièces identitaires s'agencent dans le tout cohérent qu'est l'identité des mandarins allemands. La nation allemande est une *Kulturnation* alors que les intellectuels préconisent l'acquisition d'une *Kultur* via la *Bildung* qui est alimentée par la philosophie néo-humaniste. On retrouve cette notion organique de l'identité nationale dans les *Discours à la nation allemande* de Johann Gottlieb Fichte où dans son deuxième discours, il mentionne que « la nécessité [de l'éducation nationale] nous oblige [...] à vouloir former des hommes intérieurement et foncièrement bons, car c'est seulement grâce à eux que la nation allemande pourra

---

vendit un livre qui dénonçait les excès de la Révolution et plus particulièrement il décriait l'humiliation subie par l'Allemagne aux mains des Français (Hagen Schulze, *op. cit.*, p. 49).

<sup>209</sup> À cet égard, on peut citer en guise de cas de figure le régime de la Terreur qui régna en France après la destitution de Louis XVI et le grand nombre de gens qui y moururent guillotins.

<sup>210</sup> Harold James, *op. cit.*, p. 18.

<sup>211</sup> Greenfeld, *op. cit.*, p. 330.

<sup>212</sup> Thomas Nipperdey, *op. cit.*, p. 157.

<sup>213</sup> Fritz Ringer, *op. cit.*, pp. 88-89.

subsister, alors que par la mauvaise<sup>214</sup>, elle se confond nécessairement avec l'étranger »<sup>215</sup>. Ainsi, les intellectuels avaient une vision de ce qu'était un Allemand qui se confondait avec la perception qu'ils avaient de leur propre groupe pour se distinguer des autres cellules sociétales de la société allemande d'ancien régime.

La promotion des intellectuels au rang de privilégiés se fit donc dans un climat culturel précis qu'on enchâssa dans les bases institutionnelles de leur nouveau statut : le *Gymnasium*, l'*Abitur* et les universités elles-mêmes. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le gymnase- *Gymnasium*- fut mis en place par Wilhelm von Humboldt pour être l'école secondaire où les jeunes seraient formés en fonction de la philosophie néo-humaniste avant d'aller à l'université<sup>216</sup>. Humboldt initia aussi l'*Abitur* qui est un examen général certifiant une formation adéquate pour entrer à l'université. Celle-ci prit tout l'espace seulement en 1834 lorsqu'on abolit les examens d'entrée organisés par les universités elles-mêmes pour seulement en autorisé l'accès aux détenteurs de l'*Abitur*<sup>217</sup>. En ce qui a trait aux universités, on retrouvait au centre de l'entente contractée entre les autorités politiques et les mandarins le concept de la liberté académique. Celle-ci se compose de trois éléments essentiels, le gouvernement académique par le sénat universitaire ou la communauté des professeurs est souveraine en ce qui a trait aux affaires académiques, la *Lehrfreiheit* qui autorise les professeurs à enseigner ce que bon leur semble et la *Lernfreiheit* qui laisse le droit aux étudiants de tracer eux-mêmes leur parcours académique<sup>218</sup>. La philosophie néo-humaniste se fixa ainsi comme une doctrine du monde académique qui définissait les normes de l'activité intellectuelle<sup>219</sup>. Bref, on leur donna des institutions qui permettaient à la fois l'acquisition d'un statut tout en fournissant un cadre où installer et leur *Weltanschauung* ainsi que par ricochet, leur vision d'eux-mêmes.

<sup>214</sup> Pour Fichte, le mal est la volonté de faire quelque chose seulement pour le bien-être matériel et où sous la menace d'un châtement (Johann Gottlieb Fichte, *Discours à la nation allemande*, Paris, Aubier, 1981 (1807), p. 80.).

<sup>215</sup> *Idem*.

<sup>216</sup> Lewis Pyenson, *op. cit.*, p. 8.

<sup>217</sup> Fritz Ringer, *op. cit.*, p. 32.

<sup>218</sup> Gordon Craig, *op. cit.*, p. 199.

<sup>219</sup> Robert Paul, « German Academic Science and the Mandarin Ethos », *British Journal of History of Science*, 1984, numéro 17, p. 3.

Les intellectuels allemands qui n'étaient au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'un amas d'hommes instruits sans ressources financières et dont l'avenir socio-économique ne présageait rien de meilleur profitèrent de la Révolution française et des guerres qui la suivirent pour se hisser dans les échelons de la société allemande du XIX<sup>e</sup> siècle. L'ascension socio-économique qu'ils y connurent fut évidemment teintée par l'époque et les circonstances l'entourant. Ils entrèrent en partenariat avec un régime pourvoyeur d'institutions et de débouchés dans un climat idéologique romantique qui réagissait aux Lumières françaises. Ce n'est qu'à travers la collaboration bien volontaire des États allemands que les intellectuels sortirent de la misère qui les accablait au XVIII<sup>e</sup> siècle. De plus, leur statut n'était pas légitimé par des arguments purement rationnels, mais plutôt de par la culture d'état qui se développa autour de la *Kultur*, la *Bildung* et la philosophie néo-humaniste. Cette culture d'état se confondait avec la vision que les intellectuels avaient de l'identité allemande dont ils se croyaient porteurs (*Kulturträger*).

### **Les universitaires devant l'industrialisation et l'unification**

Les conditions qui permirent l'émergence de la *Bildungsbürgertum* se modifièrent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, mais elles restèrent assez favorables pour assurer le maintien de l'élite mandarine. C'est dans cette subtilité qu'il faut chercher les raisons qui expliquent le conservatisme d'une certaine tranche de l'élite intellectuelle allemande. La réalité socio-économique des mandarins devint de plus en plus anachronique avec la progression fulgurante de l'économie moderne, i.e. industrielle, mais la politique bismarckienne avait maintenu le paradigme socio-politique de l'ancien régime et la hiérarchie sociale du Reich s'articulait toujours autour des principes de l'ancien régime<sup>220</sup>. Les mandarins désireux de garder le cap sans s'adapter pouvaient toujours se réclamer d'un statut privilégié selon le paradigme d'ancien régime, mais la modernisation de l'économie et des institutions intellectuelles allemandes amena des conceptions différentes de l'éducation, alors la vision qu'ils avaient d'eux-mêmes se raffermir. D'autre part, leur intérêt allait aussi

---

<sup>220</sup> Norbert Elias, *op. cit.*, pp. 54-55.

vers la préservation de l'ordre ancien et ses institutions telles qu'on les retrouvait jadis, car c'est cet ordre qui était garant des institutions qui soutenaient leur statut socio-économique privilégié.

Si l'économie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle ne permettait pas la naissance d'une nouvelle élite ploutocrate, l'industrialisation rapide du pays à partir de la décennie 1840 changea la donne. Selon Max Weber, « le capitalisme, parvenu de nos jours à dominer toute la vie économique, éduque et choisit, par un processus de sélection économique, les sujets- entrepreneurs et ouvriers- les mieux adaptés et qui lui sont nécessaires »<sup>221</sup> et c'est en ça que réside tout le problème des intellectuels conservateurs. En s'installant, le capitalisme institue une nouvelle sélection économique, mais durant le passage d'une forme à l'autre, il ne règne pas de façon absolue, car l'ancienne sélection régit encore la vie d'un nombre significatif d'individus. La seule différence entre la phase décrite par Weber et celle qui la précède, i.e. où il existe des formes alternatives de sélection économique, réside justement dans la cohabitation. Lorsqu'un mode s'est installé à titre de paradigme socio-économique unique, tous doivent survivre en fonction de la sélection qu'il impose à la société et son économie, mais lorsque deux paradigmes existent simultanément, l'option se présente aux différents agents économiques entre les deux voies. Le choix n'est certes pas offert à tous puisqu'ils s'imposent parfois à certaines personnes comme la seule option, mais les intellectuels allemands, pour leur part, avaient toutefois l'opportunité de choisir.

La voie de l'industrialisation ne se limita pas à la sphère purement économique, elle comporte aussi un volet intellectuel directement lié aux besoins de l'industrie. Cette dernière a en effet besoin d'un personnel technique et scientifique capable d'entretenir le capital technologique, l'améliorer et aussi trouver de nouveaux procédés pour faciliter la production de certaines ressources et/ou produits. En ce qui concerne l'Allemagne, l'orientation néo-humaniste de ses universités qui ne privilégiaient pas la connaissance utilitariste les rendait mésadaptées aux besoins d'une économie moderne comme celle de l'Allemagne

---

<sup>221</sup> Max Weber, *Éthique protestante et esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967 (1947) pp. 51-52.

industrielle. Les États et les industriels avaient cependant intérêt à ce qu'une certaine modernisation des institutions se fasse afin d'assurer la prospérité des industries en particulier et des États allemands en général (plus tard de l'Empire entier). Il ne s'agit pas ici d'analyser la mise en place d'une politique scientifique, mais plutôt de voir comment on ajusta les institutions scientifiques afin qu'elles puissent répondre aux exigences d'une économie moderne.

Les dirigeants pouvaient régler ce problème de bien des manières. Ils auraient parfaitement pu faire un décret gouvernemental modifiant la constitution des universités en créant une nouvelle faculté vouée à ce genre d'étude. Si l'État allemand avait pris une telle décision, le problème socio-économique des mandarins se serait réglé de lui-même parce que l'option dont nous discutons plus haut ne se serait pas présentée à eux, mais l'Allemagne emprunta plutôt la voie de la modernisation conservatrice. Jeffrey Allan Johnson la nomma ainsi, car dans un tel type de modernisation, on y édifie de nouvelles organisations parallèles aux anciennes sans que les innovations ne pénètrent ces dernières et non en les y intégrant<sup>222</sup>. Dans le concret, cela signifie qu'on établit de nouvelles institutions pour répondre aux besoins de l'économie moderne.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne édifia plusieurs de ces institutions, mais citons-en seulement deux à titre de cas de figure, les *technische Hochschulen* et le *Physikalische Reichsanstalt* de Berlin. L'État du Bade institua cette façon de faire en fondant la première *technische Hochschule* à Karlsruhe en 1825<sup>223</sup>. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, on dénombra environ une dizaine de ces institutions sur le territoire impérial<sup>224</sup>. Ces écoles servaient principalement à former les futurs ingénieurs et techniciens qui travailleraient dans l'industrie allemande. De son côté, l'industriel Werner von Siemens s'impliqua directement dans la modernisation conservatrice des institutions scientifiques d'Allemagne. Il fit don de cinq cents milles Marks au gouvernement impérial pour que celui-ci construise un institut de physique dont les portes ouvrirent en 1887, c'était le *Physikalisch-Technische*

<sup>222</sup> Jeffrey Allan Johnson, *op. cit.*, pp. 9-10.

<sup>223</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 5.

<sup>224</sup> Awraham Zloczower, *op. cit.*, p. 14.

*Reichsanstalt*<sup>225</sup>. L'institut se divisait en deux sections avec une première branche qui se penchait sur les nouvelles recherches et une autre section qui travaillait sur les applications concrètes des connaissances existantes pour l'industrie<sup>226</sup>. Ainsi, on ne répondit pas aux besoins scientifiques de l'économie moderne depuis l'intérieur du cadre universitaire, mais via de nouvelles institutions parallèles et indépendantes, ce qui ménagea une voie conservatrice pour les mandarins.

Les intellectuels allemands se retrouvèrent ainsi devant un choix et celui-ci avait évidemment des conséquences. Lorsqu'on choisit la nouvelle voie, on devient assujéti à ses règles et il en va de même lorsqu'on décide de ne pas faire le saut à l'exception qu'on doit suivre les principes de l'ancienne sélection économique. Il y eut des intellectuels pour faire chacun de ces deux choix, mais ceux qui demeurèrent fidèles à l'ancienne voie nous intéressent, car ils représentent ceux qui seront restés à la tête des universités néo-humanistes et qui continuèrent à en perpétuer l'éthique.

Une fois qu'un intellectuel choisit de ne pas s'adapter aux nouvelles conditions socio-économiques qui s'élèvent avec l'industrialisation, il doit vivre avec les conséquences de ce choix. Il peut y avoir de nombreux motifs sous une telle orientation comme la crainte ou la conviction pure, mais telle n'est pas l'objet de notre étude alors nous nous contenterons de mentionner les conséquences du choix des conservateurs.

En premier lieu, comme ils détenaient à l'origine leur position sociale et les institutions en étant garants des gouvernements, c'est encore aussi vrai après l'unification et l'industrialisation. La seule différence avec la période précédant la création du II<sup>e</sup> Reich est la position du gouvernement lui-même. La situation de ce gouvernement est précaire et s'il effondre devant les libéraux, les socialistes ou tout autre force d'opposition, rien ne garantissait aux mandarins qu'une place leur soit réservée dans ce nouveau régime tandis que l'Allemagne de Bismarck et Guillaume II le fait dans le cadre de sa politique de la modernisation conservatrice. La survie du régime impérial signifiait du même coup celle des aménagements qui assuraient aux mandarins une position socio-économique d'importance. Les mandarins avaient

<sup>225</sup> David Nachmansohn, *op. cit.*, p. 23.

<sup>226</sup> Jeffrey Allan Johnson, *op. cit.*, p. 14.



tout intérêt à préserver le régime de ses ennemis, car si le gouvernement pourvoyeur tombait et qu'il n'est pas remplacé et que son remplaçant ne maintienne pas la politique de l'empire à l'égard des mandarins, ceux-ci n'étaient pas adaptés à l'économie moderne et ne pouvaient survivre à sa sélection. De plus, l'intérêt que les mandarins pourraient manifester en ce sens se trouvait renforcé par la politique d'austérité que pratiquèrent les gouvernements allemands à l'égard des éléments séditionnels, i.e. libéraux et socialistes, dans la fonction publique et les universités telles nous l'avons vu au chapitre I.

En demeurant ancrés à leur situation d'ancien régime, les intellectuels restaient donc attachés au paradigme socio-économique de cette époque. Comme l'Empereur qui ne se réclama jamais de la souveraineté populaire, mais du droit divin pour justifier son autorité, les mandarins poursuivaient leur route selon les balises tracées depuis les Guerres de Libération. La culture d'état devait donc être maintenue, mais aussi doit-on en intensifier l'orthodoxie. Comme d'autres intellectuels ont rejeté l'essence du complexe identitaire des mandarins, qu'il existe une *Weltanschauung* alternative et que cette dernière était l'assise même de la culture d'état justifiant le statut des mandarins, ils devaient la maintenir dans son intégrité. Nous employons le terme devoir dans sa signification élargie et non pour affirmer qu'on les y força, mais plutôt que la situation poussait en ce sens. C'est la même logique qui poussa la République démocratique allemande à être très orthodoxe dans leur application de la doctrine socialiste parce qu'il existait une autre Allemagne qui était républicaine et démocratique; alors pour se justifier comme autorité légitime, on devait respecter intégralement les préceptes socialistes, car autrement elle n'aurait eu aucune base pour justifier la division du Reich et l'existence d'une Allemagne socialiste. La conséquence de la dualité philosophique et de l'importance pour les mandarins d'avoir une culture d'état fut le conservatisme des valeurs intellectuelles des mandarins.

Joseph Ben-David et Awraham Zloczower présentèrent une thèse qui décrit une mutation des institutions scientifiques d'Allemagne qui soutient l'idée qu'au tournant de l'unification, les universités allemandes se raidirent dans l'application des préceptes néo-humanistes. Celle-ci se fondait tout d'abord sur la

décentralisation historique de l'Allemagne qui se répercute dans la répartition des universités sur le territoire. En Allemagne, il n'exista pas de centre politique alors chaque État eut sa propre université et il n'y avait pas d'établissement central comme la Sorbonne à Paris ou les universités anglaises d'Oxford et Cambridge. Puisque ces universités se partageaient le même espace culturel, elles se retrouvaient en compétition et devaient s'ajuster aux innovations si elles voulaient garder le rythme. L'effet direct de cette configuration institutionnelle était de favoriser l'émergence de nouvelles disciplines scientifiques via l'ouverture de nouvelles chaires. Dans un tel contexte de compétition, lorsqu'une université ouvrait une nouvelle chaire dans un domaine donné, elle forçait les autres à en faire autant. Les universités allemandes connurent ainsi une certaine spécialisation même si celle-ci ne s'accordait pas très bien avec les principes néo-humanistes qui les dirigeaient. Les sciences naturelles en tirèrent profit, car il y eut des chaires universitaires en chimie et en physique. Cependant, au tournant de l'unification, cette attitude d'ouverture cessa et les universités allemandes arrêtaient d'ouvrir des chaires dans des nouveaux domaines et ils établirent plutôt des instituts parallèles où s'installèrent les nouvelles disciplines mettant ainsi un frein à la dépravation morale du précepte néo-humaniste de l'éducation généraliste<sup>227</sup>.

## Conclusion

Une classe intellectuelle privilégiée vit le jour en Allemagne au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle et les conditions de cette émergence donnèrent le ton aux comportements sociaux des intellectuels pour la suite des événements. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la situation socio-économique de ces individus était précaire, on ne disposait pas d'une grande fortune et on avait peu de chance de se trouver un emploi rémunéré. L'invasion française amena cependant une ère de réforme qui permit aux intellectuels de se hisser dans la hiérarchie socio-économique de l'Allemagne. Ils obtinrent une réforme des universités et la fondation d'autres établissements qui leur donnaient une position privilégiée et un statut social. La richesse dont ils purent

---

<sup>227</sup> Joseph Ben-David & Awraham Zloczower, *op. cit.*, pp. 46-48.

ensuite profiter ne venait pas d'un enrichissement personnel, mais d'une concession gouvernementale. L'Homme eut toujours le réflexe de justifier sa situation par rapport aux autres à l'aide d'une rhétorique quelconque et les intellectuels ne furent pas en reste. Leur ascension se faisant dans une économie encore agraire et non industrialisée, ils utilisèrent l'un des critères de justification de l'ancien régime pour légitimer leur position, la culture d'état. Celle-ci s'articulait autour de leurs activités intellectuelles qui donnaient une identité collective au groupe tout en leur donnant la noble fonction de porter l'identité nationale allemande, car ils en étaient les *Kulturträger*. Lorsque la structure économique se transforma par l'industrialisation et que les différents États allemands s'unifièrent en 1871, la donne changea pour les intellectuels. Il y aura maintenant une possibilité de faire une carrière intellectuelle orientée sur l'utilité concrète des études pour l'économie moderne. Le gouvernement allemand ne mit toutefois pas les anciennes universités mal adaptées à cette nouvelle réalité au rancart et on modernisa les institutions en parallèle, c'est-à-dire que les anciennes institutions ne furent pas directement affectées par la modernisation. Cette modernisation conservatrice laissa une place aux intellectuels qui ne voulurent pas se convertir au nouveau paradigme socio-économique. Ainsi, ils se retrouvaient incapables de répondre à la sélection économique de l'économie industrielle et disposaient seulement des outils relatifs à l'ancien régime. Comme la survie de l'ancien régime était principalement liée au gouvernement qui finançait les institutions qui assuraient leur statut, leur sort allait avec celui de l'État. De plus, la présence d'une *Weltanschauung* alternative affaiblissait leur identité collective qui justifiait leur situation les forçant à la rigidifier.

L'adaptation des intellectuels à un paradigme socio-économique leur permettait d'y être sélectionné comme élite. La transformation de l'économie et l'apparition concomitante d'une nouvelle sélection économique à laquelle les intellectuels conservateurs ne s'adaptèrent pas expliquent leur situation. On a permis qu'ils survivent comme caste de privilégiés, mais les conditions entourant leur survie les obligeaient à la plus grande loyauté vis-à-vis le régime impérial de Bismarck et Guillaume II tout en les amenant à une orthodoxie idéologique en ce qui a trait à leur vision de l'éducation, d'eux-mêmes et de l'identité allemande.

## **Chapitre V : perspectives sur l'exclusion et l'acceptation des juifs dans la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich**

À partir de l'unification de la petite Allemagne, les juifs s'impliquèrent de plus en plus dans les activités scientifiques du Reich et prirent place au sein de la communauté scientifique allemande. Nous avons cependant constaté au chapitre III que leur distribution parmi les institutions et disciplines scientifiques de l'Allemagne impériale n'était pas uniforme, mais plutôt concentrée dans certains secteurs. Selon la thèse avancée par Preston, ce phénomène serait imputable au fait que les membres de la communauté scientifique allemande n'auraient pas réagi uniformément à la venue de scientifiques d'origine juive. En effet, il soutient qu'une dynamique socio-culturelle d'exclusion et d'acceptation aurait engendré la distribution de ces hommes de science dans certaines institutions et disciplines scientifiques du II<sup>e</sup> Reich.

Le présent chapitre vise à mettre en perspective certains éléments de la thèse proposée par Preston et dont les points saillants ont été repris par Volkov dans ses articles de 1987 et 1997. Nous discuterons premièrement du rôle moteur de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation dans la concentration des scientifiques d'origine juive dans certaines disciplines et institutions scientifiques du II<sup>e</sup> Reich. À cet égard, nous constaterons que, contrairement à ce que Preston soutient, cette dynamique put seulement jouer un rôle déterminant dans le cas de la concentration institutionnelle. En raison du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivaient les communautés disciplinaires d'Allemagne, les disciplines scientifiques ne disposaient pas de rouages administratifs capables de filtrer l'intégration de nouveaux collègues comme c'était le cas pour les institutions scientifiques. De plus, l'influence indirecte de sentiments hostiles professés par certaines communautés disciplinaires ne pouvant être démontrée, le rôle moteur d'une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation dans la concentration des scientifiques d'origine juive dans des disciplines précises est à rejeter.

Après avoir limité la portée explicative de la thèse de Preston à la seule concentration institutionnelle, nous déterminerons les fondements historiques qui soutenaient respectivement l'exclusion et l'acceptation des scientifiques d'origine

juive dans les institutions scientifiques de l'Allemagne impériale. La communauté juive d'Allemagne jouissait d'une certaine réputation dans les milieux intellectuels et scientifiques, mais la situation propre à chacune des institutions scientifiques du II<sup>e</sup> Reich donna un poids différent à cette identité particulière et fit la différence entre leur exclusion ou leur acceptation. En fait, la modernisation de la société, de l'économie et de l'État, telle que vécue en Allemagne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a fourni les conditions qui firent ainsi varier le poids de l'identité des scientifiques d'origine juive et explique leur exclusion ou leur acceptation dans les institutions scientifiques du II<sup>e</sup> Reich.

Il est important de noter que le cas de figure qui nous intéresse dans la présente recherche ne constitue pas un phénomène isolé. En effet, la discrimination en milieu universitaire n'affecta pas uniquement le cheminement de carrière des scientifiques d'origine juive, mais aussi celui des femmes de science. Nous analyserons donc le cas de ces femmes afin d'approfondir notre compréhension du cas des juifs dans la communauté scientifique allemande. D'autre part, la noblesse militaire pratiqua, à l'instar des intellectuels, une politique discriminatoire à l'égard de certains membres de la société allemande et nous allons comparer leur situation respective afin de mieux comprendre les fondements de l'exclusion des scientifiques d'origine juive.

### **Le rôle moteur de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation**

La thèse de Preston soutient essentiellement qu'une dynamique d'exclusion/acceptation agissait comme moteur d'une distribution particulière des membres d'un groupe socio-culturellement identifiable au sein des institutions et disciplines scientifiques du II<sup>e</sup> Reich. Bien que Preston présenta cette thèse afin d'expliquer la position particulière des juifs au sein de la communauté scientifique allemande, elle peut aussi rendre compte de la situation des femmes de science en Allemagne impériale. Nous remarquerons cependant qu'autant dans le cas des femmes de science que dans celui des scientifiques d'origine juive, seule la position institutionnelle est attribuable à une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation.

### Le cas des institutions scientifiques

L'institution en tant que personne morale peut utiliser la marge de manœuvre que lui offre l'autonomie administrative dont jouissent les établissements d'études supérieures allemands pour embaucher un candidat plutôt qu'un autre. Il est donc possible d'observer empiriquement le cheminement des scientifiques d'origine juive à travers les méandres institutionnels de la communauté scientifique allemande et d'en constater, comme le fit Volkov dans son deuxième texte, leur exclusion ou leur acceptation. En vertu de ces assises, on peut soutenir que la concentration institutionnelle des scientifiques d'origine juive s'appuyait sur une dynamique d'exclusion/acceptation. Il est toutefois important de bien considérer la situation légale afin d'arriver à une appréciation juste de cette dynamique qui pouvait uniquement fonctionner dans le cadre prescrit par la loi.

Si on observe la situation générale des femmes de science du II<sup>e</sup> Reich, on constate qu'une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation conditionna également leur concentration dans des secteurs institutionnels précis. En effet, elles étaient légalement exclues des universités, mais elles avaient néanmoins réussi à se tailler une place au sein de la communauté scientifique allemande et à y participer aux activités. Cependant, en vertu de leur exclusion légale des universités, leur travail s'effectua aux marges de la communauté scientifique<sup>228</sup>. Par exemple, la physicienne Lise Meitner (1878-1968) travaillait dans un laboratoire installé dans un ancien atelier de menuiserie au sous-sol de l'institut qui l'employait et elle obtint seulement un poste d'assistante auprès de Max Planck malgré plus de vingt publications d'importance<sup>229</sup>.

Bien que la situation des scientifiques d'origine juive et des femmes de science au sein de la communauté scientifique de l'Allemagne impériale ait été similaire, la situation légale des deux groupes différait. La construction d'un État moderne avec un pouvoir central qui a autorité sur l'ensemble des habitants du territoire sous sa juridiction et qui applique certains principes philosophiques des

<sup>228</sup> Londa Schiebinger, *The Mind Has no Sex? Women and the Origins of Modern Science*, Cambridge & Londres, Harvard University Press, 1989, pp. 26-29.

<sup>229</sup> J. W. Grove, « A Troubled Life in Science », *Queen's Quarterly*, volume 108, numéro 1, printemps 2001, pp. 87-88.

Lumières amenèrent l'émancipation des citoyens juifs. Dans les faits, celle-ci signifiait la levée des contraintes qui les affectaient et l'obtention de la parité légale avec leurs concitoyens chrétiens. Ce nouveau statut juridique leur conférait le droit d'étudier dans les universités et d'y obtenir un poste une fois leurs études terminées. Si les juifs jouissaient légalement d'un plein accès aux universités et aux emplois universitaires, la loi l'interdisait cependant aux femmes<sup>230</sup> et il s'agit là d'une distinction qui change fondamentalement la nature de la dynamique d'exclusion/acceptation pour chacun de ces groupes.

Dans le cas des femmes de science, il s'agissait d'une exclusion *de jure* puisqu'elle constituait une application stricte des lois alors en vigueur. Étant donné que les activités universitaires leur étaient interdites de par la loi, les femmes de science étaient intégrées *de facto* à la communauté scientifique par un contournement des prescriptions légales les concernant. L'émancipation des juifs inversa simplement ce fonctionnement de l'exclusion et de l'acceptation. La quarantaine assignée aux scientifiques d'origine juive par certaines institutions scientifiques du Reich était illégale et en conséquence, elle put seulement s'imposer *de facto* au cheminement de carrière de ces hommes de science. Comme ils avaient acquis l'égalité juridique suite à l'émancipation, les chercheurs d'origine juive étaient acceptés *de jure* par les institutions scientifiques qui les intégrèrent.

La situation légale des juifs d'Allemagne nous donne la mesure selon laquelle on peut observer et comprendre l'effectivité de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation dans leur concentration institutionnelle. L'exclusion des juifs ne s'appuyait plus sur la loi depuis l'émancipation et elle devenait ainsi le fruit d'une volonté collective qui l'engendrait en contournant la loi. D'autre part, l'acceptation des scientifiques d'origine juive signifiait qu'aucune volonté ne venait entraver les nouvelles dispositions légales enchâssées dans l'acte d'émancipation qui leur ouvraient les portes des universités en tant qu'étudiant et que chercheur.

---

<sup>230</sup> L. M. Jones, Intellectual Contributions of Women to Physics, dans G. Kass-Simon & Patricia Farnes, *Women of Science : Righting the Record*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1990, pp. 309-310.

### Le cas des disciplines scientifiques

Preston et Volkov expliquent tous deux la concentration des juifs dans certaines disciplines scientifiques par le biais d'une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation, mais ils ne tiennent pas compte des conditions selon lesquelles celle-ci aurait pu opérer. Cette thèse, pour être défendable, requiert que les deux axes du binôme exclusion/acceptation agissent de concert. Or, la parité légale des citoyens juifs, l'organisation de l'enseignement supérieur en Allemagne, les limites de la discipline historique ainsi que l'absence de toute corrélation entre une attitude discriminatoire et un quelconque champ disciplinaire nous privent d'arguments valables pour justifier l'absence des scientifiques d'origine juive de certaines disciplines scientifiques du II<sup>e</sup> Reich par une mécanique d'exclusion. Ainsi, certaines modalités et conjonctures qui caractérisent la science allemande du II<sup>e</sup> Reich nous obligent à rejeter la causalité de la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation avancée par Preston pour expliquer la concentration disciplinaire des scientifiques d'origine juive.

L'institutionnalisation et la professionnalisation de la science ont eu pour effet d'inscrire les communautés qui forment les disciplines scientifiques dans des institutions chargées de retransmettre et améliorer le corpus scientifique. Un étudiant choisit de se spécialiser dans une discipline au cours de ses études dans une institution et selon les règles qu'elle prescrit, alors c'est durant cette période que l'exclusion devrait avoir été effective pour rediriger les scientifiques d'origine juive vers d'autres disciplines qui les auraient acceptés. Il existe cependant un principe pédagogique fondamental dans l'organisation des universités allemandes qui donne le droit aux étudiants d'assister aux cours de leur choix, le *Lernfreiheit*. Comme la distinction légale avec les chrétiens a été abolie par l'émancipation et que les juifs jouissent des mêmes droits, aucune instance ne peut les empêcher de choisir une discipline quelconque. Si les institutions peuvent fermer la route d'un poste de professeur titulaire à quelqu'un en ne l'embauchant tout simplement pas, elle ne peut pas directement exclure un citoyen qui a pleinement le droit d'étudier à l'université et de jouir de tous les aménagements pédagogiques enchâssés dans son organisation.



Ainsi, si les juifs ont été exclus de certaines disciplines scientifiques par une mécanique d'exclusion, celle-ci peut seulement avoir agi indirectement sur le choix disciplinaire de ces hommes de science. Cette exclusion indirecte s'articulerait autour de l'influence que pourrait avoir l'attitude des membres d'une discipline donnée qui, par leur hostilité à l'égard des juifs, les aurait aiguillés vers d'autres champs plus favorables à leur intégration. À un niveau purement heuristique, l'historien peut difficilement démontrer l'existence d'un tel effet, car ce dernier relève essentiellement de la psychologie émotive des protagonistes. L'historien dispose seulement des mémoires de scientifiques pour en retrouver la trace et il ne peut en produire une analyse psychologique objectivement valable. De par cette limite inhérente au travail de l'historien, il nous est impossible d'attester les conséquences psychologiques de toute attitude hostile et donc de l'exclusion indirecte des scientifiques d'origine juive. Qui plus est, l'existence d'une perception négative des juifs dans une communauté disciplinaire donnée sous-tend impérativement leur exclusion indirecte. Or, lorsqu'on regarde la situation vécue par les femmes de science, on constate qu'elles ne se concentrèrent dans aucune discipline scientifique<sup>231</sup>. Les faits historiques ne nous permettent donc pas de présumer que les membres des communautés disciplinaires allemandes partageaient une vision uniforme des caractéristiques socio-culturelles qui distinguaient les différents groupes de la société du II<sup>e</sup> Reich. Par conséquent, il est impossible de démontrer l'existence d'une exclusion indirecte expliquant la concentration disciplinaire des scientifiques d'origine juive, car les arguments essentiels à une telle démonstration ne sont pas présents.

La dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation avancée par Preston pour expliquer la concentration des scientifiques d'origine juive dans des disciplines scientifiques précises s'avère donc indéfendable puisqu'on ne peut imputer leur absence de certaines disciplines à l'exclusion. Cette dernière ne peut avoir été directement effective de par la modernisation de l'Allemagne qui octroya la parité légale à ses citoyens juifs qui peuvent maintenant jouir de la *Lernfreiheit* au même

---

<sup>231</sup> David B. McLay, « Lise Meitner and Erwin Schrödinger : Biographies of Two Austrian Physicists of Nobel Stature », *Minerva*, volume 37, 1999, p. 78.

titre que leurs compatriotes chrétiens. On ne peut pas la valider sur les bases d'une exclusion indirecte en raison des limites de l'histoire qui ne peut interpréter objectivement la réaction des juifs devant l'attitude de certains milieux disciplinaires et aussi parce qu'il ne semble pas y avoir de corrélation entre les disciplines scientifiques et des conceptions socio-culturelles. Puisque cette thèse se compose de deux éléments qui expliquent simultanément la distribution des scientifiques d'origine juive dans les disciplines scientifiques du II<sup>e</sup> Reich et que l'élément exclusion ne peut avoir engendré leur absence de certaines disciplines, nous devons rejeter cette thèse comme explication valable de la situation observée.

### **Les conditions de l'exclusion**

La volonté collective qui endigua le parcours professionnel des scientifiques d'origine juive vers les sommets de la hiérarchie professorale des universités allemandes n'était pas sans racines. Selon Preston, les scientifiques d'origine juive ne furent pas intégrés au corps des *Ordinarien* en raison d'un esprit conservateur qui leur y était préjudiciable. La situation socio-économique des professeurs titulaires en science les amena à privilégier des critères extra-scientifiques dans la sélection du nouveau personnel et cette tendance alla à l'encontre d'une intégration des scientifiques d'origine juive. En effet, la réputation dont jouissait la communauté juive en milieu intellectuel lui rattachait une identité socio-culturelle qui n'était pas compatible avec ces considérations extra-scientifiques. Cet argument s'appuie sur deux prémices, à savoir la théorie de l'universalisme de la communauté scientifique proposée et amendée par Merton ainsi que l'appartenance des *Ordinarien* de science à la caste des mandarins.

Merton soutient que les hommes de science considèrent prioritairement les aspects scientifiques dans l'évaluation d'un chercheur ou de ses travaux, mais il reconnaît l'interférence possible d'agents extérieurs qui en sape la prépondérance. L'exclusion des scientifiques d'origine juive s'explique par de telles immixtions qui ramenaient leur identité socio-culturelle au premier plan et en faisaient une base suffisante pour les exclure. C'est par l'appartenance des *Ordinarien* de science à la

caste mandarine que nous sommes en mesure de comprendre l'intervention contraignante de ces considérations socio-culturelles.

Le comportement académique des *Ordinariens* de science indique qu'ils faisaient partie de la caste mandarine, car ils en maintinrent les canons culturels. En effet, les travaux de Joseph Ben-David, Awraham Zloczower et Jonathan Harwood démontrent que les conceptions néo-humanistes régissaient la conduite des *Ordinariens* de science. Ben-David et Zloczower constatèrent que les universités allemandes étaient peut-être demeurées largement ouvertes à l'intégration de nouvelles disciplines au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, mais qu'après l'unification, elles se refermèrent et n'ouvrirent plus de chaires pour les nouvelles disciplines et sous-disciplines<sup>232</sup>. Cette résistance à la fragmentation des champs du savoir en une multitude de disciplines dépeint l'adhésion des *Ordinariens* de science au précepte néo-humaniste des études généralistes. Le travail de Harwood sur la communauté généticienne d'Allemagne entre 1900 et 1933 abonde dans le même sens. En effet, il y démontre que si un généticien voulait obtenir une chaire dans une université et donc un poste d'*Ordinarius*, son entreprise était plus aisée si celui-ci travaillait sur les aspects génétiques de grands problèmes biologiques comme le développement et l'évolution que s'il se présentait simplement comme un biologiste spécialisé en génétique<sup>233</sup>. Ainsi, la volonté collective des *Ordinariens* de science qui exclut les scientifiques d'origine juive de ces postes est celle d'un groupe qui partageait les visions et le destin de la caste des mandarins.

La modernisation allemande fournit aux mandarins les conditions qui permettaient l'interférence de considérations extra-scientifiques dans la sélection du nouveau personnel et qui étaient donc à la base de l'exclusion des scientifiques d'origine juive. Pour comprendre cette influence, on peut se référer à la situation vécue par la noblesse militaire du II<sup>e</sup> Reich, car les conditions données à ces deux groupes par la modernité allemande et le comportement socio-culturel qui s'en dégagèrent s'avèrent similaires. La noblesse militaire faisait partie de l'élite allemande traditionnelle et le régime instauré en 1871 lui permit de s'y maintenir. Le

<sup>232</sup> Joseph Ben-David & Awraham Zloczower, *op. cit.*, pp. 46-47.

<sup>233</sup> Jonathan Harwood, *op. cit.*, pp. 7-8.

gouvernement entretiendra la prépondérance de la noblesse dans l'armée dont elle occupa les positions d'influence. En effet, la noblesse militaire perdit certes son emprise absolue sur le corps des officiers, car elle ne pouvait répondre aux besoins croissants d'une armée en expansion<sup>234</sup>, mais elle en dominait néanmoins les hautes sphères alors qu'elle représentait soixante-dix pour cent des colonels et des membres de l'état major<sup>235</sup>.

L'ordre d'ancien régime auquel la noblesse appartenait se caractérisait par une hiérarchie sociale fondée sur l'hérédité et la culture d'état. Les roturiers pouvaient certes assimiler les canons culturels de la noblesse et ainsi justifier leur présence parmi les grands de l'armée, mais il leur était strictement impossible d'altérer le poids de leur descendance. On remarque que les dirigeants de l'armée adoptèrent une politique discriminatoire à l'égard des roturiers qui, par absence de noblesse, atteignirent les grades supérieurs et les rangs de l'état major dans une faible proportion. La noblesse conserva donc sa mainmise sur les échelons supérieurs de l'armée allemande en se distinguant des autres par la naissance.

La prééminence de la noblesse sur l'armée n'était pas fortuite, elle servait la cause du régime instauré par Bismarck en 1871. Comme nous l'avons constaté au premier chapitre, ce régime était par nature chancelant et ses dirigeants s'aménagèrent des outils assurant sa pérennité. Il existe donc une communauté d'intérêts entre le régime et la noblesse militaire où il se munit d'un outil important à sa survie et elle peut conserver une position intéressante dans la société allemande. Le maintien de la noblesse militaire allait de pair avec celle de l'Allemagne impériale, car un nouveau régime n'aurait peut-être pas les mêmes besoins, alors l'avenir de la noblesse militaire en tant que groupe privilégié n'y serait pas nécessairement sauf. On remarque à cet effet que les individus aux convictions politiques jugées subversives pour l'ordre en place, autant libérales que socialistes, eurent beaucoup de difficultés à se frayer un chemin vers les sommets de la

---

<sup>234</sup> Gordon Craig, *The Politics of the Prussian Army : 1640-1945*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1957, pp. 234-235.

<sup>235</sup> V. R. Berghahn, *Modern Germany : Society, Economy and Politics in 20th Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, p. 13.

hiérarchie du corps des officiers<sup>236</sup>. L'appartenance à une tendance politique séditeuse faisait donc office de critère d'exclusion pour le corps des officiers qui était essentiellement demeuré l'apanage d'une noblesse fidèle à un régime qui lui assurait sa position sociale et qu'elle était chargée de préserver.

La modernisation allemande laissa perdurer le paradigme socio-économique de l'ancien régime qui fonde la hiérarchie sociale sur la culture d'état et l'hérédité prolongeant ainsi l'existence de ses élites non adaptées aux nouvelles conditions socio-économiques. À ce titre, la situation de la noblesse militaire et des mandarins se rejoignait. La position ainsi que le paradigme socio-économiques des mandarins appartenaient à l'ancien régime et cette appartenance fournissait les critères selon lesquels ils évaluaient les candidats à un poste d'*Ordinarius*. Ne pouvant se prévaloir d'aucune descendance, les mandarins s'appuyaient sur une culture d'état pour s'identifier comme élite légitime. À l'instar des militaires qui ne regardaient pas seulement les compétences purement militaires, les mandarins ne considéraient pas uniquement les qualifications académiques lorsqu'ils intégraient de nouveaux membres à la caste en lui octroyant un poste de professeur titulaire, ils accordaient aussi de l'importance à la compatibilité de l'identité socio-culturelle du candidat avec les exigences de leur situation socio-économique.

À cet effet, la communauté juive d'Allemagne jouissait d'une réputation dans les milieux intellectuels allemands qui était préjudiciable à l'intégration des scientifiques d'origine juive à la caste des mandarins. On retrace une opinion selon laquelle les juifs constituaient un élément malsain pour la culture et l'identité allemande traditionnelle. Selon certains intellectuels allemands, l'industrialisation aurait provoqué la destruction de la culture allemande traditionnelle<sup>237</sup> qui est porteuse de l'identité allemande et mandarine. L'imputabilité des juifs dans cette transformation de l'économie allemande circulait aussi dans les milieux universitaires. Dans son texte intitulé *Volkswirtschaft im Neunzehnte Jahrhundert* (1903), Wener Sombart avance que les juifs auraient causé la rupture des anciennes structures économiques, car ils seraient responsables de l'avènement de l'esprit

<sup>236</sup> Gordon Craig, *The Politics of the Prussian Army : 1640-1945*, op. cit., p. 232

<sup>237</sup> Yves Chevalier, op. cit., pp. 306-307.

capitaliste qui aurait entraîné leur chute<sup>238</sup>. On retrouvait donc dans les milieux intellectuels l'idée que les juifs avaient incité une transformation de l'organisation économique de l'Allemagne qui en détruisait la culture traditionnelle.

Ce grief lié aux conséquences culturelles de l'industrialisation s'ajoutait à une perception de l'identité culturelle des juifs qui circulait dans les milieux intellectuels allemands. À l'époque des premiers pourparlers en faveur de leur émancipation, Dohm en établit l'assimilation comme préalable et souligna ainsi leur identité culturelle particulière. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on retrouve une interprétation similaire avec un Fichte qui se disait prêt à les admettre comme citoyens à la seule condition qu'ils abandonnent toutes leurs « idées juives »<sup>239</sup>. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il y eut une polémique sur la valeur de la double culture des juifs qui montre la conscience qu'on en avait. L'historien Heinrich Graetz fit, dans les sept volumes de son histoire des juifs, l'éloge de leur double culture, puis un autre historien, Heinrich von Treitschke, y réagit en s'opposant à la présence, en Allemagne, d'une double nationalité<sup>240</sup>.

La préservation des universités néo-humanistes desquelles dépendait le statut socio-économique des mandarins était l'œuvre du gouvernement impérial qui adopta une politique de modernisation conservatrice des institutions académiques comme nous l'avons vu au chapitre quatre. C'est le gouvernement d'ancien régime qui soutenait les libertés universitaires et commanditait les universités néo-humanistes. Son effondrement signifierait possiblement la fin de cette politique essentielle à la survie de cette élite d'ancien régime, inadaptée aux conditions socio-économiques modernes. Qui plus est, toute sédition politique au sein du corps professoral inciterait éventuellement le gouvernement à intervenir dans les affaires académiques des mandarins. Ainsi, l'intérêt de ces derniers n'allait pas, à l'instar des militaires, vers l'intégration d'individus aux idées politiques subversives. Puisque les intellectuels allemands associaient traditionnellement les juifs à une menace politique pour l'ordre en place et que leur implication dans le mouvement socialiste

<sup>238</sup> Freddy Raphaël, *op. cit.*, p. 27.

<sup>239</sup> Paul Mendes-Flohr, *op. cit.*, pp. 14-15

<sup>240</sup> Peter G. J. Pulzer, *The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria*, New York et Londres, John Wiley and Sons, 1964, p. 18.

venait renforcer cette notion, les scientifiques d'origine juive purent difficilement intégrer la caste des mandarins.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les intellectuels allemands manifestaient des craintes à l'égard des juifs qu'ils jugeaient menaçants pour l'ordre social, politique, économique, culturel et moral. Fichte écrivait en 1733 que « *a powerful inimical state that wars continually againts all others and often succeeds in bitterly oppressing their peoples- this state is Jewry* »<sup>241</sup>. L'appréhension d'un renversement de l'ordre incité par les activités politiques des juifs se vit ensuite renforcée par leur importante implication dans le mouvement socialiste qui était un fait connu dans la population allemande en général<sup>242</sup>. Puisque la réputation politique des juifs d'Allemagne en faisait des individus potentiellement dangereux pour le régime impérial et que les conditions imposées aux mandarins par la modernité allemande les amenaient plutôt à privilégier des candidats non subversifs, l'intégration des scientifiques d'origine juive à la caste mandarine était donc compromise.

Le conservatisme auquel Preston impute l'exclusion des scientifiques d'origine juive s'explique donc par la politique de modernisation conservatrice du gouvernement impérial qui préserva l'ancien régime, ses élites et ses critères de distinction sociale. Ainsi, les mandarins considéraient, à l'instar de la noblesse militaire qui appartenait également à cet ordre, l'orientation politique et l'homogénéité identitaire de la caste lorsque venait le temps d'y intégrer de nouveaux membres. Par conséquent, les compétences des scientifiques d'origine juive ne suffisaient pas à assurer leur intégration au sein de la caste des mandarins, car elles étaient éclipsées par leur identité socio-culturelle et politique qui ne s'harmonisait pas avec la réalité moderne des professeurs titulaires en milieu universitaire.

---

<sup>241</sup> Carl N. Degler, *National Identity and Conditions of Tolerance*, dans Norbert Fintzsch & Dietmar Schirmer (dir.), *Identity and Intolerance : Nationalism, Racism, and Xenophobia in Germany and United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 8.

<sup>242</sup> William I. Brustein, *op. cit.*, p. 287.

### Les fondements de l'hospitalité des institutions d'accueil

La situation légale ainsi que le cadre d'acceptation des femmes de science et des scientifiques d'origine juive divergeaient certes, mais ces deux groupes avaient une identité socio-culturelle et politique qui les distinguait et sur laquelle se fondait leur exclusion de la caste des mandarins. La constitution impériale prévoyait peut-être un libre accès aux universités et aux postes universitaires pour les juifs, mais elle n'éliminait pas le poids de leur identité socio-culturelle et politique. L'intégration des scientifiques d'origine juive à des institutions scientifiques impliquait donc que les caractéristiques socio-culturelles et politiques les distinguant ne soient pas préjudiciables à leur embauche.

David Hilbert, mathématicien allemand de l'époque impériale, trouvait personnellement inapproprié d'exclure les femmes de sciences de l'université, car, selon lui, il ne s'agissait pas d'une station thermale<sup>243</sup>. Son propos évoque l'éthique universaliste en injustifiant la considération de leur différence sexuelle pour les exclure d'un établissement dont la raison sociale est la connaissance. Étant donné que l'universalisme scientifique exclut la considération d'une identité culturelle ou politique, son action permettait aux scientifiques d'origine juive et aux femmes de science de s'intégrer à certaines institutions scientifiques de l'Allemagne impériale. Si, de par leur statut légal, les femmes de sciences dépendaient d'individus partageant les vues de Hilbert pour être intégrées à une institution scientifique, les scientifiques d'origine juive, qui avaient obtenu la parité légale, s'intégrèrent à des institutions où l'universalisme scientifique prévalait sans interférence de facteurs endogènes. En effet, on retrouvait de telles conditions dans les institutions où se concentrèrent les scientifiques d'origine juive, la *Privatdozentur*, le centre de Felix Klein à Göttingen et le *Kaiser-Wilhelm-Institut* de Berlin-Dahlem.

L'institution de la *Privatdozentur* était un terreau favorable pour l'éthique universaliste, car le principal critère dans la sélection du nouveau personnel y était académique. Pour obtenir la *venia legendi* (droit de lecture) et devenir *Privatdozent*,

---

<sup>243</sup> L. M. Jones, *op. cit.*, p. 191.



il fallait démontrer des qualifications scientifiques suffisantes dans une *Habilitationschrift* ou une thèse post-doctorale<sup>244</sup>. Cette prédisposition favorable à l'universalisme aurait toutefois été inopérante si le poste de *Privatdozent* n'avait pas été extérieur à la caste des mandarins. En effet, le cas échéant, les critères qui conditionnaient le choix des nouveaux *Ordinarien* auraient aussi prévalu dans l'octroi de la *venia legendi* aux *Privatdozenten* et l'universalisme n'y aurait pas permis de dépasser leur identité socio-culturelle et politique.

Bien que la culture néo-humaniste des mandarins écartait la spécialisation, celle-ci était néanmoins une réalité de l'organisation académique des universités allemandes. En effet, l'obtention de la *venia legendi* passait par la soumission d'une recherche originale<sup>245</sup>. Une des conséquences de ce fonctionnement était de continuellement agrandir le champ des connaissances et d'ouvrir sans cesse de nouvelles disciplines. La hiérarchie du *cursus honorum* professoral s'inscrivait dans ce paradoxe entre la philosophie néo-humaniste et le primat de la recherche originale. Les *Ordinarien* enseignaient les disciplines traditionnelles dans leur globalité alors que l'instruction de toutes leurs sous-spécialisés incombait aux *Privatdozenten* qualifiés dans le domaine<sup>246</sup>. La *Privatdozentur*, de par la tâche qui lui était impartie, ne faisait donc pas partie de la caste des mandarins. En vertu de cet aménagement, la sélection des nouveaux *Privatdozenten* n'était pas affectée par les conditions imposées aux mandarins par la modernité, alors les considérations socio-culturelles ou politiques n'y interféraient pas. La prédisposition favorable de la *venia legendi* pour l'universalisme scientifique n'était pas entravée et cette éthique pouvait donc transcender l'identité socio-culturelle et politique des scientifiques d'origine juive et permettre leur intégration à la *Privatdozentur*.

Les travaux de Preston, Volkov, Rowe et Pyenson nous indiquent que les scientifiques d'origine juive obtinrent des postes d'importance dans l'institut de Felix Klein à Göttingen et le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem. Les scientifiques d'origine juive purent y prendre des positions d'importance, car ces

---

<sup>244</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>245</sup> Joseph Ben-David, *Scientific Growth*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 196.

<sup>246</sup> Awraham Zloczower, *op. cit.*, p. 22.

institutions avaient une vocation pragmatique qui assurait la préséance des critères scientifiques et constituaient donc un milieu propice pour l'éthique universaliste.

À l'époque où Klein établit son institut à l'université de Göttingen, les ingénieurs allemands réclamaient une formation de pointe en mathématiques appliquées et ces dernières progressèrent dans les cursus scolaires d'Allemagne. Eduard Study, un mathématicien pur conscient de la menace qui pesait alors sur sa discipline, fit pression auprès de Klein pour qu'il prenne des mesures pour corriger la situation. Klein, à qui le ministre Althoff avait confié la responsabilité d'ériger un centre de renommée mondiale à Göttingen, répondit à ces inquiétudes et la mise en place du nouvel institut lui servit d'outil. Il organisa son institut afin qu'il permette aux mathématiques pures de survivre en s'adaptant aux nouvelles conditions de son époque- l'industrialisation<sup>247</sup>. En 1895, Klein adressa un mémorandum aux ingénieurs allemands où il dévoilait les objectifs de l'Université de Göttingen pour les mathématiques pures. Klein exploita l'importance qu'elles prenaient alors pour le progrès de l'industrie à travers la symbiose entre celles-ci et la nouvelle physique et proposa d'établir un institut pour l'étude de la physique pure et de la physique appliquée aux processus industriels<sup>248</sup>. Bien que le but premier de son institut était de préserver l'avenir des mathématiques pures, le moyen qu'il employa lui conféra une orientation clairement pragmatique.

A l'instar de l'institut de Klein à Göttingen, le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem avait une vocation essentiellement scientifique et pragmatique. Emil Fischer ouvrit la première rencontre de la société de l'empereur Guillaume pour l'avancement de la science, société qui finança en grande partie la construction de l'institut, en mentionnant que la chimie organique et les sciences naturelles en générale représentaient un terrain fertile pour des possibilités illimitées comme le témoignait, selon lui, l'utilisation pratique des connaissances scientifiques<sup>249</sup>. En effet, au déclenchement de la Première Guerre mondiale, le *Kaiser Wilhelm Institut*

<sup>247</sup> Lewis Pyenson, *loc. cit.*, pp. 115-116.

<sup>248</sup> Lewis Pyenson, *op. cit.*, p. 62.

<sup>249</sup> Jeffrey Allan Johnson, *op. cit.*, pp. 1-3.

sera mobilisé pour l'effort de guerre via la recherche de succédanés pour les ressources naturelles rares ou le développement d'armes chimiques<sup>250</sup>.

Les universités allemandes ne répondirent pas aux besoins scientifiques de l'économie moderne, cette tâche incombait plutôt à de nouveaux établissements comme l'institut de Klein et le *Kaiser Wilhelm Institut*. Cette spécialisation institutionnelle était le fruit de la politique de modernisation conservatrice mise de l'avant par le gouvernement impérial. En fait, cette politique permit l'établissement d'institutions scientifiques sur lesquelles les mandarins n'avaient pas d'emprise, car elles étaient détachées de leur credo de la connaissance purement contemplative. Par conséquent, les facteurs socio-culturels et politiques considérés par les mandarins lors de l'embauche du nouveau personnel n'entraient pas en ligne de compte dans ces institutions. De plus, la vocation pragmatique de ces établissements donnait beaucoup de poids aux qualifications scientifiques puisqu'un tel centre était à la recherche de scientifiques compétents capables d'arriver à des résultats. Ces établissements étaient donc propices à l'action de l'universalisme scientifique, car la science y était la priorité et les critères non scientifiques qui importaient aux mandarins n'y jouaient pas dans l'embauche du personnel. L'identité socio-culturelle et politique des scientifiques d'origine juive n'y était donc pas un obstacle à leur cheminement de carrière et ils purent ainsi y obtenir des postes d'importance.

### **Conclusion**

Les scientifiques d'origine juive se concentrèrent dans certaines institutions et disciplines de la communauté scientifique de l'Allemagne impériale et Preston expliqua ce phénomène par une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation. Cette dynamique put certes conditionner la concentration institutionnelle des scientifiques d'origine juive, mais nous avons constaté qu'il fallait rejeter la thèse de Preston dans le cas de la concentration disciplinaire, car nous ne pouvons pas démontrer l'effectivité de l'exclusion dans leur absence de certaines disciplines scientifiques. Dans le cas de la concentration institutionnelle, la modernité

---

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 39.

allemande a fourni les conditions qui expliquaient l'exclusion ou l'acceptation de ces individus par les institutions scientifiques du II<sup>e</sup> Reich. D'un côté, elle maintint des critères socio-culturels et politiques qui portaient préjudice à l'intégration des scientifiques d'origine juive à la caste des mandarins. De l'autre côté, elle amena la création d'institutions pour qui seule la compétence scientifique importait et où les traits socio-culturels et politiques qui distinguaient les scientifiques d'origine juive n'y étaient pas un obstacle à leur intégration.

### **Conclusion : la modernité allemande et la thèse de Preston**

À partir de 1871, un nombre significatif de juifs prit part aux activités de la communauté scientifique allemande. On a toutefois constaté qu'ils eurent tendance à se concentrer dans certains secteurs institutionnels et disciplinaires de cette communauté. En effet, la plupart des scientifiques d'origine juive qui obtenaient un poste dans les universités allemandes durent généralement se contenter du poste de *Privatdozent* et se virent rarement titulariser. Ils réussirent cependant à atteindre des postes de haut rang dans l'institut de Felix Klein à Göttingen et dans le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem. Au niveau des disciplines, les scientifiques d'origine juive se concentrèrent en chimie organique, chimie physique et en physique théorique.

Selon nous, cette situation s'explique par la modernité allemande dont les traits particuliers sous-tendaient une dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation qu'avança Preston pour interpréter la concentration des scientifiques d'origine juive. Au XIX<sup>e</sup> siècle, L'Allemagne se modernisait, c'est-à-dire que sa société, sa politique, sa culture et son économie se transformaient en profondeur, mais ce processus n'entraîna cependant pas la disparition des structures et des élites de l'ancien régime. C'est à travers cette dualité de la modernité allemande qu'on peut reconnaître les forces qui produisirent la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation.

Depuis le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, les pays allemands entreprirent la construction d'États modernes où le pouvoir central éliminait toutes les juridictions locales et assumait l'autorité politique sur l'ensemble des habitants de son territoire. Une telle transformation de l'organisation politique amena la mise en place d'une administration publique qui relevait du gouvernement central. Les universités y jouèrent un grand rôle en formant les nouveaux fonctionnaires qui servirent de cheville ouvrière à cette nouvelle organisation de l'État. Jusqu'à ce moment, les intellectuels ne disposaient d'aucune assise économique ou institutionnelle assurant leur avenir économique. La modernisation de l'État leur sera toutefois bénéfique, car ils obtinrent une liberté académique et un support financier pour les universités qui leur offraient un bel avenir économique et social. Par le fait même, ils

s'intégrèrent aux élites d'ancien régime et en adoptèrent le paradigme socio-économique, c'est-à-dire qu'ils se distinguèrent des autres groupes sociaux par une culture d'état que leur conférait la *Bildung* et la philosophie néo-humaniste qui en faisait des porteurs de l'identité allemande.

L'élimination des autorités locales par l'entremise de l'État moderne eut aussi pour effet d'altérer la situation socio-politique des juifs d'Allemagne. La vie de ces derniers était jadis sous la tutelle du ghetto, une organisation féodale qui régissait la vie de la communauté juive selon les droits et les privilèges que lui avait octroyés l'autorité politique en place. L'émancipation des juifs d'Allemagne, qui s'est pleinement réalisée avec l'unification de 1871, leva le carcan du ghetto. L'autorité politique allemande éliminait ainsi une enclave politique sur son territoire et les juifs obtenaient l'égalité juridique avec les chrétiens. Il n'existait désormais aucune barrière légale contraignant les juifs à certains secteurs économiques, culturels ou politiques.

La modernisation économique de l'Allemagne vint aussi jouer un rôle important dans la distribution des scientifiques d'origine juive dans la communauté scientifique du II<sup>e</sup> Reich. Les premiers soubresauts de l'industrialisation de l'Allemagne se firent sentir au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est surtout durant la décennie qui suivra l'unification de 1871 qu'il y eut une explosion industrielle. De manière générale, la communauté juive d'Allemagne profita de cet essor industriel pour améliorer sa situation économique. Les juifs d'Allemagne ne sont pas tous devenus de richissimes industriels, mais comme une large part de la communauté gagnait sa vie dans le monde des finances, à qui l'industrialisation profita significativement, la communauté qui jadis se composait essentiellement de gens pauvres pouvait désormais jouir d'un certain bien-être économique. La combinaison de cet enrichissement relatif avec l'obtention de l'égalité juridique a soutenu leur participation aux activités intellectuelles, car ils avaient dorénavant la possibilité financière et juridique d'étudier dans les universités. La modernisation de l'économie fut aussi un facteur déterminant de leur intégration à certaines institutions scientifiques.

La modernisation conservatrice a amené une réforme des institutions scientifiques du Reich qui préserva l'intégrité des universités néo-humanistes. La science pouvait contribuer au progrès de l'économie industrielle, mais cette tâche incombait à de nouveaux établissements, alors que les universités conservèrent un mandat contemplatif. Cette politique était l'œuvre du gouvernement impérial qui se ménageait ainsi des appuis pour se maintenir en place. En effet, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ordre de la restauration s'effritait de plus en plus sous la pression de groupes politiques antagonistes tels les libéraux et les socialistes. Lorsqu'une crise éclata dans les années 1860, c'est la politique de force de Bismarck qui dénoua finalement l'impasse avec la fondation du II<sup>e</sup> Reich en 1871. Ce nouveau régime alliait le libéralisme par le biais de l'unification nationale et d'une assemblée élue au suffrage universel masculin avec un gouvernement monarchique de droit divin, irresponsable devant l'assemblée et qui conserve le monopole sur l'administration publique ainsi que l'armée. Si Bismarck avait ainsi résolu la crise, il n'avait pas pour autant éliminé les forces qui l'avaient produite. Le régime politique de 1871, qui avait sorti la monarchie de la crise, devait être maintenu en place et le monopole de la couronne sur l'administration publique et l'armée servit cette cause. Ils faisaient tous deux déjà partie de l'élite socio-économique et politique de l'ancien régime, alors le pouvoir monarchique s'appuya sur ces deux corps d'état qui lui étaient fidèles pour assurer son autorité. Par conséquent, le statut et le paradigme socio-économiques des mandarins restaient en place.

Lorsque les scientifiques d'origine juive entreprirent une carrière universitaire, le poids de leur identité socio-culturelle et politique les confina au poste de *Privatdozent*. Premièrement, la sélection des nouveaux *Ordinarien* se faisait selon les critères socio-culturels et politiques que les mandarins tenaient de leur appartenance aux élites d'ancien régime. Deuxièmement, le régime impérial était l'instigateur de la modernisation conservatrice et était le garant des universités qui assuraient une place prépondérante aux mandarins dans la société allemande. Puisque les juifs étaient politiquement perçus comme des éléments séditeux et que leur identité socio-culturelle ne s'harmonisait pas avec la culture d'état des mandarins, il leur était difficile de s'intégrer à la caste des mandarins par l'obtention d'une

chaire d'*Ordinarius*. Or, la *Privatdozentur* ne faisait pas partie de cette caste, alors le poids de l'identité socio-culturelle et politique des scientifiques d'origine juive n'affectait pas leur intégration à cette institution académique et ils se concentrèrent donc à ce niveau de la hiérarchie professorale en milieu universitaire.

Cependant, le centre de Klein à Göttingen et le *Kaiser Wilhelm Institut* de Berlin-Dahlem offrirent des ouvertures académiques aux scientifiques d'origine juive. Par l'orientation essentiellement pratique de ces institutions, la sélection du nouveau personnel cadre se basait sur la valeur purement académique du scientifique et non sur son identité socio-culturelle ou politique. La modernisation conservatrice, qui permit l'établissement de centres essentiellement dédiés à la recherche pratique et détaché de la caste des mandarins, créa donc des institutions favorables à l'intégration des scientifiques d'origine juive puisque leurs distinctions socio-culturelles et politiques n'y étaient pas importantes.

De manière générale, l'évolution des structures sociales, économiques et politiques ainsi que la façon avec laquelle les différents groupes sociaux la vécurent nous fournissent l'explication de la position particulière des scientifiques d'origine juive dans les institutions scientifiques du II<sup>e</sup> Reich. En effet, la séquence chronologique de la modernité allemande fit en sorte que la bourgeoisie éduquée qui est à la tête des universités soit une élite d'ancien régime adaptée au fonctionnement d'une telle société et dont le statut d'élite socio-économique dépend du maintien de l'ordre instauré en 1871.

La présente recherche avait pour objet de revisiter certains aspects de la thèse de Preston. Celle-ci attribuait aussi la concentration des scientifiques d'origine juive dans certaines disciplines à la dynamique socio-culturelle d'exclusion/acceptation, mais nous avons vu que l'exclusion ne pouvait expliquer leur absence de certaines disciplines. En effet, leur parité légale les autorisait à profiter de la liberté académique qui ouvrait tous les cours aux étudiants. Comme ils ne purent être directement exclus et que toute exclusion indirecte est à rejeter parce que nous ne pouvons pas mesurer la réaction psychologique des scientifiques d'origine juive devant l'hostilité et que de toute évidence, il n'existe aucune corrélation entre l'appartenance disciplinaire et une perception définie de groupes sociaux dont



l'identité socio-culturelle et politique est distincte, nous devons infirmer la thèse de Preston en ce qui a trait à la concentration disciplinaire.

Stephen M. Poppel soulignait que « [m]ore productive and illuminating, [...], are those approaches to the problem of German-Jewish integration that focus on the actual dynamics of the process, the conditions that shaped it, and the mutual interaction of the groups that were involved »<sup>251</sup> et à cet effet, la présente recherche nous a permis d'arriver à une interprétation plus exhaustive de la concentration des scientifiques d'origine juive dans certains secteurs de la communauté scientifique allemande du II<sup>e</sup> Reich. Nous pouvons maintenant rattacher le conservatisme à ce qui le produisit et aussi comprendre comment il put en venir à exclure les scientifiques d'origine juive. Si on ne recherche pas les causes profondes qui créèrent l'exclusion des juifs, celle-ci se résume à une manifestation de convictions hostiles. Une telle explication nous renseignerait peu sur les causes qui produisirent cette dynamique et notre compréhension du phénomène serait par conséquent limitée. Il en va de même pour l'hospitalité des institutions d'accueil qui serait attribuable, selon Preston, à la lâcheté de la périphérie institutionnelle. Cette explication limite les conditions d'acceptation des scientifiques d'origine juive et ne nous donne aucunement un portrait de ce qui pouvait permettre aux juifs d'Allemagne de transcender le poids de leur origine ethnique dans une société où ils sont de nouveaux acteurs devant encore se faire accepter socialement.

Notre recherche a certes corrigé des lacunes et apporté des précisions, mais elle ne signifie pas pour autant l'épuisement de la question. Il existe encore certains facteurs que nous n'avons pas considérés comme le financement du *Kaiser Wilhelm Institut* par des juifs qui y voyaient là une occasion de faciliter le cheminement académique des scientifiques d'origine juive ou l'influence de la ferveur nationaliste et parfois antisémite des étudiants en milieu universitaire.

### **Bibliographie**

#### ***Histoire de l'Allemagne***

-BERGHAHN, V.R. *Modern Germany : Society, Economy and Politics in 20th Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982. 341 p.

---

<sup>251</sup> Stephen M. Poppel, *loc. cit.*, p. 87.

- BLACKBOURN, David. *The long Nineteenth Century : A History of Germany, 1780-1918*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1997. 452 p.

-CRAIG, Gordon. *Germany : 1815-1945*, New York, Oxford University Press, 1978. 825 p.

- CRAIG, Gordon. *The Politics of the Prussian Army : 1640-1945*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1957. 536 p.

-DREYFUS, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine, 1815-1990*, Paris, P.U.F., 1991. 551 p.

-ELIAS, Norbert, *The Germans : Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 1989. 494.

-EKSTEIN, Modris. *Le sacre du printemps : la Grande Guerre et la naissance de la modernité*, Paris, Plon, 1989. 424 p.

-FICHTE, Johann Gottlieb. *Discours à la Nation allemande*, Paris, Aubier, 1810 (1981). 278 p.

-FINZSCH, Norbert ET Dietmar Schirmer (dir.), *Identity and Intolerance : Nationalism, Racism, and Xenophobia in Germany and United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. 422 p.

-GAUZY, Florence. *L'exception allemande, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1998. 96 p.

-HASTINGS, Adrian. *The Construction of Nationhood : Ethnicity, Religion, and Nationalism*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 1997. 235 p.

-GREENFELD, Liah. *Nationalism : five roads to modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992. 581.

-JAMES, Harold. *A German Identity : 1770-1990*, New York, Routledge, 1989. 240 p.

-JARAUSCH, Konrad. *Students, Society, and Politics in Imperial Germany : The Rise of Academic Illiberalism*, Princeton, Princeton University Press, 1982. 448 p.

-MANN, Golo. *The History of Germany since 1789*, Londres, Pimlico, 1968. 547 p.

- NIPPERDEY, Thomas. *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Gallimard, 1992. 358 p.

-PACHTER, Henry M. *Modern Germany : A Social, Cultural, and Political History*, Boulder, Westview Press, 1978. 415 p.

- PAUL, Robert. « German Academic Science and the Mandarin Ethos », *British Journal of History of Science*, 1984, numéro 17, pp. 17-29.

-RINGER, Fritz. « *Bildung* : The Social and Ideological Context of the German Historical Tradition », *History of European Ideas*, volume 10, numéro 2, 1989, pp. 193-202.

- RINGER, Fritz K. *The Decline of the German Mandarins : The German Academic Community, 1890-1933*, Cambridge, Harvard University Press, 1969. 528 p.

-RITTER, Gerhard. *The German Problem : Basic Question of German Political Life, Past and Present*, Columbus, Ohio State University, 1965. 233 p.

-RÖHL, John C. G. *The Kaiser and his Court : Wilhelm II and the Government of Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987. 275 p.

-ROTH, François. *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Paris, Armand Colin, 2000. 192 p.

-ROVAN, Joseph. *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Éditions du Seuil, 1978. 524 p.

-SCHULZE, Hagen. *The Course of German Nationalism : From Frederic the Great to Bismarck (1763-1867)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. 174 p.

- STERN, Fritz., *L'or et le fer : Bismarck, Bleichröder et la construction de l'empire allemand*, Paris, Fayard, 1977. 736 p.

-WEHLER, Hans-Ulrich. *The German Empire : 1871-1918*, New York, Berg Publishers, 1991. 293 p.

### ***Histoire des juifs***

-BERDING, Helmut. *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991. 282 p.

-BIRNBAUM, Pierre. *Sur la corde raide : Parcours juifs entre exil et citoyenneté*, Paris, Flammarion, 2002. 468 p.

-BRUSTEIN, William I. *Roots of Hate : Anti-Semitism in Europe before the Holocaust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. 384 p.

- CHEVALIER, Yves. *L'antisémitisme*, Paris, Cerf, 1988. 464 p.

- FEUERWERKER, David. *L'émancipation des Juifs en France de l'ancien régime à la fin du Second Empire*, Paris, Albin Michel, 1976. 775 p.
- GAY, Peter. *Freud, Jews, and other Germans : Masters and Victims in Modernist Culture*, New York, Oxford University Press, 1978. 289 p.
- GIRARD, Patrick. *Les Juifs de France de 1789 à 1860 : de l'émancipation à l'égalité*, Paris, Calmann-Lévy, 1976. 302 p.
- GRAETZ, Michael. « From The Corporate Community to Ethnic-Religious Minority, 1750-1830 », *Leo Baeck Institute Yearbooks*, XXXVII, 1992, pp. 71-82.
- KAMPE, Norbert. « Jews and Antisemites at Universities in Imperial Germany (I) : Jewish Students : Social History and Social Conflict », *Leo Baeck Institute Yearbook*, 30, 1985, pp. 357-394.
- KATZ, Jacob. *Emancipation and Assimilation : studies in modern Jewish history*, Farnborough, Gregg, 1972. 293 p.
- KATZ, Jacob. *Hors du ghetto : l'émancipation des juifs en Europe, 1770-1870*, Paris, Fayard, 1984. 289 p.
- LAMBERTI, Marjorie. *Jewish Activism in Imperial Germany*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1978. 235 p.
- LINDEMANN, Albert. *Essau's Tears : Modern Anti-Semitism and the Rise of the Jews*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997. 568 p.
- MENDES-FLOHR, Paul. *German-Jews : A Dual Identity*, New Haven & Londres, Yale University Press, 1999. 149 p.
- MITTLEMAN, Alan. « Continuity and Change in the Constitutional Experience of the German Jews », *Publius : The Journal of Federalism*, volume 30, numéro 4, automne 2000, pp. 43-69.
- MOSSE, George L. *German Jews Beyond Judaism*, Bloomington, Indiana University Press, 1985. 98 p.
- MOSSE, Werner Eugen. *Jews in the German Economic Elite, 1820-1935*, Oxford, Clarendon Press, 1987. 420 p.
- PICKUS, Keith H. *Constructing Modern Identities : Jewish Students in Germany : 1815-1914*, Détroit, Wayne University Press, 1999. 222 p.

- POPPEL, Stephen M. « New Views on Jewish Integration in Germany », *Central European History*, volume IX, numéro un, mars 1976, pp. 86-108.
- PULZER, Peter G. J. *The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria*, New York et Londres, John Wiley and Sons, 1964. 364 p.
- RAPHAËL, Freddy. *Judaïsme et Capitalisme : essai sur la controverse entre Max Weber et Werner Sombart*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982. 385 p.
- RAGUN, Sanford. *Jewish Responses to Anti-Semitism in Germany, 1870-1914 : A Study in the History of Ideas*, Cincinnati, Hebrew Union College Press, 1980. 226 p.
- REINHARZ Jehuda et Walter Schartzberg (dir.), *The Jewish Response to German Culture from the Enlightenment to the Second World War*, Boston, University Press of New England, 1986. 362 p.
- ROSE, Paul-Lawrence. *Revolutionary Antisemitism in Germany from Kant to Wagner*, Princeton, Princeton University Press, 1990. 389 p.
- ROWE, David E. « Jewish Mathematics at Göttingen in the Era of Felix Klein », *Isis*, 1986, 77, pp. 422-449.
- SCHORSCH, Ismar. *Jewish Reactions to Anti-Semitism : 1870-1914*, New York, Yale University Press, 1999. 291 p.
- SKOCPOL, Theda (dir.). *Democracy, Revolution, and History*, Ithaca & Londres, Cornell University Press, 1998. 273 p.
- SORKIN, David. « The Genesis of the Ideology of Emancipation : 1806-1840 », *Leo Baeck Institute Yearbook*, XXXII, 1987, pp. 11-40.
- SORKIN, David. *The Transformation of the German Jewry, 1740-1840*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1987. 255 p.
- TIMMS, Edward. « The Pernicious Rift : Metternich and the Debate about Jewish Emancipation at the Congress of Vienna », *Leo Baeck Institute Yearbook*, volume XL, numéro VI, 2001, pp. 3-18.
- TIMMS, Edward et Andrea Hammel (dir.). *The German-Jewish Dilemma : From the Enlightenment to the Shoah*, Lewiston, Queenston & Lampeter, The Edwin Mellen Press, 1999. 337 p.

### ***Histoire des sciences***

- AFTALION, Fred. *Histoire de la chimie*, Paris, Masson, 1988. 384 p.

- ALLAN JOHNSON, Jeffrey. *The Kaiser's Chemists : Science and Modernization in Imperial Germany*, Chapel Hill & London, The University of North Carolina Press, 1990. 279 p.
- BARNES, Barry (dir.). *Sociology of Science*, Harmondsworth, Penguin Books, 1972. 395 p.
- BEN-DAVID, Joseph. *Scientific Growth*, Berkeley, University of California Press, 1991. 591 p.
- BEN-DAVID, Joseph. *The Scientist's Role in Society : A Comparative study*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1971. 207 p.
- BIEZUNSKI, Michel (dir.). *La recherche en histoire des sciences*, Paris, Éditions du Seuil, 1983. 307 p.
- BLUME, Stuart. *Towards a Political Sociology of Science*, New York et Londres, The Free Press, 1975. 288 p.
- FEUER, Lewis. *Einstein et le conflit des générations*, Paris, P.U.F., 1974. 382 p.
- FRANK, James. « Science as a Cultural Ornament : Bunsen, Kirchoff and Helmholtz in Mid-Nineteenth-Century Baden ». *Ambix*, volume 42, numéro 1, 1995, pp. 1-9.
- GROVE, J.W. « A Troubled Life in Science », *Queen's Quaterly*, volume 108, numéro 1, printemps 2001, pp. 85-97.
- HARWOOD, Jonathan. *Styles of Thought : The German Genetics Community, 1900-1933*, Chicago & London, The University of Chicago Press, 1993. 423 p.
- HOLMES, Frederic L. « The Revolution in Chemistry and Physics : Overthrow of a Reigning Paradigm or Competition between Contemporary Research Programs? », *Isis*, numéro 91, 2000, pp. 735-753.
- HUFBAUER, Karl. *The Formation of the German Chemical Community (1720-1795)*, Berkeley, Los Angeles & London, University of California Press, 1982. 312 p.
- KASS-SIMON, G. et Patricia Farnes. *Women of Science : Righting the Record*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1990. 398 p.
- KELLER, Alex. *The infancy of atomic physics : Hercules in his cradle*, Oxford, Clarendon Press, 1983, 230 p.

-KIM, Mi Gyung. « The Layers of Chemical Language, I : Constitution of Bodies v. Structure of Matter », *History of Science*, numéro 87, volume 30, Mars 1992. pp. 69-91.

-KUHN, Thomas S. *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983 (1962). 286 p.

-LEVERE, Trevor H. *Chemists and Chemistry in Nature and Society, 1770-1878*, Aldershot, Variorum, 1994. 298 p.

-MASON, Stephen F. *A history of the sciences*, New York, Collier Books, 1962. 638 p.

-McLAY, David B. « Lise Meitner and Erwin Schrödinger : Biographies of Two Austrian Physicists of Nobel Stature », *Minerva*, volume 37, 1999. pp. 75-94.

-MENDELSSOHN, Kurt. *The world of Walther Nernst: the rise and fall of German science*, Londres, MacMillan, 1973. 191 p.

-NACHMANSOHN, David. *German-Jewish Pioneers in Science, 1900-1933 : Highlights in Atomic Physics, Chemistry, and Biochemistry*, Berlin, Heidelberg & New York, Springer-Verlag, 1979. 388 p.

-PRESTON, David-Lawrence. *Science, Society, and the German Jews : 1870-1933*, Urbana, University of Illinois, 1971. 237 p.

-PYENSON, Lewis. « Mathematics, Education, and the Göttingen Approach to Physical Reality, 1890-1914 », *Europa, A Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. 2, no. 2, automne 1979, pp. 91-127.

-PYENSON, Lewis., *Neohumanism and the Persistence of Pure Mathematics in Wilhelmian Germany*, Philadelphie, American Philosophical Society, 1983. 136 p.

-PYENSON, Lewis et Susan Sheets-Pyenson. *Servants of Nature : A History of Scientific Institutions, Entreprises, and Sensibilities*, New York & Londres, W.W. Norton & Company, 1999. 496 p.

-RABKIN, Yakov et Ira Robinson (dir.). *The Interaction of Scientific and Jewish Cultures in Modern Times*, The Edwin Mellen Press, Lewiston, Queenston & Lampeter, 1995. 265 p.

-RONAN, Colin. *Histoire mondiale des sciences*, Paris, Éditions du Seuil, 1983. 715 p.

-ROSMORDUC, Jean. *Histoire de la physique et de la chimie : de Thalès à Einstein*, Paris, Études Vivantes, 1979. 171 p.

- SALOMON, Jean-Jacques. *Science et politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1970. 406 p.

-SAMBURSKY, Samuel. *Physical thought from the Presocratics to the quantum physicists : an anthology*, New York, Pica Press, 1975, 585 p.

-SCHIEBINGER, Londa. « Maria Winkelmann at the Berlin Academy : A Turning Point for Women in Science », *Isis*, numéro 78, 1987, pp. 174-200.

-SCHIEBINGER, Londa. *The Mind Has no Sex? Women and the Origins of Modern Science*, Cambridge & Londres, Harvard University Press, 1989. 355 p.

-SEGRÈ, Emilio. *Les physiciens modernes et leurs découvertes : des rayons X aux quarks*, Paris, Fayard, 1984. 456 p.

-SERVOS, John W. *Physical Chemistry from Ostwald to Pauling : The Making of a Science in America*, Princeton, Princeton University Press, 1990. 402 p.

-SHAPIN, Steven. « Discipline and Bounding : The History and Sociology of Science as seen Through the Externalism-Internalism Debate », *History of Science*, volume 30, numéro 90, 1992, pp. 339-359.

-VOLKOV, Shulamit. « Jewish Scientists in Imperial Germany », *Aleph*, numéro 1, 2000, pp. 215-249.

-ZLOCZOWER, Awraham. *Carreer Opportunities and the Growth of Scientific Discovery in 19<sup>th</sup> Century Germany*, New York, Arno Press, 1981. 131 p.

### **Autres ouvrages**

- GELLNER, Ernest. *Nationalism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997. 114 p.

-GOYARD-FABRE, Simone. *Philosophie politique : XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, P.U.F., 1987. 544 p.

- HOBBSBAWM, Eric J. *L'ère des empires : 1875-1914*, Paris, Fayard, 1989 (1987). 495.

- HOBBSBAWM, Eric J. *Nations et nationalisme : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 2001. 371 p.

-KENNEDY, Paul. *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989. 730 p.



-ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Discours sur l'origine et les fondements des inégalités parmi les hommes*, Paris, Hachette, 19976 (1755). 192 p.

- WEBER, Max., *Éthique protestante et esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967 (1947). 287 p.